

# Géopolitique d'une périphérisation du bassin caribéen

ROMAIN CRUSE



Presses de l'Université du Québec



La collection Géographie contemporaine change d'image. Le souci de renouveau de la direction des Presses de l'Université du Québec et l'attachement aux traditions du directeur de la collection ont abouti à un compromis qui rend la collection plus attrayante tout en affirmant la continuité avec sa mission, soit celle de diffuser des travaux de nature scientifique ou pédagogique qui permettent d'enrichir la réflexion géographique. Ce changement est l'occasion d'un rapide bilan. Cette collection qui, au départ, voulait remplir un vide s'est avérée féconde. Depuis 1998, plus de vingt titres ont été publiés, plusieurs ayant donné lieu à des rééditions. Analysant le monde à toutes ses échelles, du mondial au local, des travaux de chercheurs du Québec et d'ailleurs ont interrogé le territoire et les possibilités qu'il offre dans un contexte qui requiert la révision des choix de développement de nos sociétés. La collection devient ainsi ce qu'elle cherchait à être, soit une tribune en langue française pour l'analyse des territoires. La nouvelle image, plus accessible, réaffirme cet objectif. Le monde, dans sa globalité, est impensable sans des repères territoriaux qu'il importe de rendre visibles. Sans ces repères, les liens sociaux sont impossibles, la préoccupation pour le bien commun disparaît et seul l'individualisme a droit de cité. Les repères territoriaux sont nécessaires pour un développement respectueux des générations futures, certes, mais aussi des collectivités qui nous entourent et avec lesquelles nous partageons la planète. C'est ce que l'éducation géographique des citoyens rend possible et c'est le défi qui a guidé et qui continuera de guider les travaux de la collection Géographie contemporaine.

Juan-Luis Klein  
*Directeur de la collection*

**Géopolitique  
d'une périphérisation  
du bassin caribéen**

Membre de  
**L'ASSOCIATION  
NATIONALE  
DES ÉDITEURS  
DE LIVRES**

Presses de l'Université du Québec  
Le Delta I, 2875, boulevard Laurier, bureau 450, Québec (Québec) G1V 2M2  
Téléphone : 418 657-4399 – Télécopieur : 418 657-2096  
Courriel : puq@puq.ca – Internet : www.puq.ca

*Diffusion / Distribution :*

Canada et autres pays : Prologue inc., 1650, boulevard Lionel-Bertrand, Boisbriand (Québec)  
J7H 1N7 – Tél. : 450 434-0306 / 1 800 363-2864

France : Sodis, 128, av. du Maréchal de Lattre de Tassigny, 77403 Lagny, France – Tél. : 01 60 07 82 99

Afrique : Action pédagogique pour l'éducation et la formation, Angle des rues Jilali Taj Eddine  
et El Ghadfa, Maârif 20100, Casablanca, Maroc – Tél. : 212 (0) 22-23-12-22

Belgique : Patrimoine SPRL, 168, rue du Noyer, 1030 Bruxelles, Belgique – Tél. : 02 7366847

Suisse : Servidis SA, Chemin des Chalets, 1279 Chavannes-de-Bogis, Suisse – Tél. : 022 960.95.32



La Loi sur le droit d'auteur interdit la reproduction des œuvres sans autorisation des titulaires de droits. Or, la photocopie non autorisée – le « photocopillage » – s'est généralisée, provoquant une baisse des ventes de livres et compromettant la rédaction et la production de nouveaux ouvrages par des professionnels. L'objet du logo apparaissant ci-contre est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit le développement massif du « photocopillage ».

# Géopolitique d'une périphérisation du bassin caribéen

ROMAIN CRUSE



Presses de l'Université du Québec

*Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec  
et Bibliothèque et Archives Canada*

Cruse, Romain, 1982-

Géopolitique d'une périphérisation du bassin caribéen

(Géographie contemporaine)

Comprend des réf. bibliogr.

ISBN 978-2-7605-3107-9

1. Géopolitique - Caraïbes (Région). 2. Néo-libéralisme - Caraïbes (Région). 3. Impérialisme.  
4. Géopolitique. I. Titre. II. Collection: Géographie contemporaine.

F2183.C78 2011

320.1'209729

C2011-940760-4

Les Presses de l'Université du Québec reconnaissent l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du livre du Canada et du Conseil des Arts du Canada pour leurs activités d'édition.

Elles remercient également la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) pour son soutien financier.

Couverture Conception: RICHARD HODGSON

Photographie: ROMAIN PHILIPPON <<http://www.romainphilippon.com/>>

Intérieur Mise en pages: INTERSCRIPT

2011-1.1 – Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés

© 2011, Presses de l'Université du Québec

Dépôt légal – 4<sup>e</sup> trimestre 2011

Bibliothèque et Archives nationales du Québec/Bibliothèque et Archives Canada

Imprimé au Canada

*Il est possible que je dise des choses qui vous choquent.  
Ma position, dans le fond, est très modérée.  
Sur certaines choses, ma position paraît radicale uniquement  
parce que l'époque dans laquelle on vit, elle, est radicale.  
Dans la mauvaise direction, mais radicale.*

J. Bricmont





# Table des matières



LISTE DES CARTES. . . . .	XI
INTRODUCTION . . . . .	1
La « périphérisation » . . . . .	2
Le contexte caribéen . . . . .	6
Organisation de l'ouvrage . . . . .	9
Méthodologie. . . . .	9
<b>Partie 1 – UN DÉTERMINISME HISTORIQUE OU GÉOGRAPHIQUE ?</b>	
<b>Une périphéricité héritée et déterminée par la localisation? . . . . .</b>	<b>11</b>
Chapitre 1 – UNE POSITION GÉOGRAPHIQUE MÉDITERRANÉENNE . . . . .	13
1. Constantes méditerranéennes. . . . .	14
2. La méditerranée américaine et le presqu'isthme antillais. . . . .	21
Conclusion . . . . .	25
Chapitre 2 – DES « AVANTAGES COMPARATIFS » POUR QUI? . . . . .	27
1. Aux origines de la théorie des avantages comparatifs: un nouveau système économique globalisant pour le bénéfice du centre ou de la périphérie? . . . . .	29
2. Spécialisations caribéennes . . . . .	37
Conclusion . . . . .	47

**Partie 2 – NÉOLIBÉRALISME OU NÉOCOLONIALISME ?**

<b>Le processus contemporain de perpétuation et de réorganisation de la périphérisation . . . . .</b>	<b>49</b>
Chapitre 3 – GÉOGRAPHIE DU NÉOLIBÉRALISME . . . . .	55
1. Distribution géographique . . . . .	56
2. L'État néolibéral . . . . .	60
3. La ville néolibérale . . . . .	61
4. Modification géographique (exode rural) et structurelle (secteurs d'activité) de l'emploi par le système néolibéral . . . . .	63
5. Assurer la perpétuation d'un système inégalitaire par le développement des bases militaires . . . . .	63
Chapitre 4 – COMMENT LA CONCEPTION NÉOLIBÉRALE DE L'ESPACE S'EST IMPOSÉE À LA CARAÏBE De la plantocratie à la « corporatocratie » antillaise . . . . .	67
1. La phase coloniale: la reprise en main progressive des colonies européennes . . . . .	69
2. La délégation des tâches au personnel local compétent: organisation d'armées intermédiaires, naissance du « colonialisme indirect » . . . . .	77
3. La phase des façades démocratiques . . . . .	84
Chapitre 5 – LA CARAÏBE DANS SON ENSEMBLE RÉGIONAL Le cas particulier d'une périphérie proche ? . . . . .	95
Chapitre 6 – DE LA GESTION POLITIQUE NÉOLIBÉRALE DE L'ESPACE AUX ESPACES DÉROGATOIRES, INFORMELS ET ILLÉGAUX . . . . .	103
Chapitre 7 – LES CHIMÈRES DE LA DOMINATION Justifications de l'organisation néolibérale de l'espace . . . . .	111
Chapitre 8 – LES CONSÉQUENCES CONCRÈTES DU NÉOLIBÉRALISME DANS LA RÉGION CARAÏBE . . . . .	119
Conclusion . . . . .	128
CONCLUSION . . . . .	135
RÉFÉRENCES . . . . .	141

## Liste des cartes



Carte 1	Organisation schématique de l'espace dans les méditerranées. . .	19
Carte 2	Organisation chorématique de quelques réseaux dans la méditerranée américaine. . . . .	24
Carte 3	Les avantages comparatifs, de la théorie à la pratique . . . . .	34
Carte 4	Représentation schématique de l'organisation de l'espace dans l'île . . . . .	43
Carte 5	La dette extérieure des pays périphériques. . . . .	59
Carte 6	Envois d'argent par la diaspora vers le pays natal (par habitant) en 2006. . . . .	127



# Introduction



*Vous êtes dans la brume qui avance. Vous êtes ma terre.  
Vous avez pris possession du vaste monde.  
Vous m'entourez. Vous me parlez.  
Vous êtes le monde et vous êtes moi.  
Vous avez gagné car vos visages sont dans toutes les brumes,  
vos voix dans toutes les saisons,  
vos gémissements dans toutes les nuits  
Jean Giono, Refus d'obéissance, 1937*

*Ma bouche sera la bouche des malheurs  
qui n'ont point de bouche,  
ma voix la liberté de celles qui s'affaissent  
au cachot du désespoir.  
Et venant je me dirais à moi même:  
et surtout mon corps aussi bien que mon âme,  
gardez vous bien de croiser les bras  
en l'attitude stérile du spectateur,  
car la vie n'est pas un spectacle,  
car une mer de douleur n'est pas un proscenium,  
un homme qui crie n'est pas un ours qui danse.  
Aimé Césaire, Cahier d'un retour au pays natal*

La Caraïbe ressemble à s'y méprendre à un visage maquillé. Une couche superficielle d'exotisme fait ressortir ses traits les plus attrayants, à l'image de ces photographies des brochures touristiques sur lesquelles on force le bleu de la mer et le blanc du sable, tout en cadrant au plus serré sur les hôtels, les plages et les parties entretenues des centres-villes, incrustant si nécessaire le sourire de quelques enfants ou d'une femme au marché. Derrière cette parure, cependant, se dévoile à qui prend la peine d'observer un visage profondément marqué par une exploitation frénétique des ressources et de la population de la Caraïbe. Des carrières à ciel ouvert des Cockpit Mountains (Jamaïque), dont une compagnie canadienne extrait la précieuse bauxite jusqu'aux bidonvilles des marécages de Beetham, à Port-of-Spain (Trinidad), en passant par les zones franches de Santo Domingo (République dominicaine) et les milliers d'enclaves touristiques, résumant en quelques centaines de mètres les insondables inégalités de ce monde.

Comment expliquer le fossé qui sépare la richesse débordante des *Brown Men*<sup>1</sup> de Beverly Hills (Kingston), des *bodmè*<sup>2</sup> de Port-au-Prince ou encore des *békés* de Cap-Est (Martinique), et la misère sans nom des Afro-Caribéens de Riverton City, Cité Soley ou Laventille ? Nous proposons dans cet ouvrage d'apporter des éléments de réponse par le recours au concept de « périphérisation ».

## La « périphérisation »

La compréhension de ce processus suppose quelques bases théoriques qui doivent être posées d'emblée. Notamment, l'acceptation du processus de « périphérisation » demande d'adhérer, ou au moins de comprendre et de reconnaître la validité relative du modèle centre/périphérie. Nous pensons, avec le géographe André-Louis Sanguin, que « même si le rapport centre/périphérie est nié dans certaines analyses en géographie ou dans les sciences sociales, il est [...] très clair que tout phénomène physique ou humain à l'œuvre sur toutes les catégories de territoires de la planète relève du paradigme, centre – périphérie » (Sanguin, 2007). Ce paradigme,

- 
1. Un *Brown Man* est un Jamaïcain clair de peau. Étant donné la ségrégation ayant cours dans le pays, le terme est aussi souvent synonyme de « bourgeois ».
  2. Surnom des « Syriens » de Port-au-Prince qui ont fait fortune dans l'import-export, monopolisant rapidement le front de mer de la capitale (mouvement qui s'est inversé avec le retrait des classes riches du centre-ville).

qui remonte au début du XX<sup>e</sup> siècle, mais qui a trouvé un nouvel élan avec les géographes marxistes (l'école radicale) des années 1980, est utilisé « pour décrire un système spatial fondé sur la relation inégale entre deux lieux : ceux qui dominent ce système et en bénéficient, les centres, et ceux qui le subissent, en position périphérique » (Lévy, Lussault (dir.), 2003). Nous prenons appui sur ce paradigme dans son acception moderne, qui s'affranchit de la distance euclidienne et qui l'applique à différentes échelles (Reynaud, 1981).

Dans l'analogie, la « périphérie » nourrit le « centre » au sens propre comme au sens figuré. La centralité du centre est donc inséparable de la « périphéricité » de la périphérie. Il n'existe pas de centre sans périphérie. D'où l'intensité – et souvent la violence – des processus de « périphérisation » menés par les centres (ou les aspirants-centres). La violence est en effet intrinsèquement associée à la notion de « périphérisation » car elle « est liée à la coercition et au pouvoir » (Rosière, 2008). L'« ordre », aussi injuste soit-il, est assuré par une violence (du latin *vis* : « force ») que certains ont définie après Max Weber (1921) comme « légitime ». Si elle est souvent physique, la violence du processus de « périphérisation » est aussi parfois « symbolique », comme l'explique Pierre Bourdieu (1993). Mais l'« ordre » est aussi brisé par la violence, là encore physique (coup d'État, assassinat, guerre, etc.) ou symbolique (grève, manifestations non violentes, boycott, etc.). « Périphérisation » et « déphérisation » (ou « recentrage ») sont donc par essence des phénomènes violents.

Les colonisations portugaise, espagnole, néerlandaise, anglaise ou encore française sont des exemples de processus violents de mise en périphérie de territoires asiatiques, africains, caribéens et américains. En institutionnalisant la pensée expansionniste (l'« expansionnisme pour la protection ») de John Quincy Adams, à travers la doctrine Monroe, les États-Unis proclament le 2 décembre 1823 leur « droit » et leurs ambitions, en tant que nouveau centre régional, sur les périphéries américaines. Le discours du Républicain James Monroe précise le rôle central qu'auront désormais les États-Unis sur « leur » ensemble régional, au détriment des visées russes (Amérique du Nord) et européennes (Caraïbe et Amérique du Sud). Les États-Unis officialisent ainsi leur passage du statut de périphérie européenne à celui de centre américain. Comme nous le verrons dans cet ouvrage, ils soutiendront dès lors tous les mouvements indépendantistes de la région, dans l'objectif de libérer tous les pays du continent des tutelles européennes. Il va sans dire, mais d'autant mieux en le disant, que le but de ces manœuvres n'était pas de « libérer » ces anciennes colonies, mais tout simplement de les brancher sur le réseau gravitationnel des États-Unis. Pour le dire plus simplement, les États-Unis soutiendront toutes les luttes contre l'empire européen, dans le but de coloniser, physiquement,



puis rapidement économiquement (mais dans des modalités différentes de la colonisation européenne), ces territoires périphériques. Le centre de ces périphéries se déplace donc au XX<sup>e</sup> siècle d'Europe vers les États-Unis. C'est alors véritablement qu'apparaît l'ambiguïté de la notion de « liberté », promue par les États-Unis, qui s'attacheront par la suite rapidement à « libérer » de la tutelle européenne les territoires pétroliers, puis le Sud-Est asiatique.

Ce processus a en effet été justifié par des politiques dites « libérales ». Sur le modèle américain, les États-Unis partiraient « libérer » le monde de la tutelle européenne à coups de politiques libérales, puis rapidement néolibérales, imposées par des « tueurs à gage économiques » (*Economic Hit men*) (Perkins, 2004), les Marines, les services secrets (Blum, 2005), et en ayant recours à des justifications allant de la « guerre à la drogue » à la « guerre au terrorisme » (McCoy, 2003). Les théories néolibérales censées justifier ce violent processus de « périphérisation » (ou plus exactement l'imposition, sur d'anciennes périphéries européennes, d'un nouveau centre étasunien) sont basées, pour faire simple, sur le mythe de l'« effet de percolation » (*Trickle down Effect*). Ce mythe est fondé sur les travaux du mathématicien John Hammersley (1956) et a été appliqué à l'espace par François Perroux (1961). Cette théorie propose de faire croire à ses adeptes que le développement des centres se diffuse dans ses périphéries, par percolation. Comme le notent Lévy et Lussault dans leur *Dictionnaire de l'espace et des sociétés* (2003), ce mythe a servi « de base aux politiques d'ajustement structurel », en mettant en avant un modèle dans lequel on favorise les classes riches dans le but « d'irriguer, de proche en proche, l'ensemble des groupes sociaux et des régions, finissant par atteindre les zones les plus défavorisées ». Cette notion est donc un contenu « implicite des représentations libérales de l'espace » (Rosière, 2008).

Si les chercheurs situés dans les centres ont longtemps été réticents à l'idée de remettre en cause ces théories, l'impulsion a été donnée depuis les années 1990. Tous les universitaires ayant étudié le sujet de manière approfondie ont montré l'aggravation des inégalités sociales et l'appauvrissement des populations périphériques depuis les années 1970, qui marquent le début de l'ère néolibérale à l'échelle du globe. Un lien de cause à effet évident apparaît dans leurs ouvrages (Fridell, 2010; Weisbrot *et al.*, 2005; Taylor, 2009; Kapoor, 2008; Lines, 2008; Chernomas, Hudson, 2007; McNally, 2002; Elson, Catagay, 2000; Gill, 1995; Wood, 1995; Brenner, 1985; Cox, 1977). Le géographe le plus connu a consacré à ce sujet d'excellents ouvrages allant dans le même sens (Harvey, 2000; 2005; 2007). Les analyses économiques rigoureuses de la Caraïbe « indépendante » ne disent rien d'autre (Gregory, 2007; Itzigsohn, 2000; Lefranc, 1994; Watson,

1988; Anderson et Witter, 1994; Klak, 1998; Klak et Myers, 1998; Girvan, Bernal, 1982; Farmer, 2006). Surtout, certains ont été jusqu'à montrer comment les institutions néolibérales (Banque mondiale, Organisation mondiale du commerce –OMC–, etc.) investissent dans la fabrication de « connaissance », en payant chaque année des dizaines de millions de dollars pour mettre sur pied des « recherches », organiser des séminaires et publier des articles de journaux justifiant l'imposition de mesures injustes et contre-productives (Goldman, 2006). Il n'y a guère plus que dans les milieux universitaires d'Europe de l'Ouest que l'évidence de l'orientation de ces politiques volontaristes et discriminatoires fassent encore l'objet d'un débat.

On citera comme illustration l'ouvrage de Doug Stokes (2008), qui décrypte les politiques menées par les États-Unis en Colombie, sous couvert de lutte contre le communisme, recyclée maladroitement en lutte contre le narcotrafic (la « narcoguérilla », comprendre les Forces armées révolutionnaires de Colombie –FARC-EP–) – et non pas contre les groupes paramilitaires créés de toute pièce par les services secrets des États-Unis. L'enjeu colombien, nous démontre Doug Stokes, est bien sûr le pétrole, le gaz, l'or, la biodiversité, et les autres ressources naturelles, sans oublier le débouché commercial pour les produits manufacturés du « centre » américain. Son analyse a en effet le grand avantage de nous montrer ce que l'association Survie nous explique par ailleurs dans le cas de la « Françafrique », soit la double exploitation par le centre de ses périphéries : le centre exploite les ressources naturelles des périphéries, ainsi que sa population, tout en gardant son marché captif pour ses produits manufacturés. La périphérie est donc à la fois une source de matières premières, de main-d'œuvre bon marché, et un débouché captif pour les productions du centre. Pour s'assurer du bon fonctionnement de ce système de domination, les centres locaux (comme le gouvernement Uribe/Santos en Colombie, et le chapelet de dictateurs françafricains) sont protégés par un important bouclier militaire (l'« aide militaire », comptabilisée dans le portefeuille de l'« aide aux pays en développement »).

Cette « aide », il faut bien le comprendre, et les exemples colombiens (Stokes, 2004) et françafricains (Survie, 2008) l'illustrent bien, est un coup de pouce donné à une petite caste qui se voit en outre protégée sur la scène internationale par un rideau de propagande médiatique (voir la communication sur le gouvernement Uribe, en comparaison de la communication sur le gouvernement Chavez) ou tout simplement par un silence stratégique (dictateurs africains). Ce groupe, que nomme justement les *Gatekeepers* en Afrique, bénéficie du pouvoir assuré par des infrastructures et des formations militaires, peut se permettre d'accaparer une grande partie des richesses nationales, tremper dans le trafic de drogues illicites,

de pétrole ou de diamants, en échange de quoi il se doit de faciliter la mise en place des politiques néolibérales. La périphérie dépend donc d'un centre local où elle dépend elle-même du centre régional/international. L'articulation entre ces deux centres est assurée par l'« aide » économique et militaire.

## Le contexte caribéen

L'espace étudié se compose de l'ensemble des pays ouverts principalement sur le bassin caribéen. Il s'agit donc bien sûr des îles des Antilles dans leur globalité (Petites et Grandes Antilles, sans distinction de statut), mais aussi les Guyanes (Guyane, Surinam, Guyana), ainsi que le Venezuela et la Colombie, dont les principaux ports ouvrent ces territoires sur le bassin caribéen. Il sera aussi question, dans une moindre mesure, de Panama, et du Belize. Bien évidemment, le centre régional des États-Unis, qui s'ouvre sur la région par la métropole que certains auteurs ont pu appeler la « capitale du bassin caraïbe » – Miami – (Girault, 2003), ne saurait être passé sous silence dans une étude où il est question de rapport entre le centre et la périphérie.

Un des points de départ de notre réflexion est le suivant. Nous trouvons, dans le bassin caribéen, la région affichant les taux d'homicides les plus élevés au monde – en moyenne (30/100 000 hbts par an) –, et les pays aux taux les plus élevés du monde (Colombie, Jamaïque, Trinidad, Venezuela) (UNODC, 2007). Cette région présente aussi les taux d'incarcération les plus élevés au monde avec pour moyenne régionale 356 prisonniers pour 100 000 habitants. Ces taux peuvent atteindre des valeurs locales de l'ordre de 132% en Martinique et en Guyane, 162% au Surinam, 187% en Haïti, et jusqu'à 302% à La Barbade (International Center for Prison, Study, 2007). Contrairement à ce qu'ont pu affirmer certains géographes (Brunet, Dolfus, 1990), l'insularité n'explique en rien cet état de fait (Cruse, 2007). Les États-Unis emprisonnent par exemple un prisonnier sur quatre dans le monde (2,3 millions de prisonniers en 2003), la Colombie, l'Afrique du Sud et le Salvador ont aussi les taux d'homicides parmi les plus élevés au monde (selon le United Nation Office on Drugs and Crime, UNODC)!

Comme nous l'avons montré ailleurs (2009), ces taux sont en fait plus corrélés à des variables socioéconomiques comme l'inégalité, le degré de « libéralisation » de l'économie (les pays considérés comme les plus « libéraux » au monde sont ceux où on emprisonne le plus : Hong Kong, Singapour, les États-Unis, etc.), et à l'exploitation de la lutte contre le trafic de drogues illicites à d'autres fins, notamment.

Si les Antilles ont pu être considérées comme « le Tiers Monde le plus développé » (Godart, Hartog, 2003), formulation au demeurant très vague (que veut dire concrètement « plus développé<sup>3</sup> » et quelle est la différence avec, par exemple, le « plus civilisé » colonial?), elles appartiennent surtout à la région la plus inégalitaire au monde. Il suffit pour s'en convaincre d'observer les beaux quartiers depuis le bidonville construit sur la décharge de Riverton, à Kingston, ou depuis la colline de Laventille, à Port-of-Spain. Pour une approche plus scientifique, on jettera un coup d'œil au classement mondial des coefficients de Gini par pays (ce qui n'empêche pas de critiquer cet indice pour ses faiblesses). La région la plus inégalitaire au monde est l'Amérique dans son ensemble, à l'exception notable du Canada et de Cuba. La Caraïbe affiche des taux comparables à ceux de l'Amérique centrale et du Sud, les plus élevés au monde. En Colombie, d'après les estimations les plus conservatrices (CIA World Factbook, 2010), le décile le plus riche de la population accapare 45 % des revenus. De l'autre côté de l'échelle sociale, près de 50 % des Colombiens vivent sous le « seuil de pauvreté<sup>4</sup> », c'est-à-dire bien en deçà d'un revenu assurant le minimum vital. Selon les mêmes estimations, le décile le plus riche de la population haïtienne concentre 47 % des revenus du pays, tandis que plus de 80 % de la population vit sous le « seuil de pauvreté » (avant le séisme de 2010). Les 10 % des plus riches Jamaïcains possèdent plus d'un tiers des revenus du pays, chiffre peu ou prou comparable à ceux de la République dominicaine (plus de 37 % des revenus accaparés par le décile le plus riche). Le gouvernement de Trinidad-et-Tobago, qui maquille déjà ouvertement ses taux de chômage, préfère ne pas produire de statistiques sur la question, et pour cause (Cruse, 2009 ; 2010).

- 
3. Comme cela a été bien montré par de nombreux auteurs à la suite de Gilbert Rist (1996), le terme de « développement » appartient au vocabulaire des entrepreneurs de la périphérisation. Il n'est en aucune manière utilisable en dehors de ce contexte. Il est l'un des mots qui, une fois intégré au vocabulaire, étouffe toute possibilité de résistance au processus. Qui en effet peut légitimement appeler à lutter contre le « développement » (ou contre la « croissance », contre le « progrès », contre l'« aide », ou encore contre la « liberté »)?
  4. Il est bon de garder en tête que la « ligne de pauvreté » est définie par des salariés grassement rémunérés de la Banque mondiale, organisme qui participe pleinement, aux côtés du Fonds monétaire international (FMI), au processus de « périphérisation » pour le compte du centre étasunien. Il est donc évidemment de l'intérêt de cet organisme de minimiser les dégâts causés par les plans d'« ajustements structurels », en fournissant des outils statistiques minimisant la pauvreté. Le « seuil de pauvreté » est souvent fixé aux alentours de 1 dollar par jour (30 dollars par mois ne peut payer un loyer mensuel dans un bidonville des Antilles).

L'inégalité a ses particularités géographiques: les «zones franches». Ces zones sont le résultat du processus de périphérisation. Elles ont été progressivement imposées par les organisations du «consensus de Washington» (FMI, Banque mondiale, United States Agency for International Development –USAID– etc.) sous prétexte de fournir des emplois (on est toujours dans la logique du «modèle de Lewis»). Thomas Klak a bien montré que «pour l'employé d'usine caribéenne type, le salaire est inférieur à la somme nécessaire pour faire face aux besoins élémentaires» (Klak, 1998a.). Dans les zones franches d'Haïti, le salaire horaire ne dépasse pas 30 centimes de dollar américain par heure! D'où les stratégies de survie, classiques dans le monde caribéen, où un emploi formel doit être accompagné d'une agriculture de jardin, des activités informelles, d'un réseau de solidarité, etc. (Klak, 1998; Potter *et al.*, 2004; Cruse, 2009). Or, si 85% des emplois de zones franches se concentrent en Asie du Sud-Est en raison du poids démographique et de la division internationale du travail, la région caribéenne (0,5% des employés totaux de zones franches dans le monde) affiche l'un des plus forts taux au monde si on prend en compte le nombre d'habitants. Laurence Buzenot (2008) a recensé 154 000 de ces travailleurs en République dominicaine, 10 000 travailleurs de zones franches en Haïti (les chiffres évoluant très rapidement dans le contexte haïtien), plus de 50 000 à Trinidad, 15 000 dans la petite île d'Antigua et 8 000 à La Barbade. Les seules îles caribéennes à ne pas abriter de zones franches industrielles sont des zones franches commerciales: Saint-Martin/St. Maarten, les îles Vierges, etc. Ce mouvement – de «périphérisation» – commence dès 1947 dans la colonie américaine de Porto Rico («Opération Bootstrap») puis, les États-Unis étendant progressivement leur influence à toute la région, ils parviennent à faire accepter le modèle de l'industrialisation par invitation à travers le *Caribbean Basin Initiative* de 1984 accompagné des dévaluations monétaires guidées par le FMI (Thomas, 1988; Potter *et al.*, 2004; Cruse, 2009).

On le voit par cet exemple, l'inégalité est très étroitement corrélée à la dépendance (économique, politique, etc.). Bien que les Jamaïcains – par exemple – affirment avec fierté leur indépendance (acquise en 1962 de la couronne britannique), l'analyse géopolitique présentée dans cet ouvrage montre que les Grandes Antilles furent en réalité recolonisées au cours du XX<sup>e</sup> siècle par les États-Unis. Dans certains espaces comme Haïti – où l'indépendance avait été chèrement payée –, ou encore la République dominicaine (ou plus tôt à Cuba), cette recolonisation fut physique et évidente, au moins dans les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle. Dans les îles de moindre importance comme la Jamaïque, ou encore l'île pétrolière

de Trinidad dans les Petites Antilles, une forme de colonisation économique fut soutenue par l'implantation de bases militaires censées protéger ces espaces contre une éventuelle invasion nazie (Cruse, 2009).

## Organisation de l'ouvrage

C'est à cette donnée que cet ouvrage de synthèse s'attaque en présentant les déterminantes physiques, historiques, économiques et géopolitiques qui ont conduit au façonnement des sociétés caribéennes contemporaines à la périphérie du système-monde. Dans ce sens, le processus de « péri-phérisation » est pris en compte à la fois dans sa dynamique physique (le méditerranéanisme dans le cas présent) (chapitre 1), dans sa dynamique économique-historique (le colonialisme) (chapitre 2), et dans sa dynamique géopolitique contemporaine (domination économique) (Partie 2). Cette partie de l'introduction fut rédigée durant une escale dans la minuscule île biétatique de Saint-Martin/St. Maarten, une projection du centre européen au cœur des Antilles où des Blancs fortunés sont servis par des Noirs miséreux – dont bon nombre ont migré depuis les périphéries de la Jamaïque, Haïti, la Dominique (etc.), le tout dans des hôtels largement financés par le recyclage d'argent de la drogue. De fait, ces deux micro-États sont toujours des colonies – au statut complexe dans le cas de la partie française. Comme aux îles Caïmans – autre dépendance caribéenne –, une prospérité économique moyenne liée à la dépendance directe, avec ses conséquences sur le secteur tertiaire (tourisme et dérogation fiscale florissants), masque les conditions de vie – et la dépendance, au sens qu'en donne l'universitaire jamaïcain George Beckford (1999) – des descendants d'esclaves.

## Méthodologie

Un point doit être précisé d'emblée. « Tout récit a une couleur, comme toute théorie a un horizon qui les situe tous les deux et qui précisent *a priori* leurs limites dues à la subjectivité de leur auteur » (Dussouy, 2006). La neutralité est un mythe. L'objectivité scientifique en sciences sociales est ce que les économistes nomment un « idéal-type ». « L'observateur [est] à la fois sujet et objet de l'histoire, soumis aux pressions et aux contraintes de son contexte de vie, [et] ne se débarrasse jamais complètement de ses préjugés » (Dussouy, 2006). Cette étude ne se prétend donc pas objective ni neutre. Nous avons choisi, à la manière du professeur Howard Zinn, décédé cette année – et en son honneur –, de prendre un angle d'étude s'intéressant aux populations plus qu'aux gouvernants, examinant d'un œil critique la manière dont ces derniers façonnent une version de l'histoire.

Tel est le choix d'historiens reconnus comme Eduardo Galeano, Howard Zinn, Eric Hobsbawn, et tous ceux qui, comme eux, ont choisi de démontrer «l'impossibilité de la neutralité» (Zinn, 2006).

L'étude présentée dans cet ouvrage de synthèse suit une démarche scientifique: la bibliographie sur le sujet est analysée et critiquée, et plusieurs années d'études sur ces terrains la complètent. Les conclusions qu'on en tire remettent en question le bien-fondé de la théorie de la «domination bienveillante» des centres (on lira par exemple la théorie qui présente le côté positif de l'empire américain par le spécialiste en sciences politiques du *New York Times* Robert Kaplan, l'impérialisme humanitaire de l'éditorialiste du *Wall Street Journal* Max Boot ou encore le néocolonialisme pour la sécurité de l'éditorialiste du *Washington Post* Sebastian Mallaby – réactualisation grossière de l'expansion pour la sécurité de John Quincy Adams–) autour desquels gravite la région caribéenne. Cette domination a des conséquences, parfois dramatiques, sur ces espaces et leurs populations. Cette domination est donc remise en cause. Ceci n'a rien à voir avec l'«anti-américanisme», une approche partisane ou «non objective», comme on peut trop souvent l'entendre. Les analyses «conservatrices» de l'espace ne peuvent plus prétendre au monopole de l'objectivité.

Partie

1



**Un déterminisme  
historique ou  
géographique ?**  
Une périphéricité héritée  
et déterminée par  
la localisation ?





## Chapitre

# 1



## Une position géographique méditerranéenne

*On les enfonçait dans l'eau car en cherchant à les sauver on eût fait chavirer la barque.*

André Gide, *Souvenirs de la cour d'assise*

**C**e chapitre s'attache au « méditerranéisme » – le caractère méditerranéen de certains espaces maritimes et de leurs pourtours – et s'interroge sur la déterminante spatiale qui l'accompagne. On y verra pourquoi on peut parler de méditerranée (sans majuscule) dans le cas caribéen, et surtout ce que ce qualificatif suppose en termes de rôle au sein du système-monde – et ce, sans tomber dans une vision européenocentrée cherchant à analyser toutes les situations à la lumière de ce qui se joue à la porte du « vieux continent ». On ne peut en effet parler de « méditerranéisme » sans noter que cette expression doit être prise pour ce qu'elle est : un outil de comparaison utile mais aussi et avant tout une nouvelle marque du nominalisme européen. Parler de « méditerranée américaine » suppose en effet

d'accepter un nouvel exonyme chargé de sens qu'il convient de manier avec précautions. Rappelons-nous que d'autres exonymes tels que la « Caraïbe » ou l'« Amérique latine » ont été fixés de la même sorte par les Européens pour décrire des réalités lointaines, d'abord et avant tout pour en justifier la conquête.

Ce qui nous intéresse ici dans l'analogie est l'invariance spatiale des trois grandes mers d'échelle moyenne (les « mésocosmes » d'Olivier Dollfus) qui ceignent la planète : bassin Caraïbe, mer Méditerranée et mer de Chine. En l'absence de meilleure conceptualisation, nous retenons ici l'appellation méditerranéenne pour son sens premier (« mer entre les terres »). Espérons que la géographie contemporaine nous fournira bientôt un outil d'analyse de ces espaces plus adapté pour décrire ces « vides encerclés de pays » (Ferrier, 1992) où cohabitent de manière étroite centres et périphéries.

## 1. Constantes méditerranéennes

Étymologiquement, le qualificatif « méditerranéen », un temps appliqué exclusivement à la Méditerranée (eurafricaine)<sup>1</sup>, désigne une étendue d'eau entourée de terres (de *medius*, « qui est au milieu », et *terra*, « terre »).

Les pionniers de la géographie moderne tels Alexander von Humbolt et Élisée Reclus seront les premiers, au XIX<sup>e</sup> siècle, à faire un parallèle entre la mer intérieure eurafricaine et son double, l'américaine, à une époque où le commerce triangulaire (notamment) fait de la seconde un prolongement de la première, tourné vers l'Europe (Taglioni, 2000), en « périphérie d'une zone géostratégique exceptionnelle » (Taglioni, 1997). L'émergence de l'empire américain, libéré de sa tutelle européenne selon les conditions posées par la doctrine Monroe (les colonies africaines aux Européens, l'Amérique aux États-Unis) et de l'expansionnisme pour la sécurité de John Quincy Adams, l'ouverture du canal de Panama, intimement liée à cette émergence, et les deux guerres mondiales contribueront à distinguer les deux méditerranées en polarisant la seconde autour de l'« Amérique », le pays qui se donna rapidement le nom de son continent.

Le qualificatif de « méditerranée » ne peut être réduit à un caractère purement physique (la *mare closum*), comme le démontre l'exposé magistral de Fernand Braudel qui ajoute au concept l'idée de fracture culturelle

---

1. Avant les grandes découvertes et l'extension de la géodésie européenne, on se référait uniquement à « la mer » en parlant de la Méditerranée, ou à « notre mer » (la mer des Romains).

(Braudel, 1949) : ce qui ouvrira la voie aux géographes pour qui une méditerranée deviendra alors un axe de dissymétrie économique et social. Une caractéristique fondamentale des méditerranées réside par exemple dans la mosaïque qu'y forme l'assemblage inégal de systèmes culturels, politiques, économiques et démographiques hétérogènes (Taglioni, 2000). Yves Lacoste ajoute qu'une méditerranée est

un ensemble maritime autour duquel se trouvent aujourd'hui un grand nombre d'États, entre lesquels les relations sont particulièrement nombreuses et complexes, puisque chacun d'eux, grâce à la mer, est potentiellement en contact avec tous les autres. De surcroît, au milieu de cet ensemble, des eaux internationales de plusieurs milliers de kilomètres de long font que de grandes puissances très lointaines peuvent en permanence y projeter leur marine. (Lacoste, 2001)

Si on s'appuie un instant sur le mauvais géographisme de la fracture Nord/Sud, on s'aperçoit rapidement que les trois méditerranées observables à l'échelle de la planète<sup>2</sup>, soit la mer Méditerranée, le bassin caraïbe et la mer (dite) de Chine, représentent les espaces types de cette fracture : la première sépare l'Europe occidentale de ses anciennes extensions coloniales africaines ; la seconde distingue l'Amérique riche et les Amériques pauvres, tandis que la dernière lie de manière plus complexe, et moins fermée, le Japon et l'Australie (chacun sur une rive), les « dragons » d'Asie du Sud-Est, la Chine et la vaste virgule pauvre qui s'étend de Burma (ancienne Birmanie) à la Papouasie-Nouvelle-Guinée. En généralisant, en chorématisant, en simplifiant à l'extrême dans une démarche se souhaitant heuristique, on peut ainsi avancer sans trop de difficultés l'idée selon laquelle le géotype<sup>3</sup> « méditerranée » séparerait un Nord riche d'un Sud pauvre, les cas eurafricains et américains se prêtant cependant bien plus volontiers au modèle. Les espaces les plus inégalitaires étant par essence ceux qui entraînent le plus de conflits (on regardera pour s'en convaincre les statistiques du crime d'Afrique du Sud, du Brésil, de Jamaïque, de Colombie ou des États-Unis), les méditerranées se définissent par l'instabilité, comme le montre la définition qu'en donne Yves Lacoste.

Et si elles séparent économiquement de vastes ensembles inégaux, les méditerranées relient avant tout ces espaces par d'incessants flux d'hommes, de marchandises et de capitaux, tout comme elles relient les

---

2. Nous pourrions considérer de nombreuses mers fermées comme des méditerranées, la mer Baltique ou la mer Caspienne par exemple, mais le concept méditerranéen sous-entend une étendue spatiale de plusieurs milliers de kilomètres (Lacoste, 2001 ; Lévy, Lussaut (dir.), 2003).

3. « Espace unique » incluant « un ensemble de configurations spatiales interactives les unes avec les autres » (Lévy, et Lussaut (dir.) 2003).

trois océans, et avec eux leurs continents bordiers. Pour le paraphraser, les méditerranées représentent non seulement des liens intrarégionaux (les Amériques, l'Eurafrique, etc.) mais aussi des liens interrégionaux (liant la côte ouest de l'Asie à la côte est des États-Unis par exemple, ou le Proche-Orient pétrolier à l'Europe et aux États-Unis, etc.). Toutes ont, d'ailleurs, leurs très convoités canaux et détroits ouverts vers les océans voisins, minuscules espaces géostratégiques pour lesquels on a découpé des territoires (Colombie/Panama), renversé des gouvernements (Égypte) ou conservé de précieuses dépendances (Gibraltar)... La méditerranée est donc par essence une zone de contact associée à un espace isthmique (l'isthme centre-américain, l'isthme de Suez) ou proto-isthmique (Asie du Sud-Est, archipel caribéen, Gibraltar), l'ensemble (mer méditerranée et isthme terrestre) formant un « espace isthmique », et ce, d'autant plus que l'eau représente une « surface de transport » (Gay, 1995) bien plus qu'un facteur tomogène<sup>4</sup> (Gay, 1999).

Une fermeture politico-économique (les frontières, les différences économiques, etc.) s'oppose donc par définition, dans toute méditerranée, à une ouverture dans l'espace réticulaire des communications. Une méditerranée constitue, selon François Gipouloux, qui s'attache à l'étude de la méditerranée asiatique, « un espace multiplicateur au sein duquel les flux de capitaux, l'intensité des échanges, le réseau des infrastructures produisent des dynamiques spécifiques, qui arrachent les zones côtières à leur profondeur continentale », et tout à la fois « un laboratoire pour l'expérimentation de nouvelles normes sociales » (Gipouloux, 2003). Comme nous venons de le voir, les méditerranées représentent en effet une localisation de prédilection pour les zones franches et autres enclaves de non-droit. De même, les méditerranées ont vu naître le modèle de l'« Etat d'émigration » (Gamlen, 2008), une nation partiellement affranchie de ses limites territoriales par un flux incessant de migrations légales et clandestines répondant, par les envois d'argent de la diaspora vers le territoire natal, aux pressions économiques extérieures.

Par ailleurs, l'« effet multiplicateur » de Gipouloux touche tous les secteurs d'activités, dont le point commun n'est pas à chercher dans le droit (productions licites et illicites s'y côtoient) mais dans un commerce inéquitable résultant de facteurs de dépendances. Roger Brunet a identifié les méditerranées comme étant les grands centres (parmi d'autres) d'émergence de l'antimonde (Brunet (dir.), 1992) et parle même, dans son atlas,

---

4. Néologisme proposé par le géographe Jean-Christophe Gay à partir des racines grecques *tomos*, « coupe », « section », et *gène*, « qui engendre ».

des paradis fiscaux et des zones franches d'une « ceinture dorée » d'espaces dérogatoires correspondant aux routes de circumnavigation reliant les trois méditerranées de la planète (Brunet, 1986).

Plusieurs faits peuvent soutenir cette analyse. Le nord des méditerranées, une partie de ce Nord en tout cas (les pays de l'ancienne Yougoslavie et le Nord mexicain font sans doute moins rêver les migrants), exerce, dans les esprits d'une vaste frange de travailleurs des pays les plus pauvres et les plus septentrionaux, l'équivalent du rêve urbain qui précipita les ruraux du monde entier, de manière plus dramatique sans doute vers l'Amérique latine<sup>5</sup>, vers les lumières de la ville et, bien trop souvent, vers le faible éclairage pirate des bidonvilles insalubres accrochés aux pentes des villes géantes de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> et du XXI<sup>e</sup> siècles. Des perceptions de l'espace déformées et différences de niveau de vie bien réelles – la France, l'Espagne, l'Italie et la Grèce représentaient à elles seules, en 1997, 90% du produit national brut (PNB) de la Méditerranée, tandis que les États-Unis ont un PNB 15 fois supérieur à celui de l'ensemble de la méditerranée américaine (Taglioni, 2000) –, poussent des millions de travailleurs à quitter leur pays à destination d'un des pôles de la Triade. Les méditerranées se trouvent au centre de ce voyage. Pour ne prendre que des chiffres relativement récents, plus de 5 000 travailleurs algériens et marocains ont traversé la Méditerranée depuis 2002 pour venir travailler légalement en France, tandis que plus de 130 000 Marocains se sont tournés vers le marché de l'emploi espagnol depuis 2003. De même, 13 000 travailleurs chinois ont migré entre 1997 et 1999 pour aller travailler légalement de l'autre côté de la méditerranée chinoise, en Australie (ILO, 2008<sup>6</sup>). Il faut ajouter à ce chiffre les migrants clandestins (l'Organisation Internationale du Travail, l'ILO, estime leur part entre 10% et 15% des travailleurs migrants dans le monde) dont les corps s'échouent régulièrement sur les plages espagnoles, portugaises, et en Floride. Plus de 800 000 Jamaïcains, presque autant de Haïtiens (IOM, 2003), autant de Dominicains, plus de 1,2 million de Cubains et 3,4 millions de Portoricains (1,2% de la population des États-Unis) (Census 2000 special reports, 2004<sup>7</sup>) sont recensés sur la rive nord de la méditerranée américaine, aux États-Unis.

Si elles ne sont pas les seuls espaces de migrations, notamment clandestines, les méditerranées représentent néanmoins une importante synapse migratoire.

---

5. 77% des Sud-Américains sont déjà des citoyens en 2005!

6. [http://www.ilo.org/global/What\\_we\\_do/Statistics/lang-en/index.htm](http://www.ilo.org/global/What_we_do/Statistics/lang-en/index.htm).

7. <http://www.census.gov/prod/2004pubs/censr-18.pdf>.

En sens inverse, les méditerranées attirent, sur leurs rives tant septentrionales que méridionales, la part la plus importante des près de 900 millions (chiffre 2007) de touristes annuels de la planète (World Tourism Organization, 2007). Héliotropisme et « désir du rivage » (Corbin, 1988), proximité des grands marchés, niveaux d'équipements (sanitaire, communications, etc.), connectivité et, sur les rives « sud », prix attractifs, abondance des espaces dérogatoires (jeu, prostitution, paradis fiscaux, zones franches commerciales, etc.) y contribuent amplement. Les différences de niveau de vie, la xénophobie paradoxalement complémentaire d'une certaine recherche d'« exotisme », la criminalité et la peur irrationnelle qu'elle provoque, l'ignorance et la propagande de l'industrie touristique poussent la plupart de ces visiteurs vers les enclaves de luxe ostentatoire, fixes (clubs, stations balnéaires, hôtels de luxe, etc.) ou ambulantes (navires de croisière) qui fleurissent sous le soleil méditerranéen en concentrant les revenus de l'activité entre les mains des puissants industriels des rives méridionales.

Voisins complémentaires des enclaves touristiques, les espaces dérogatoires abondent dans les méditerranées. Les zones franches s'y accommodent de la proximité des grands axes de circumnavigation planétaires, de la présence de législations du travail « favorables », et de masses de personnes non employées, des paradis fiscaux des marchés financiers et des grands centres de production des drogues illicites.

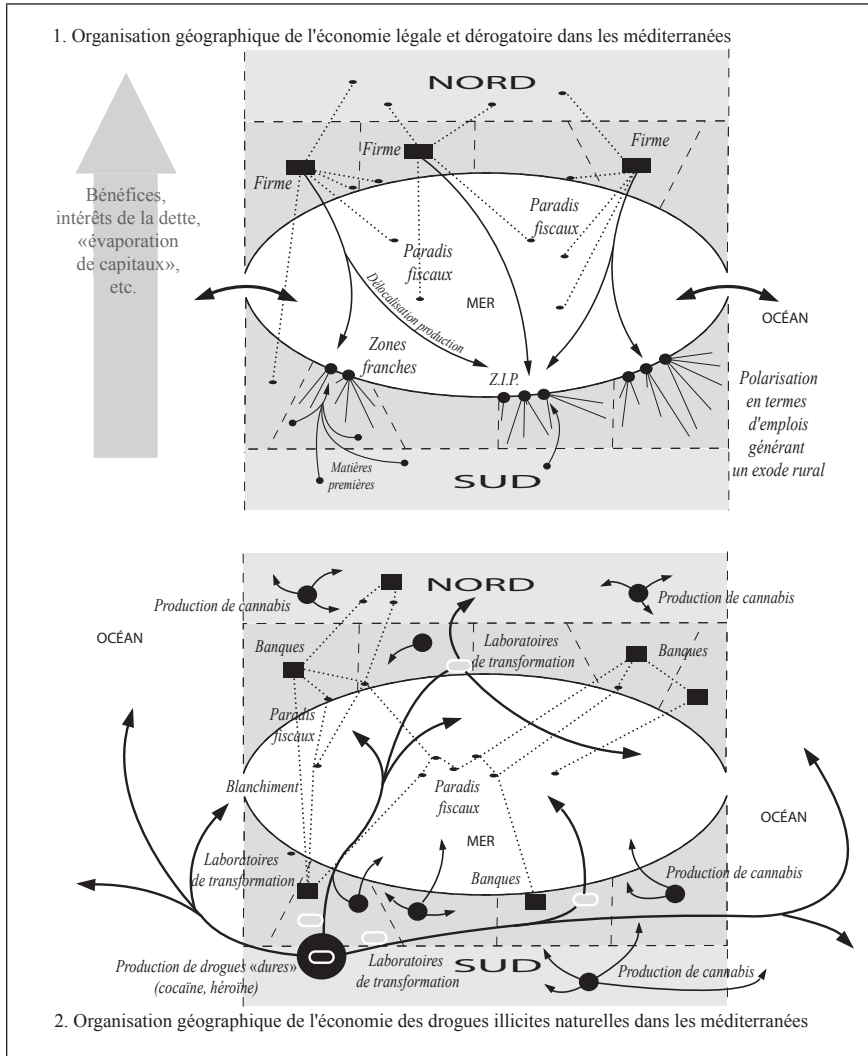
Les drogues illicites transitent en effet elles aussi largement par les méditerranées (UNODC, 2008). L'analyse spatiale schématique mais erronée du « Sud » producteur et du « Nord » consommateur explique facilement cette récurrence, bien que Pierre-Arnaud Chouvy et Laurent Laniel aient justement souligné qu'on recense de plus en plus de consommateurs au Sud<sup>8</sup> et de producteurs au Nord<sup>9</sup> (Chouvy, Laniel, 2004; voir aussi Cruse *et al.*, 2008). Deux des trois plus grands centres mondiaux de production de drogues illicites, la Colombie et le Triangle d'or en l'occurrence, bordent deux méditerranées qui leur ouvrent des débouchés sur de riches marchés de consommation, tandis que le troisième, le Croissant d'or, est lié à la Méditerranée par les routes continentales héritées des routes de la soie. La plupart des producteurs de cannabis les plus connus, que ce soit le Liban, le Maroc, la Jamaïque ou la Thaïlande, pour n'en choisir que quatre, bordent une des méditerranées et exportent largement vers le nord de la mer.

---

8. Où il faut distinguer les usages intégrés de plantes à drogue plurimillénaires des usages récents et moins intégrés de dérivés de plantes à drogue comme le crack ou les solvants.

9. Les États-Unis demeurent par exemple le principal producteur mondial de cannabis et les drogues de synthèse se fabriquent là aussi, en Hollande, et ailleurs en Europe, en Asie, etc.

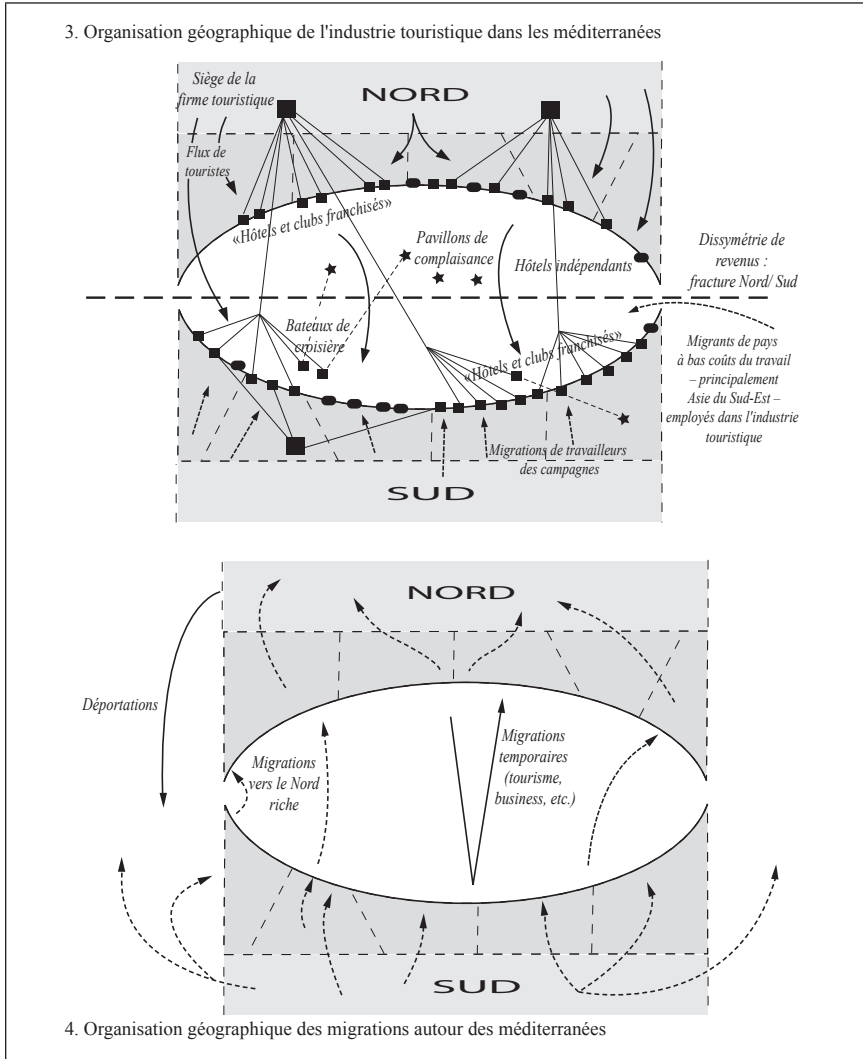
Carte 1  
**Organisation schématique de l'espace dans les méditerranées**





Carte 1 (suite)

Organisation schématique de l'espace dans les méditerranées



Dans une représentation chorématique du monde (voir la carte 1), simplifiée à l'extrême, les méditerranées représentent les synapses, les isthmes maritimes reliant un Sud pauvre vendeur (de drogues illicites, de prostituées, de travailleurs clandestins, etc.) à un Nord riche et consommateur. Cette schématisation est excessive, les pays du sud des méditerranées sont des grands importateurs de produits manufacturés du Nord (mais souvent produits au Sud...), par exemple, et les méditerranées ne sont pas les seuls espaces des migrations clandestines, des drogues illicites (etc.), mais elle correspond à une réalité qui ne saurait être négligée. Les drogues illicites sont produites des deux côtés des méditerranées, mais les drogues naturelles dites « dures » sont cultivées et transformées au Sud avant d'être acheminé vers le Nord. Nord et Sud doivent cependant ici être compris de manière toute relative, l'Afghanistan, la Colombie et la Birmanie ne représentant des Suds que par rapport aux grands centres de la Triade. Seul l'extrême sud colombien est en réalité positionné sous l'équateur. Le tourisme ne concerne pas que les rives méridionales des méditerranées. Cependant, l'industrie hôtelière et croisiériste a clairement ses centres décisionnels au Nord. C'est dans cette direction que repartent l'immense majorité des bénéfices de l'activité. C'est aussi vers le Nord riche que se dirigent les flux de migrants (l'Australie étant sur ce point une exception). La localisation des activités industrielles répond à la logique de maximisation des bénéfices par optimisation du placement des différentes branches : le centre décisionnel reste au Nord, les usines de production au Sud, et les zones franches d'assemblage dans les méditerranées, à proximité des principaux axes de circumnavigation. Ces zones franches littorales ainsi que les enclaves touristiques polarisent la main-d'œuvre des campagnes contribuant à l'explosion urbaine (et particulièrement proto-urbaine) des façades méridionales des méditerranées.

## 2. La méditerranée américaine et le presqu'isthme antillais

Comme toutes les zones isthmiques liées aux méditerranées, le double isthme américain, composé d'un isthme parfait (l'Amérique centrale) et d'un presqu'isthme (l'arc archipélagique antillais<sup>10</sup>), relie deux régions

---

10. Considérer l'arc antillais comme un presqu'isthme repose sur le fait de la continuité d'îles si proches les unes des autres qu'on peut généralement apercevoir les rivages des îles voisines, et en bout de chaîne ceux du Venezuela et de Floride. Cet arc est, certes, divisé politiquement, mais l'isthme centre-américain l'est aussi. Le cabotage des drogues illicites ou des migrants clandestins d'une île à l'autre, mais à destination finale des États-Unis, souligne ce rôle de pont qu'on retrouve moins en ce qui concerne les productions licites.

terrestres (Amérique du Nord/Amérique du Sud) et deux océans (Pacifique/Atlantique). Reliée par ces deux surfaces de transport océaniques, la Caraïbe s'ouvre sur l'ensemble des cinq continents qui la bordent.

La particularité de la méditerranée américaine repose sur le fait qu'elle borde la plus importante économie du monde. Le PNB des États-Unis (en taux de change officiel) approche les 14 trillions en 2007 (dont près de 37% de dette publique cependant), soit le double du PNB chinois (7 trillions pour 19% de dette publique), 1,6 fois les PNB combinés de la France (2,5 trillions), de la Grande-Bretagne (2,75 trillions) et de l'Allemagne (3,2 trillions), ou encore près de trois fois le PNB japonais (5,1 trillions) (CIA, World Factbook 2008, estimations 2007).

Plus de 14 000 navires (14 721 en 2007) passent chaque année à travers le canal de Panama (Office of Market Research and Analysis, 2008<sup>11</sup>) qui relie les deux côtes américaines à l'Europe et à l'Asie du Sud-Est. Près de 40 navires de commerce entrent ou sortent ainsi chaque jour de la méditerranée américaine. Ce nombre ne tient pas compte du flux incessant de tankers pétroliers et de cargos de marchandises transitant entre Tampa, La Nouvelle-Orléans, Houston et les ports de Carthagène, Maracaïbo, Puerto Cabello, Rio Haina, San Juan, Paramaribo... C'est pour cette raison, notamment, que toutes les grandes rades abritées des Grandes Antilles (en plus de la zone du canal elle-même), le Môle-Saint-Nicolas en Haïti, Guantanamo à Cuba, Kingston en Jamaïque (etc.), firent l'objet d'un vif intérêt de la part des États-Unis pour le contrôle de cette artère stratégique du commerce maritime international, contribuant à la déstabilisation à long terme de ces espaces caribéens. La lutte géopolitique pour le contrôle de ces points clefs a opposé, bien avant l'ouverture du canal (1914), les États-Unis à l'Espagne (Cuba, République dominicaine, Porto Rico), à la France (Haïti) et à la Grande-Bretagne (Jamaïque), bien que de manière moins franche, avant d'opposer les États-Unis à l'ensemble de ces pays devenus indépendants (à l'exception de Porto Rico). Haïti et la République dominicaine subirent de nombreuses interventions militaires destinées à mettre en place des régimes collaborateurs, Cuba subit toujours l'occupation d'une partie de son territoire et, ce n'est pas un hasard, sur le Canal du Vent (un des principaux axes de circulation maritime vers et depuis Panama, situé entre Haïti et Cuba), et de fortes pressions visèrent à établir des bases militaires à Kingston ou au Môle-Saint-Nicolas. Cet intérêt de la part des États-Unis, et la perception de cet espace par leur gouvernement, sont plus ou moins directement responsables de la situation économique et sociale de ces territoires (bien d'autres facteurs entrent en ligne de compte cependant).

---

11. <http://www.panacanal.com/eng/maritime/reports/table01.pdf>.

De même, « les gigantesques flux de capitaux et de marchandises que génère le système économique et financier américain nourrissent de nombreux espaces et échanges hors la loi commune qui vivent en symbiose avec lui » (Bégot, Buléon, Roth, 2000) : la majorité des zones franches soustraient à bon prix pour l'assemblage élémentaire et le conditionnement de produits pour les firmes nord-américaines ; les paradis fiscaux abritent, entre autres, les fortunes de leurs grands patrons, grands propriétaires terriens et autres « as » d'une finance totalement improductive (pour ne pas dire contre-productive). Quant aux pavillons de complaisance, qui abondent, ils contribuent à la richesse des amateurs, surtout étasuniens : 162 de leurs navires sont enregistrés aux Bahamas (où ils représentent le second armateur de l'archipel après la Norvège), 115 à Panama (second armateur derrière la Grèce), 23 aux Bermudes (premier armateur), 41 aux îles Caïmans (idem), etc.<sup>12</sup>.

Sans être l'unique client, les États-Unis contribuent grandement au développement des espaces dérogatoires du fait de leur proximité et du contrôle étroit qu'ils exercent sur la région. Premiers consommateurs de drogues illicites au monde (en valeur), les États-Unis représentent en outre le principal catalyseur de ce commerce illicite transaméricain, tout comme leur économie, ou du moins la perception que s'en font les habitants des régions méridionales, génère un immense flux de migrants légaux et clandestins. Le commerce particulièrement abject du visa de séjour pour les États-Unis, chaque demande coûtant 131 dollars américains depuis le premier janvier 2008<sup>13</sup> (soit l'équivalent du salaire minimum mensuel jamaïcain, et trois fois celui d'Haïti), et pouvant être refusé mais non remboursé, génère un important flux de migrants clandestins nourri par de non moins abjects trafiquants s'enrichissant aux dépens de familles séparées et de réfugiés politiques.

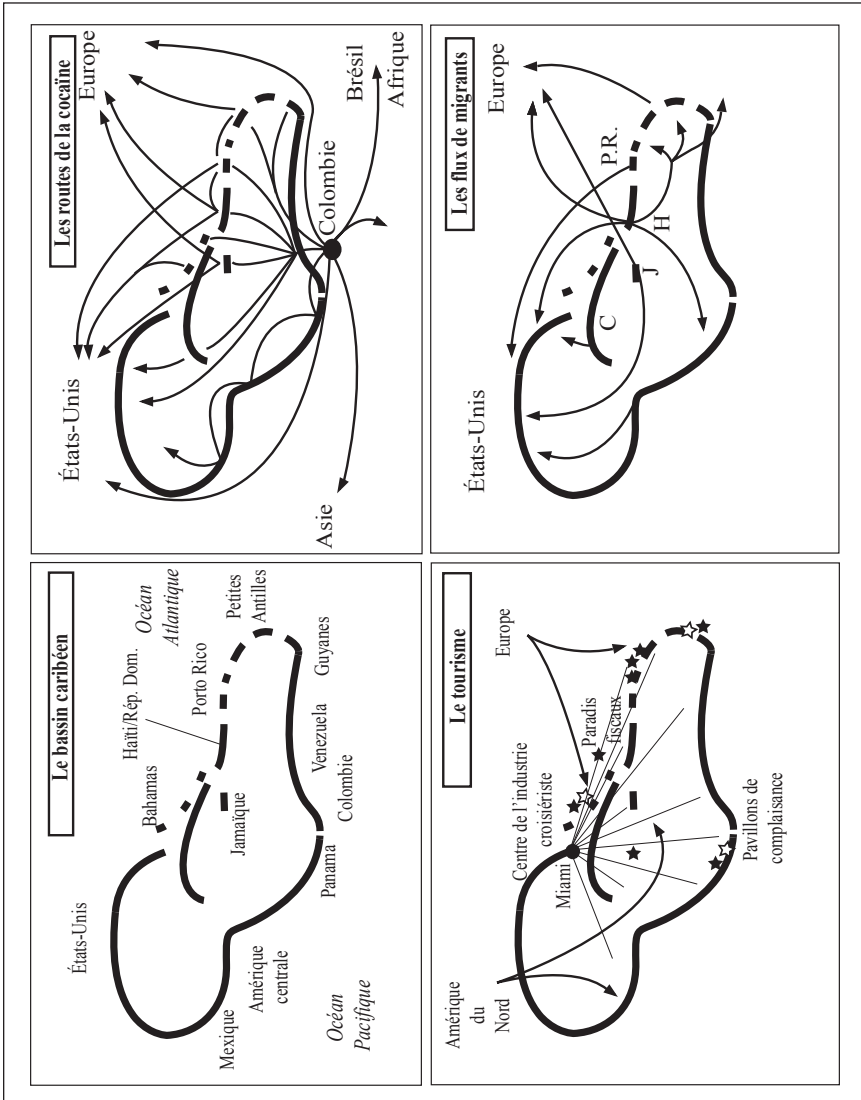
Comme dans le modèle général décrit plus haut pour les méditerranées, le tourisme s'organise dans la région caribéenne autour d'un centre décisionnel situé à Miami (et secondairement à Londres), ainsi que des enclaves disséminées dans chacun des espaces caribéens (voir la Carte 2) (Pattullo, 2003). La main-d'œuvre est hiérarchisée, les plus bas postes étant « offerts » aux Caribéens et, de plus en plus, aux migrants amenés d'Asie du Sud-Est (où les mêmes firmes hôtelières possèdent d'autres branches, organisant ainsi la migration de travailleurs). Cette organisation favorise le mouvement des capitaux provenant des bénéficiaires

12. [http://en.wikipedia.org/wiki/Flag\\_of\\_convenience](http://en.wikipedia.org/wiki/Flag_of_convenience).

13. <http://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2007/dec/97384.htm>. Les prix pour les visas d'immigrants sont bien plus élevés et dépendent de plusieurs facteurs comme la qualification.

Carte 2

Organisation chorématique de quelques réseaux dans la méditerranée américaine



de l'activité depuis la région caribéenne vers les États-Unis et la Grande-Bretagne. C'est particulièrement le cas de l'industrie croisiériste (qui prend aujourd'hui le dessus). Les législations du travail y sont à la mesure de l'immatriculation de complaisance sous un des nombreux pavillons sans droit offerts par la région. Même chose pour ce qui est des conditions de travail dans la constellation de zones franches de la région, l'ensemble provoquant, comme dans le modèle général, la prolifération des bidonvilles, de l'économie informelle et de la prostitution (Cruse, 2009).

Le trafic de cocaïne prospère pleinement dans ce contexte, utilisant toutes les brèches offertes par une vaste surface de transport maritime reliant de nombreuses îles relais, aux statuts de dépendance variés, aux grandes métropoles-marchés visées. Plusieurs (anti)routes terrestres, fluviales, aériennes et maritimes permettent de contourner en permanence les barrières douanières. La cocaïne quitte d'abord le pays par tous les ports de l'espace colombien: fleuves amazoniens ouverts sur le Venezuela et le Brésil, villes afro-américaines abandonnées de la côte Pacifique ouvrant l'accès à la façade occidentale des États-Unis, à l'Asie, et à des espaces intermédiaires comme le Chili, ports géants de la façade caribéenne ouverts sur le monde, pistes d'avion clandestines, sous-marins, camions empruntant les pistes traditionnelles de la contrebande dans la Guajira... (Cruse *et al.*, 2008)

La production de cannabis s'est dispersée en raison de la maladresse des campagnes d'éradication étasuniennes: les champs de ganja brûlés dans les collines de Westmorland à partir des années 1980 ont incité les petits producteurs des Bahamas et de Trinidad à prendre le relais. Lorsque les États-Unis organisèrent les campagnes de *Weed Heater* pour mettre un frein à l'exportation de *Fox Tail* de cette dernière île, la culture de ganja devint la première source de devises dans l'île voisine de Saint-Vincent (Cruse, 2009).

## Conclusion

Le modèle explicatif basé sur le positionnement méditerranéen, un positionnement intermédiaire au cœur d'un complexe espace multiplicateur, fonctionne donc correctement. Les méditerranées sont les lieux privilégiés d'activités symptomatiques de la dépendance et de la périphéricité: zones franches, pavillons de complaisance, paradis fiscaux, relais dans une multitude de trafics, etc. Cependant, ce modèle explicatif demeure presque purement descriptif. Si l'on suit ce raisonnement, l'espace caribéen serait une périphérie du système-monde pour la seule raison de son positionnement spatial. Or on sait que des périphéries s'affranchissent de cette spatialité: c'est le cas de l'Espagne, par exemple, ou de manière bien plus

frappante encore du Japon (voire du sud-ouest de la Chine). La Caraïbe se situe *de facto* en périphérie proche du centre américain et européen, mais cet effet de situation ne peut expliquer à lui seul que la région se trouve en position de dépendance économique et (géo)politique. Le positionnement géographique seul n'explique pas tout.

Chapitre

# 2



## Des « avantages comparatifs » pour qui ?

*L'histoire est un cauchemar dont je cherche à m'éveiller*  
James Joyce, *Ulysse*

**L**a base de l'argumentation économique-historique qui sera présentée dans ce chapitre repose sur la responsabilité présumée des métropoles européennes dans le processus de « périphérisation » contemporaine de la région caribéenne.

La trame générale est la suivante : les métropoles européennes ont façonné des colonies spécialisées dans des productions agricoles un temps très rentables. Haïti devint par exemple en quelques années la colonie la plus rentable au monde. Puis, elles s'en sont débarrassées progressivement lorsqu'un ralentissement économique a vu le prix des matières premières agricoles chuter, et par suite logique, le système esclavagiste remis en



question avant tout pour des raisons de surcoût (et secondairement en raison de l'instabilité croissante provoquée par l'inhumanité de ce système) (Voir à ce sujet l'analyse d'Adam Smith par exemple dans la *Richesse des nations*). Il n'est aujourd'hui (presque) plus tabou de rappeler que les considérations philanthropiques n'ont joué qu'un très faible rôle dans l'abolition de l'esclavage qui, d'ailleurs, n'améliorait bien souvent pas du tout les conditions de vie des affranchis (voir par exemple Tocqueville, 1986). Un temps cantonnées aux historiens étiquetés comme étant les radicaux des Antilles (je pense ici à Eric Williams par exemple), on redécouvre aujourd'hui que ces analyses de l'abolitionnisme sont aussi et avant tout celles des économistes classiques de l'époque (Pichot, 2008).

Abandonnant à leur sort des espaces modelés selon des avantages comparatifs qui n'étaient d'une part pas les leurs (l'avantage comparatif n'était un avantage que pour la métropole, pas pour le travailleur antillais hormis le planteur), et qui, d'autre part, n'étaient même plus ceux de la métropole puisque les prix des matières premières agricoles comme le sucre s'effondraient, les Européens ont ainsi préparé des économies dévastées à tomber dans les affres d'une économie de non-droit.

Cette argumentation est discutable. Bon nombre de pays des Antilles ont par exemple obtenu leur indépendance depuis bientôt un demi-siècle (plus de deux siècles dans le cas d'Haïti) sans pour autant voir leur situation économique et sociale s'améliorer. Ce faisant, on affirme avec cet argument l'incapacité des peuples antillais à se relever de l'esclavage et de l'économie de plantation de manière endogène, préparant ainsi le terrain aux théories et aux pratiques développementalistes, et à leurs conséquences. On se retrouve donc avec les argumentaires coloniaux et paternalistes décrivant ces peuples comme étant incapables de prendre en main leur destinée – discours que l'on retrouve dans les milieux développementalistes. Ce discours est récurrent. Pour ne prendre qu'un exemple parmi les plus caricaturaux, l'ambassade des États-Unis au Nicaragua, deuxième pays le plus pauvre des Amériques après Haïti, décrit par exemple de manière typique la situation locale comme étant la conjonction des difficultés du milieu physique et des difficultés causées par les Nicaraguayens eux-mêmes<sup>1</sup>. Ce semblant d'argumentation se contente d'omettre la colonisation étasunienne, la United Fruit, l'épisode des Contras et la dictature militaire mise en place par les États-Unis. L'argument présenté ici ne peut donc être considéré de manière isolée ni du positionnement géographique (chapitre 1), ni surtout de la géopolitique contemporaine (chapitre 3).

---

1. Cité dans Chomsky, 2006.

Et ce, d'autant plus que l'on pourrait rétorquer que d'autres territoires caribéens se trouvent aujourd'hui toujours dans des situations de dépendance vis-à-vis de métropoles européennes et nord-américaines et bénéficient, en moyenne, de revenus par habitant parmi les plus élevés au monde. C'est le cas des îles Caïmans par exemple. De manière générale, les espaces caribéens encore directement et officiellement dépendants affichent les revenus moyens les plus élevés des Antilles (Cruse, 2009).

Malgré cela, l'argument vaut que l'on s'y attarde, ne serait-ce que pour bâtir un raisonnement empirique.

## **1. Aux origines de la théorie des avantages comparatifs : un nouveau système économique globalisant pour le bénéfice du centre ou de la périphérie ?**

La théorie des avantages comparatifs est une ancienne conceptualisation économique (1815-1817), contre-intuitive mais facilement démontrable (Paul Samuelson cité dans Krugman et Obstfeld, 2000). Elle est en apparence neutre, et stipule que chaque territoire aurait intérêt à se spécialiser dans les productions qu'il maîtrise le mieux, et pour lesquelles il est le plus efficace, et de les échanger sur un marché international contre des produits que sa population consomme mais ne produit pas. La principale conclusion de la théorie est qu'un territoire gagne obligatoirement à s'ouvrir au commerce international, à partir du moment où il se spécialise dans une production pour laquelle il possède un avantage comparatif. Cette théorie est donc l'antinomie de la « maxime des maîtres de l'humanité : tout pour nous et rien pour les autres » (Smith, 1776).

Bien qu'elle porte l'empreinte de l'impérialisme européen du XIX<sup>e</sup> siècle, cette doctrine demeure le credo de l'OMC, intéressée à ouvrir toutes les barrières nationales pour le bon déroulement d'une entité mythique et difficile à cerner nommée le « marché », au nom du mythe du libre-échange. À tel point que le dernier prix Nobel d'économie fut décerné à Paul Krugman pour ses travaux complétant les faiblesses de cette « loi » (notamment les économies d'échelle, et le « goût pour la différence ») (Delaigue, 2008).

Aux origines de cette théorie ouvrant la voie aux politiques libérales se trouvent l'économiste classique David Ricardo et la Grande-Bretagne de la révolution industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle (Ricardo, 1817). Alors que le secteur secondaire absorbe une part de plus en plus importante de la main-d'œuvre britannique pour la fabrication de produits manufacturés,

la question de l'intérêt de conserver un secteur agricole puissant dans le pays se pose. Les taxes alors imposées sur le maïs et sur l'importation d'autres céréales (*Corn Laws*), couplées à la démographie galopante du pays, source d'une forte demande, ont en effet fait fortement augmenter le prix de ces produits alimentaires de base tout en concentrant la richesse nationale entre les mains des propriétaires terriens. C'est donc dans une optique progressiste que David Ricardo et la *Anti Corn Law League* promettent une baisse draconienne du prix des aliments avec l'imposition du libre-échange, qui sera finalement adopté après que le mildiou a ravagé les cultures de pommes de terre de l'Irlande voisine, montrant les risques de l'isolationnisme (et déjà, accessoirement, des politiques impériales britanniques).

Cependant, être le seul pays à pratiquer le libre-échange n'est pas viable (puisque les productions ne couvrent plus l'étendue des besoins et que des excédents sont produits pour l'exportation dans des secteurs particuliers); les Britanniques s'attacheront donc à y convertir les pays voisins, puis des périphéries de plus en plus lointaines. Le relais a aujourd'hui été pris par les États-Unis, imposant l'ouverture des frontières à tous les pays du monde, y compris ceux qui auraient voulu y renoncer une fois passée l'indigestion coloniale. La France signe sous Napoléon III un premier traité de libre-échange avec la Grande-Bretagne en 1860, puis la Belgique, l'Italie et l'Allemagne se joignent à eux et d'autres suivront. Rapidement, les colonies périphériques sont intégrées au mouvement et ces espaces se spécialisent de plus en plus dans les productions comblant les lacunes des métropoles. Dans ce cas, l'avantage comparatif n'est pas celui de l'espace en question, mais bien celui de cette métropole.

De toute évidence, le recul nous permet de découvrir les failles de cette théorie telle qu'elle est appliquée dans un cadre plus ou moins impérial, puisqu'elle stipule par exemple que le pays africain produisant de l'arachide doit acheter, avec les bénéfices de cette production, des machines agricoles, des engrais (etc.), en plus des autres biens de consommation indispensables à l'alimentation quotidienne de la population.

Des études récentes menées par le prix Nobel d'économie Paul Samuelson montrent que l'application de la théorie des avantages comparatifs et l'ouverture des barrières nationales limitant le commerce accroissent la richesse nationale, certes, mais en modifiant profondément sa répartition au détriment des plus démunis (Samuelson, Stolper, 1941). En prenant en considération les valeurs moyennes, tous les pays gagnent donc au libre-échange et à l'application des avantages comparatifs, mais rares sont les individus qui, dans chaque territoire, en profitent vraiment.

Le schéma renverse ainsi des avantages autrefois établis pour ceux qui profitaient de la rareté, notamment les paysans, qui pouvaient vendre leurs produits à des prix plus élevés que lorsqu'ils furent mis en concurrence avec les agricultures ayant achevé une révolution agricole basée sur l'usage massif de produits chimiques (pesticides, fertilisants, etc.) et de machineries, ainsi que sur les subventions de l'État.

De plus, le grand problème posé par la théorie des avantages comparatifs est qu'elle laisse le rôle d'arbitre, neutre et impartial, aux mythiques « mains invisibles » du marché que sont en réalité les puissantes firmes multinationales qui organisent la production, le transport et la vente de ces denrées, tout en exerçant un puissant pouvoir décisionnel dans l'espace politique (Carroué, 2002). D'où de véritables États dans l'État portant la marque de la Booker, de Chiquita, ou des « Sept sœurs » du pétrole...

L'historien Paul Bairoch analyse clairement les mécanismes trompeurs des pseudo-avantages comparatifs. Ricardo a créé ce modèle dans le contexte d'une Grande-Bretagne où la rareté des terres fertiles provoque une concentration des capitaux entre les mains d'un petit nombre de propriétaires terriens. C'est pourquoi il suggère à son pays de renoncer à son agriculture au profit de l'industrie, et d'échanger les produits manufacturés contre des productions agricoles ne dépendant pas d'un cartel de propriétaires terriens britanniques. C'est là que repose le principal problème : les produits manufacturés s'échangent dans une tout autre mesure que les produits agricoles. Par conséquent, les métropoles spécialisées dans la production et la vente de biens manufacturés se retrouvent en position économique bien supérieure aux périphéries contraintes, par l'organisation du territoire héritée de la période coloniale, à exporter des matières premières agricoles et minières (Bairoch, 1974). Lorsque, à partir du XIX<sup>e</sup> siècle, la Grande-Bretagne organise le commerce mondial selon les avantages comparatifs, les principaux pays concernés se trouvent dans une position de dépendance impériale. Ainsi, alors que la Grande-Bretagne, premier pays à avoir achevé sa révolution agricole, avait une agriculture très performante, l'essor de la révolution industrielle la rendit dépendante pour plus de deux tiers de ses importations de nourriture. À l'opposé, l'Inde, premier producteur artisanal de textile au monde, ne put faire face à la concurrence de la Grande-Bretagne industrialisée et fut contrainte, sous la domination britannique, d'abandonner le secteur au profit d'une agriculture de plantation (aussi au détriment de l'agriculture vivrière), puisque la métropole avait besoin de nourriture, et plus encore de coton, de jute et d'indigo – et de pavot pour vendre à la Chine voisine – (Taïmoon Stewart, 1997).

Le cas plus récent des États-Unis est encore plus criant d'inégalité puisque le premier promoteur mondial du libre-échange basé sur les avantages comparatifs ne se plie pas aux règles de son propre jeu, mais subventionne largement son agriculture, au détriment des agricultures moins modernes du Tiers Monde dont les gouvernements sont fermement « invités » à regarder la chute sans intervenir. En Haïti et en Jamaïque, l'avantage comparatif semble être à l'élevage de poulets en batterie : toutes les parties recherchées des volailles sont vendues aux États-Unis pour combler les déficits de la balance des paiements, tandis que ne restent sur place que pattes et ventres, ainsi que les surplus plus ou moins périmés des productions nord-américaines invendues...

On comprend par ces deux exemples que les spécialisations des périphéries sont largement imposées par les centres et qu'elles accroissent le déséquilibre économique entre ces pays, et à l'intérieur des pays périphériques.

L'économiste classique libéral Adam Smith avait d'ailleurs très tôt constaté que les « principaux architectes » de la politique extérieure britannique étaient « les négociants et les industriels » cherchant à s'assurer du bon retour de leurs investissements, quelles que soient les conséquences au plan national (Smith, 1776). Woodrow Wilson ne fera donc que paraphraser, en déclarant, quelques jours avant d'arriver au pouvoir, que « les maîtres du gouvernement des États-Unis sont les capitalistes et les industriels des États-Unis » (Wilson cité dans Chomsky, 2006). C'est ce qu'affirme de manière plus littéraire John Dewey, pour qui « la politique est l'ombre que jette les grosses entreprises sur la société » (Chomsky, 2006).

Raymon Vernon fait un résumé de l'argumentation réfutant le caractère impérial du libre-échange dans sa théorie hybride intégrant les cycles Kondratiev. Selon l'économiste, la diffusion vers les périphéries des productions en fin de cycle transférerait l'avantage comparatif qui l'accompagne (Vernon, 1966). Cette théorie possède le charme de sa naïveté, notamment si on analyse superficiellement des cas exceptionnels comme l'Asie du Sud-Est (avant 1994) ou le Brésil, où il peut exister une production nationale de produits en fin de cycle (automobile, ordinateurs, sidérurgie, etc.). Mais elle masque le fait que les étapes génératrices de bénéfices demeurent contrôlées par des groupes multinationaux étrangers. L'explication jette en outre un voile opaque sur l'endettement – et la dépendance qui y est attachée – lié aux diffusions de fin de cycle (rachat des brevets, des moyens de production, de formation, etc.), comme l'a montré Taïmoon Steewart (1993). On pourrait en outre protester en rappelant que les

diffusions de fin de cycle sont rarement de purs transferts de technologies mais plus généralement des délocalisations de filiales destinées à une utilisation abusive de la main-d'œuvre locale, comme l'exemple très décrié du secteur textile le démontre amplement.

Paul Samuelson ajoute un argument de poids à ce contre-argumentaire en montrant que l'apparition d'industries concurrentielles dans les pays « émergents » entraîne la dégradation des termes de l'échange des pays riches. Il prend pour exemple la Chine qui, produisant de plus en plus elle-même les produits dont elle a besoin (ce qui fait de ce pays le seul à éviter la stagnation économique globale), ne les importe plus des États-Unis et d'Europe, faisant considérablement baisser le volume des exportations de ces derniers (Samuelson, 2004). Ceci suppose, dans un raisonnement purement économique, que les pays les plus riches, les principaux promoteurs du libre-échange selon les avantages comparatifs, n'ont aucun intérêt – au contraire – à ce que les pays moins riches développent une industrie propre. Il est par contre de leur intérêt évident que ces derniers continuent à fournir des matières premières dont l'extraction est peu rentable, mais nécessaires aux complexes processus industriels qu'ils contrôlent.

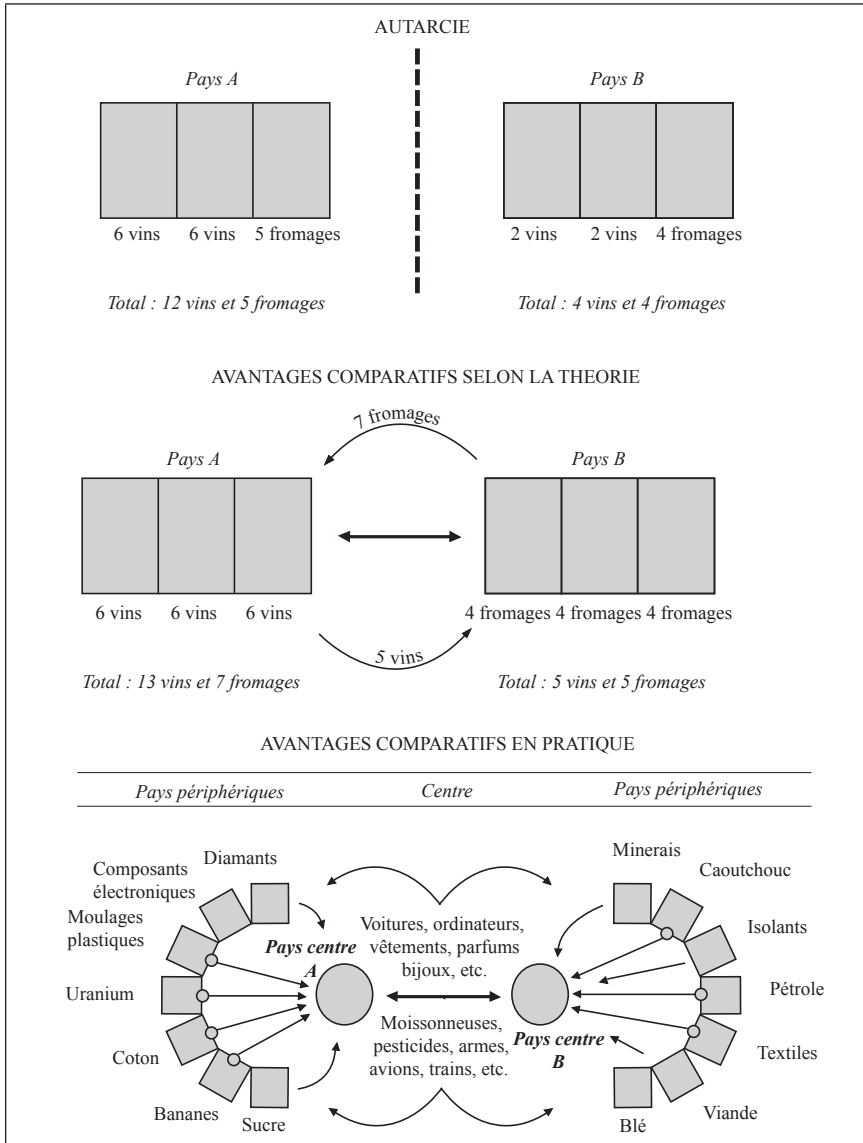
Il apparaît ainsi que la mise en application de la théorie des avantages comparatifs, à l'encontre de ce qui fut préconisé par David Ricardo, renforce la dépendance des périphéries vis-à-vis des centres au profit des seconds qui, gonflés par le différentiel de bénéfices tirés des produits manufacturés, monopolisent les capitaux nécessaires aux coûteuses phases de recherche et développement qui précèdent tous les cycles économiques.

En réalité, comme c'est souvent le cas, le problème ne vient pas de la théorie (voir la carte 3), mais de son application. En effet, le libre-échange, selon les règles des avantages comparatifs, fonctionnerait sans doute dans le cadre d'une planète fédérée en régions de poids économique et d'influence égale, se spécialisant chacune dans des secteurs rentables complémentaires, même si des déséquilibres écologiques ne manqueraient pas de se produire (comme ils se produisent d'ailleurs). Cependant, cette option repose sur plusieurs postulats qui ne se confirment pas actuellement.

Premièrement, il existe une différence structurelle entre le processus de production des pays centraux et celui des pays périphériques (et semi-périphériques). Les premiers produisent des biens à haute valeur ajoutée au cours d'un processus de fabrication intégrant les productions primaires des seconds (matières premières et production industrielle de fin de cycle Kondratiev comme l'acier, etc.). Bien souvent, ces intrants sont

Carte 3

**Les avantages comparatifs, de la théorie à la pratique**



Source pour les deux premiers modèles: Krugman et Obstfeld, 2006.

en outre produits dans des branches des firmes opérant dans les pays centraux, ce qui grève encore le bénéfice tiré de cet échange déjà structurellement inégal.

Deuxièmement, il existe une hiérarchie des étapes de production corrélée à une hiérarchie du pouvoir économique, politique, et donc décisionnel. Ainsi, si les firmes des pays centraux fixent le prix des produits manufacturés qu'elles vendent (au centre et dans les périphéries), elles fixent aussi le prix auquel leurs filiales situées en périphéries achètent les matières premières. L'exemple de Booker au Guyana est un cas type (Seecharan, 2005). La position de domination des centres est telle – on se rappelle que le prix des produits agricoles est fixé par la bourse de Chicago tandis que les « Sœurs » du pétrole fixent, bien plus que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), celui de l'« or noir » – qu'une augmentation du prix d'un intrant du processus de production est répercutée directement sur les périphéries par l'augmentation du prix des produits manufacturés qu'elles consomment et qu'elles ne produisent pas, selon la règle des avantages comparatifs. L'exemple le plus marquant est celui du choc pétrolier du milieu des années 1970 qui fut reporté sur les périphéries par ce processus (Taïmoon Stewart, 1993).

Tout dépend donc du point de vue où on se place. Depuis la mise en application de la théorie, les avantages comparatifs sont des avantages surtout pour les centres de l'économie mondialisée, c'est-à-dire des territoires qui maîtrisent « leurs processus d'accumulation interne et leur mode d'articulation au reste du monde » (Carroué, 2002).

Dans un système mondial ouvertement régi par l'impérialisme (impérialisme ouvert comme nous le verrons dans la troisième partie de ce chapitre, et sous-entendu par la modélisation centre/périphérie) – en réalité par une foule d'impérialismes emboîtés à des échelles différentes dans une vaste hiérarchie –, le « libre-échange » autoproclamé prend la forme d'un système économique rentable pour ceux qui possèdent le pouvoir de décider quoi produire selon les lois du libre marché, et quoi produire de manière indépendante, subventionnée et protégée.

C'est ainsi que l'industrie de l'armement des États-Unis a été une nouvelle fois « socialisée » après l'effondrement de l'Union Soviétique, « en violation flagrante de la doctrine du marché libre proclamée et imposée aux autres » (Chomsky, 2006) : les coûts et les risques de la recherche et du développement de l'industrie de haute technologie dans l'armement furent ainsi pris en charge par l'État, tandis que les profits escomptés devaient revenir au secteur privé – certes représenté jusque dans les hautes sphères dudit État –, donnant naissance à « une forme de socialisme d'État pour les riches sur laquelle la plupart de l'économie des États-Unis repose,



particulièrement depuis la Seconde Guerre mondiale » (Chomsky, 2003 ; 2006). Donc, si les économies « du Sud » sont poussées à respecter vigoureusement leur pacte plus ou moins forcé avec les lois du « libre marché », pour le meilleur, et plus souvent pour le pire, les économies dominantes, qui imposent cette doctrine par l'OMC, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ou le FMI en sont exemptes. C'est ainsi que les États-Unis et l'Europe subventionnent leurs agricultures nationales respectives à raison de 90 et 40 millions de dollars par an, tout en maintenant des taxes sur les importations alimentaires qui peuvent atteindre jusqu'à 430 %<sup>2</sup>. Cette exemption s'avère cependant vitale. C'est ce qu'a montré la grave crise alimentaire de 2008 durant laquelle de nombreux pays dépendants, dans lesquels l'agriculture vivrière et l'agriculture nécessaire à la consommation nationale avaient été abandonnées, selon les règles imposées, au profit d'une agriculture d'exportation désormais soumise à d'importantes fluctuations des prix en raison du report massif des investissements spéculatifs depuis les secteurs financiers et immobiliers vers les matières premières, ont dû faire face à de graves pénuries et à une flambée des prix. Comme on l'a vu ensuite, et comme cette crise l'a dramatiquement souligné, le marché libre basé sur la théorie des avantages comparatifs rapporte beaucoup d'argent, dans tous les pays du monde, mais à un très petit nombre d'individus, ce que confirme l'aggravation des inégalités durant le quart de siècle néolibéral (Harvey, 2005). La « crise financière » de 2008-2009 a d'ailleurs pour la première fois permis de révéler l'existence de ce système à deux vitesses dans la presse libérale, puisque l'International Herald Tribune ira jusqu'à se faire l'écho, le 24 septembre 2008, de la colère des chefs d'État reprochant à Georges Bush, à l'Organisation des Nations Unies (ONU), de nier « sa propre médecine en proposant un renflouement des institutions financières » (MacFarquhar, 2008). Ce renflouement gigantesque cache l'immense vide que représentent les pertes d'emplois liées à la même crise (le Bureau international du travail – BIT – prévoit que 20 millions d'emplois vont être supprimés dans le monde en 2009) (cité dans Bulard, 2008). Lorsque la crise frappe les 1 % des États-Uniens se partageant le cinquième des revenus du pays, même le Wall Street Journal doit le reconnaître : « l'intervention de l'État est justifiée pour défendre le système... » (édition du 27 septembre 2008 citée dans Halimi, 2008) Comme le note le géographe David Harvey, le néolibéralisme s'affiche alors ouvertement comme un outil politique au service de la restauration du pouvoir de classes, la restauration du pouvoir de la classe dominante, au détriment de la démocratie (Harvey, 2005).

---

2. Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU, cité sur RFI: [http://www.rfi.fr/actufr/articles/100/article\\_65302.asp](http://www.rfi.fr/actufr/articles/100/article_65302.asp).

Si on admet, ce qui est difficilement contestable, que ce mouvement favorise une forte concentration de capitaux, et entraîne, par effet de levier, une misère profonde à la base de la pyramide économique, il est relativement évident qu'il est créateur d'espaces extralégaux. Il a été montré que des inégalités plus grandes se traduisent fréquemment par de forts taux d'homicides ainsi que de forts taux d'incarcération (Cruse, 2009). De même, les guérillas, et autres espaces des bandits à vocation sociale décrits par Eric Hobsbawm (2000), se développent plus dans les régions sillonnées par de profondes inégalités, comme le montrent la résistance colombienne, les *chimè* haïtiennes, les *posses* jamaïcains, les *congaceiros* brésiliens... Ainsi en est-il également des zones franches qui s'implantent dans les espaces de l'inégalité, espaces où fleurissent d'ailleurs toutes les enclaves néolibérales. Il existe donc un lien étroit entre l'application de la doctrine du libre marché selon les règles des avantages comparatifs, l'explosion des inégalités, et le développement massif des espaces extralégaux que nous connaissons à l'heure actuelle.

## 2. Spécialisations caribéennes

La Caraïbe a été, au cours de son histoire postcolombienne, façonnée et spécialisée dans tous les secteurs (primaire, secondaire, tertiaire et même aujourd'hui informel) avec un point commun cependant : la région a toujours été utilisée pour sa main-d'œuvre bon marché.

Cette main-d'œuvre n'a jamais été gratuite, même durant la période esclavagiste, puisque les planteurs devaient acheter leurs esclaves, puis les loger, les vêtir, etc. Aussi dépensaient-ils le moins possible pour ces charges, la responsabilité économique de centaines d'esclaves, sans oublier leur coûteuse surveillance. Dès 1760, les économistes libéraux britanniques et les physiocrates français ont condamné l'esclavage : « L'expérience de tous les temps et de tous les pays s'accorde pour démontrer que l'ouvrage fait par des mains libres revient définitivement à meilleur compte que celui qui est fait par des esclaves » (Smith, 1776). À la lecture des ténébreuses Lumières (Tarrier, 2009) et des encyclopédies de l'époque, rédigées par des autorités du commerce triangulaire (Sévilla, 2003), on comprend aisément que l'argument économique ait primé sur l'argument moral. D'où la mise en place au XIX<sup>e</sup> siècle d'un premier système de salariat laissant au soin des anciens esclaves leur prise en charge, en échange d'un maigre salaire pour leur travail sur les plantations. L'exode massif qui s'ensuivit contraignit les colons, dans plusieurs cas, à se tourner vers une nouvelle source de main-d'œuvre originaire du sud de l'Inde.

Qu'il s'agisse de la période de la première spécialisation agricole (canne à sucre, café, indigo, coton, etc.) ou de la seconde après l'indépendance (canne à sucre, café, bananes, etc.), de la spécialisation dans un secteur secondaire dérogatoire (les zones franches), ou dans le secteur tertiaire du tourisme ou de l'*offshore*, la Caraïbe a toujours attiré les investissements étrangers en raison de la présence de gisements exploitables en même temps que d'une main-d'œuvre bon marché (et désormais relativement bien formée). Telle est la spécialisation qui a été imposée à la région caraïbe pour les avantages comparatifs des métropoles européennes, puis des États-Unis.

Dans le cas des petites îles de l'est de la Caraïbe, l'espace étant limité, les vastes territoires voués à la monoculture dévorèrent dès les débuts de la colonisation les rares replats fertiles, laissant aux paysans locaux, émancipés au XIX<sup>e</sup> siècle, la difficile tâche de cultiver les pentes abruptes des volcans. Ce système donna naissance à un dualisme entre vastes plantations, prospères jusqu'à l'effondrement le plus brutal du prix des matières premières agricoles (globalement, entre le premier choc pétrolier pour la canne et ses dérivés, et les années 1990 pour les bananes), et une agriculture plus ou moins vivrière « de jardin », à peine suffisante pour nourrir une famille et vendre quelques produits sur les marchés locaux dans les périodes favorables, et quelques régimes de bananes aux commerçants contrôlant l'accès au port une fois l'an. Cette agriculture « de jardin » se caractérise par la petitesse des parcelles cultivées et des bénéfices retirés de l'activité. Certaines pratiques reflètent cette petitesse, notamment dans l'élevage. Les Européens remarquent par exemple immédiatement que le bétail (vaches, chèvres, etc.) n'est pas laissé à paître dans des pâturages clos, mais attaché à un piquet au sein de l'exploitation, ou au bord des routes. Cette pratique permet de produire plus de viande (ou de lait) avec une surface disponible plus réduite.

Bien que nécessaire, cette agriculture de subsistance n'est pas suffisante. Dès lors, on observe au moins un dédoublement de l'activité, avec le boom de la construction lié au tourisme, ainsi que les possibilités temporaires de migrations régionales ou internationales, par exemple. Ces pratiques rappellent les *Freeters*<sup>3</sup> européens, tout en présentant des traits propres aux économies périphériques dépendantes (dans le recours à la migration notamment, et dans le type des emplois pratiqués). Dans le cas de La Dominique et de Saint-Vincent, ceci débouche sur une pluriactivité

---

3. Néologisme en vogue construit sur la racine anglaise « *free* » et allemande « *arbeiter* ». Ce « travailleur libre » se caractérise par l'enchaînement des petits emplois qu'il pratique et par sa précarité.

incluant emplois formels et informels, temporaires et permanents, mais aussi de forts taux de chômage, et la spécialisation à partir des années 1980 dans la dernière culture rentable, la ganja.

Dans les Grandes Îles des Antilles du Nord, et dans une moindre mesure à Trinidad, ce dualisme, combiné au manque criant de terres pour les petits paysans, contrastant parfois, comme en Jamaïque, avec l'étendue des espaces fertiles en friche abandonnés par les planteurs, se termina par un exode rural massif. Ce flux migratoire fut dirigé vers l'étranger tant que cela fut possible (construction du canal de Panama, reconstruction en Grande-Bretagne, etc.) puis, à défaut, vers les capitales nationales dont le caractère urbain en fut profondément bouleversé. Ces villes débordèrent littéralement devant l'afflux de ces centaines de milliers de migrants colonisant littéralement tous les espaces disponibles, des plaines et vallées inondables aux collines présentant des déclivités extrêmes (parfois les deux en même temps), en passant par les décharges, cimetières, bordures d'égouts à ciel ouvert, etc. Ces territoires spécialisés dans la monoculture furent incapables de fournir aux nouveaux arrivants les emplois auxquels ils aspiraient, laissant ces derniers bâtir l'ensemble de leur nouveau monde, de leur habitat à leur emploi, de manière tout aussi informelle ou illégale. Les Grandes Antilles seront donc les foyers de diffusion du *Hustling* – le *Hustler* est l'équivalent caribéen anglophone du *Freeter* européen –, connu du côté hispanophone sous le nom de *Jineterismo*. Comme l'écrit Kari Levitt, la première ressource de ces espaces est la grande créativité des « gens ordinaires » que sont ces *hustlers*, leur sens du commerce, et leur force surhumaine pour s'arracher des griffes de la misère quotidienne et survivre dignement malgré la persistance de la « plantalogique » et de l'économie de type plantation (Levitt, 1996). Charles Mill a nommé ce dernier processus la *Smaddization* à partir du jamaïcain « *smaddy* » (*somebody*) (Mill, 1997). Les mêmes populations, qui laisseront parfois des architectes comme John Turner<sup>4</sup>, par leur bon sens et leur faculté à construire intelligemment en recyclant conjointement expériences et matériaux disponibles pour créer des espaces rudimentaires mais flexibles et multifonctionnels, mettront en pratique les mêmes recettes pour créer leurs propres emplois. Bon nombre

---

4. L'architecte John Turner connut une carrière assez originale pour mériter d'être signalée. Après avoir été un des principaux artisans du journal anarchiste britannique *Freedom*, il quitta l'Angleterre en 1957 pour aller travailler au Pérou. Là, dans les immenses *Barriadas* de Lima, il fut subjugué par le génie qu'il reconnut dans les constructions des squatters, génie qui avait aussi été reconnu autour des villes algériennes par les autorités françaises pour la relation « organique » existant entre les constructions des bidonvilles et le site, la flexibilité des espaces pour servir diverses fonctions, etc. Turner consacra alors une grande partie de son énergie à diffuser des recherches montrant que les bidonvilles étaient la réponse astucieuse des pauvres au système dans

d'observateurs, à la suite de John Turner, souligneront l'inventivité des travailleurs informels, leur flexibilité, et leur capacité à répondre rapidement à la demande, etc. L'«informalisation à géométrie variable» (Portes *et al.*, 1989) est alors comprise comme une réponse adaptée au manque d'emplois ou à l'inadéquation de ces emplois par rapport aux aspirations populaires (refus du travail salarié, par exemple, et désir d'être son propre employeur dans des économies à monopolisation élitiste) ou, en sens inverse, au manque d'offre de produits ou à leur inadaptation aux marchés visés, souvent les plus pauvres (prix trop élevé, etc.). Saskia Sassen-Koob ne relève par exemple qu'un seul problème dans la formidable adaptation de l'offre à la demande créée par le secteur informel à New York: le non-paiement des taxes (Sassen-Koob, 1989).

Cette analyse de la situation de l'emploi informel – d'une réalité du vaste secteur informel – est juste mais incomplète. Bryan Roberts remarque par exemple à propos du Mexique que les femmes sont particulièrement l'objet de la violence dans ces secteurs, et les hommes victimes de pressions extrêmes qui les poussent à chercher refuge dans l'alcool ou dans d'autres psychotropes. Cette pression sur les deux pôles du couple crée de nombreux problèmes relationnels (Roberts, 1989). L'analyse plus récente de la situation de la République dominicaine par José Itzigsohn ou par Steven Gregory abondent dans le même sens sauf pour ce qui est de l'exploitation des femmes dans l'économie informelle et l'explosion de la prostitution de complément (Itzigsohn, 2000; Gregory, 2007).

Comme dans le cadre plus vaste de l'Amérique latine, c'est l'explosion urbaine qui caractérise les Grandes Antilles: le développement massif des économies informelles y est étroitement associé. C'est dans ce cadre qu'entrent les zones franches, des activités autrefois informelles ou illégales désormais acceptées par des lois dérogatoires, soulignant le rôle de l'État dans cette branche de l'économie. Ces zones dérogatoires vont rapidement parasiter toutes les Grandes Antilles, autour des capitales où se concentre la main-d'œuvre proto-urbaine avidement à la recherche de toute forme d'emploi, et aussi, dans le cas particulier de la République dominicaine, à proximité de la frontière avec Haïti pour pouvoir récupérer, à plus bas coût encore, une main-d'œuvre encore plus désespérée économiquement que celle des bidonvilles de Santo Domingo.

---

lequel ils vivaient, et qu'ils représentaient plus la solution que le problème. Cette longue dérive idéologique lui valut d'être choisi par les très libéraux cadres de la Banque mondiale pour travailler au côté de Robert McNamara à l'implantation de la politique néolibérale du «laisser-faire» entourant le développement exponentiel des bidonvilles...

La spécialisation de fait est donc aujourd'hui dans les Grandes Antilles le secteur quaternaire (l'informel), en raison de la perpétuation de la « plantalogique » qui règne toujours dans le secteur primaire (mais aussi secondaire et tertiaire), la spécialisation la plus susceptible de procurer des avantages comparatifs aux firmes de l'Atlantique Nord.

Georges Beckford décrit les puissantes compagnies sucrières Booker McConnell et Tale & Lyle, opérant en Jamaïque et à Trinidad à partir des années 1930 après avoir racheté les terres de planteurs endettés, comme étant des groupes totalement intégrés verticalement, organisant la culture de la canne, le raffinage du sucre, des molasses, du sirop et du rhum, puis l'exportation et la vente, allant même jusqu'à faire la vente au détail dans les magasins Booker de Grande-Bretagne. Le profit de chaque activité est réalisé à l'étape suivante du processus, et le groupe peut ainsi se permettre de faire peu de bénéfices sur la culture de la canne, en produisant une matière première très bon marché malgré un fort besoin en main-d'œuvre (d'où les bas salaires), pour multiplier les profits de la seconde ou de la troisième étape, profits entièrement distribués en Grande-Bretagne (Beckford, 1999).

Ce mode opératoire à intégration verticale n'a rien de surprenant pour un économiste spécialiste des firmes multinationales, qui continueront à opérer de la même manière avant et après l'accession à l'indépendance des pays où elles sont implantées, essayant parfois de fournir des justifications à des interventions militaires et souterraines en invoquant la protection de leurs biens.

La plus grande divergence autour de cette exploitation coloniale n'eut d'ailleurs pas lieu entre les pays caribéens et les pays abritant ces compagnies, mais entre des métropoles possédant des compagnies similaires et concurrentes. Alexander Bustamante, fondateur du Jamaica Labour Party (JLP) jamaïcain et du syndicat Bustamante Industrial Trade Union (BITU) qui lui précéda, brandira la menace d'une grève générale en cas de nationalisation des champs de canne de Tale & Lyle... Pire, en 1969, la compagnie avait pris un tel poids économique dans l'île qu'elle pouvait menacer d'arrêter sa production de sucre (pas de rendre les terres qu'elle occupait...), si le gouvernement n'acceptait pas de financer la mécanisation des pratiques. L'État jamaïcain devra donc payer pour assurer le nombre d'emplois dans les champs de canne du pays après l'indépendance ! Ce schéma n'est pas l'apanage de ces compagnies, ni des Grandes Antilles, et les cas les plus étudiés et les plus médiatisés sont ceux des républiques bananières de la United Fruit en Amérique centrale. Toutes ces compagnies deviendront non seulement plus puissantes économiquement que les États dans lesquels elles opèreront, mais surtout plus puissantes politiquement.

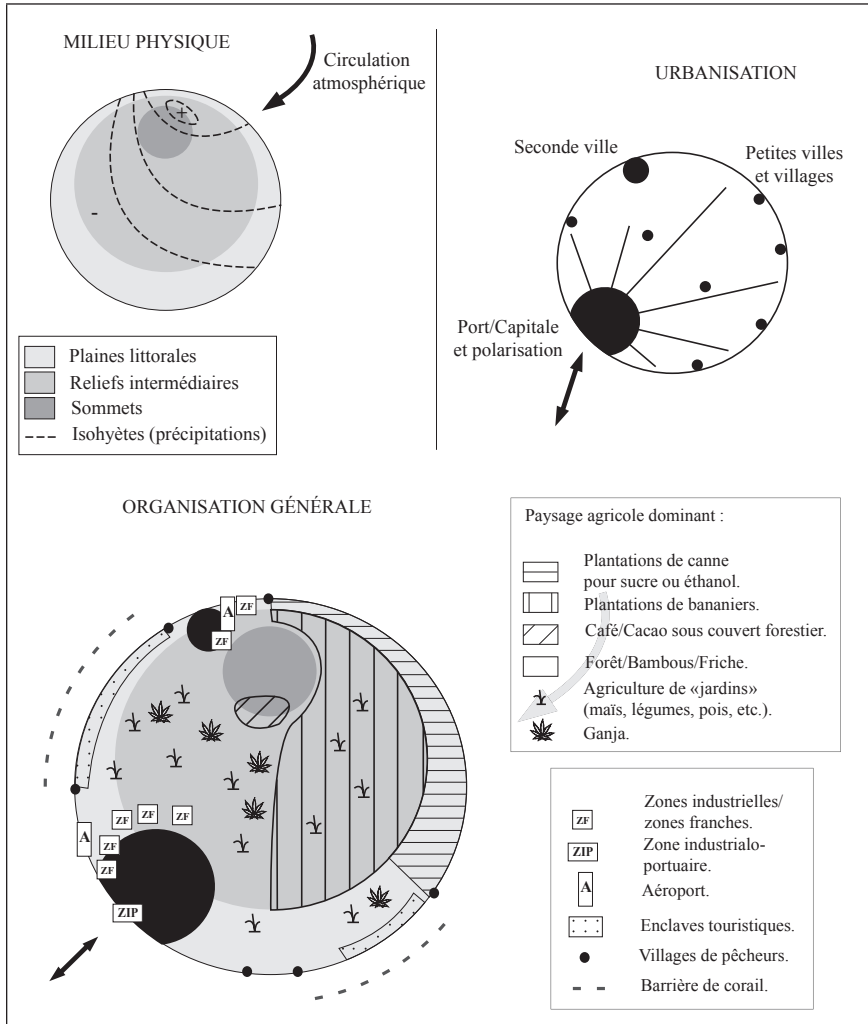
Que les terres de la United Fruit soient menacées de nationalisation, contre dédommagement à la valeur indiquée par la compagnie, et les États-Unis interviendront pour changer le gouvernement local – entité représentant vaguement les rares droits d'une population d'employés de ces firmes dans le meilleur des cas – (Blum, 2005). De même appelait-on la Colonial Sugar Refining Company «l'autre gouvernement» des îles Fidji, une des premières colonies des États-Unis (Beckford, 1999). Lorsque les États-Unis désireront établir une base en Afrique durant la Seconde Guerre mondiale, ils se tourneront directement vers le groupe Firestone pour la construction d'un aéroport au Libéria...

C'est ainsi que ces puissantes firmes présentes partout ailleurs dans la région seront, après les colons, les responsables de la spécialisation, compte tenu des pseudo-avantages comparatifs, des territoires du Tiers Monde lors de la période charnière de l'«indépendance».

Ces processus ont contribué à l'établissement d'une organisation spatiale de type caribéen (Chorème??). Sans tomber dans le déterminisme géographique, le premier critère dont on a tenu compte fut le sens général de circulation atmosphérique. Les colons européens établirent presque toujours leurs capitales tout près du croisement entre une plaine fluviale fertile et la mer (à l'exception notable de Spanish Town, capitale espagnole de la Jamaïque, construite à l'abri des pirates). De manière évidente, il fallait songer à un refuge pour les navires, d'où la préférence pour la côte Caraïbe – et non Atlantique – (Port-of-Spain, Roseau/Plimouth, Castries, Fort-de-France, Kingston, Santo Domingo, etc.) ou au moins dans une rade abritée (Port-au-Prince). Les espaces de prédilection de la canne et des bananiers, les plaines côtières arrosées de la côte au vent sont généralement celles où ces cultures ont le mieux résisté à l'effondrement des cours. De l'autre côté, l'ensoleillement et la faiblesse des précipitations favorisent le développement du tourisme – qui rapporte désormais plus de capitaux par hectare. D'où la reconversion rapide, surtout à proximité des récifs coralliens où le territoire du secteur tertiaire a progressivement grignoté celui de la pêche artisanale, dont il ne reste que des vestiges. Entre le filon de main-d'œuvre bon marché des bidonvilles de la capitale (et de la seconde ville, dans les espaces les plus grands) et l'aéroport se sont développées des zones industrielles, souvent zones franches. Sur les hauteurs, les espaces les plus arides ont été alloués – plus ou moins légalement – aux esclaves affranchis. Ils y ont développé la petite agriculture permise par la parcellisation et la rareté de l'outillage (le coutelas demeurant l'outil unique sur bon nombre d'exploitations). La ganja pousse dans ces espaces, plus particulièrement dans les lieux combinant faibles précipitations (au moins durant la période des floraisons), faible urbanisation, et proximité relative de débouchés, localement (capitale, zones touristiques, etc.) et internationalement (ports, pistes clandestines, etc.).



Carte 4  
Représentation schématique de l'organisation de l'espace dans l'île



En Colombie et au Venezuela, bien que le terrain ne manque en théorie pas pour accommoder les paysans sans terre, la même « lutte pour l'espace » (Nettlford, 1993) qui caractérise les étroits espaces caribéens eut lieu entre les descendants des colons espagnols et les populations amérindiennes, afro-américaines et les *Metiztos*. Le latifundisme, ancré dans les mœurs, empêcha dans ces espaces toute solution de rechange raisonnable dans les campagnes, l'emploi se résumant à travailler dans les vastes



plantations de bananes, café (etc.), tenues par les grands propriétaires terriens, et entraîna de violents affrontements entre les armées constituées par ces propriétaires terriens et les petits paysans luttant pour une redistribution des terres. Encore une fois, la spécialisation dans la monoculture agricole sur de vastes parcelles, suivie par le même phénomène dans les secteurs miniers, et l'expulsion des petits exploitants locaux par de puissantes firmes étrangères profitant de la lutte menée par les latifundistes, se traduit dans les deux pays par un exode rural massif contribuant à créer des taux d'urbanisation parmi les plus élevés au monde (74 % en Colombie, 93 % au Venezuela selon le World Factbook 2008), taux d'urbanisation d'autant plus élevés qu'on considère les vastes *comunas* comme habitats urbains. De la même manière que dans les Grandes Antilles (où les taux sont compris en 45 % et 76 %), ceci se traduit par la multiplication des économies informelles, reportant souvent des activités de marché du monde rural dans l'espace urbain. Cependant, l'immensité de ces espaces et les très faibles densités, contrastant avec les cas antillais, permirent à la résistance contre le latifundisme de persévérer dans les vastes marges amazoniennes désertes (en Colombie, le Sud principalement), et aux activités illégales de trouver un vaste territoire pratiquement à l'abri des contrôles étatiques (Delta de l'Orénoque au Venezuela, Choco colombien, etc.). L'importance de ces dernières activités, notamment la production et le trafic de drogues illicites, donnera naissance à une nouvelle monoculture contrôlée étroitement par des latifundistes d'un genre nouveau – les *Capos* –, bien que leur commerce soit rapidement pratiqué aussi par certains groupes de résistance. Seuls Haïti et ses Chimères présentent dans les Grandes Antilles une situation comparable, bien que dans ce dernier cas la résistance ne soit plus le fait de groupes ruraux mais de gangs urbains des bidonvilles des principales agglomérations du pays (et de niveau d'organisation plus faible). De manière encore plus évidente qu'ailleurs dans la région, l'entrée dans le libre marché globalisé selon le système des avantages comparatifs ne profita dans ces deux pays qu'à une frange extrêmement mince de la population, soit la diaspora européenne contrôlant encore économiquement l'espace, et cela, malgré les efforts déployés par Simon Bolivar.

Dans les Guyanes, l'immensité des terres n'est qu'apparente : en effet, les plaines littorales cultivables sont très étroites, soumises aux caprices de la mer, à la montée saisonnière du niveau des fleuves, mais aussi aux fourmis manioc et autres microprédateurs des cultures, empêchant toute spécialisation agricole trop prononcée. Toute l'ingénierie hollandaise sera cependant utilisée pour mettre en culture les plaines littorales fertiles et relativement peu impaludées, qui vont en s'élargissant du Surinam au Guyana (Hurault, 1972). Ces plaines marécageuses situées sous le niveau

de la mer différant fortement du géotype de plaine littorale facilement cultivable de l'île volcanique, par exemple, chaque kilomètre carré de canne planté nécessita la construction, par les esclaves, de 49 kilomètres de canaux de drainage et de 16 kilomètres de voies d'eau (Venn Commission, 1949, citée dans Seecharan, 2005). Au total, les esclaves durent soulever et déplacer à la force des bras plus de 100 millions de tonnes de sol côtier pour que les compagnies britanniques puissent engranger les profits faramineux résultant du « sucre amer » de 5 000 km<sup>2</sup> de plantations (Seecharan, 2005 ; Gibson, 2003). L'investissement nécessaire à une telle entreprise élimina les petits planteurs qui succombèrent tous à la spirale de l'endettement, revendant finalement leurs parcelles à la compagnie géante Booker. Le responsable de l'entreprise Jock Campbell se retrouva dès lors en position de gouverneur officieux de la colonie, dictant au gouvernement britannique ce qu'il fallait penser des candidats populaires (marxistes) Forbes Burnham et Cheddi Jagan. Le Guyana se spécialisa donc dans la production de sucre avantageant les commerçants britanniques qui contrôlaient tacitement ce territoire. L'histoire contemporaine du pays est marquée par la naissance et la domination politique d'un parti marxiste bicéphale (puis tricéphale avec l'arrivée du parti radical marxiste dirigé par Walter Rodney), à polarisation ethnique (Jagan représentant la minorité d'origine indienne majoritaire et Burnham la minorité afro-guyanaïenne). Les deux chefs de partis s'opposèrent violemment sur des questions d'ordre racial (ethniques), abandonnant leur idéologie à mesure que la *Central Intelligence Agency* (CIA) et les élites locales prenaient place sur l'échiquier géopolitique. Cette lutte pour la territorialisation entre les représentants indo-guyaniens et afro-guyaniens s'est traduite par l'absence de véritable nation guyanaïenne, au profit d'identités (correspondant à des espaces distincts, les Indo-Guyaniens s'établissant dans un premier temps dans les campagnes par opposition à l'urbanisation des Afro-Guyaniens) aux intérêts contradictoires, basées sur des critères de race. Guyana et Surinam représentent ainsi les rares cas caribéens où la lutte entre État et Nation fut reléguée au second rang par une lutte entre les « minorités majoritaires » pauvres pour un contrôle ethnique. La victoire finale de la branche indo-guyanaïenne – le clan Jagan –, et derrière elle, des élites commerçantes d'origine indienne, entraîna la disparition complète de l'idéologie marxiste de résistance face à l'exploitation des ressources locales par des compagnies comme Booker, notamment dans le secteur minier (bois, or, diamants, bauxite, etc.) qui proliférait durant la même période. Cette victoire finit également par enfoncer les populations afro-guyaniennes à la fois, hiérarchiquement, dans une division des tâches raciste et, territorialement, dans les bidonvilles de l'ouest de la capitale.

L'histoire contemporaine du Surinam voisin est, quant à elle, marquée par la rébellion de groupes de Noirs Marrons, qui refusèrent catégoriquement de brader à des compagnies étrangères les ressources minières de leurs territoires – légalement acquises (par la force) par une série d'accords passés avec les colons hollandais au XVIII<sup>e</sup> siècle – cela sous le couvert de l'« armée-État » du colonel Bouterse. Ce dernier, dont « la signature politique était une inconsistance idéologique et un “zig-zaguement” entre l'extrême-gauche et le centre qui ne l'ont jamais quitté » (Branaschute, 1990), prit le pouvoir par un coup d'État militaire en 1980. Cette arrivée au pouvoir par les armes semble dans un premier temps répondre à l'« inévitable révolution » (LaFeber, 1993) qu'attend avec résignation chaque territoire sud-américain pour renverser le régime oligarchique, l'organisation de l'espace fondée sur l'inégalité de statut, la polarisation et la domination économico-ethnique, et la périphéricité héritée des colons européens. Cependant, le régime de Bouterse, qui affirme établir « une société socialiste dans laquelle il y a du travail pour tous, où la justice sociale règne et dans laquelle il n'y a plus de pauvreté, d'exploitation, de racisme et d'oppression » (Bouterse cité dans Dew, 1994), devient rapidement aussi autoritaire que celui de son homologue Forbes Burnham. Sur fond de rumeurs de l'implication de la CIA dans le pays, des opposants sont exécutés. Puis, Bouterse, sa famille, et des officiers participent personnellement à des réseaux de distribution de cocaïne brésiliens. Enfin, son gouvernement s'implique dans la réorganisation de l'exploitation du riche sous-sol et des immenses réserves de bois au profit de la nouvelle élite surinamienne. Aussi bien dans le secteur du trafic de drogues illicites que dans celui de l'exploitation minière du pays, Bouterse entre en conflit avec les intérêts des territoires marrons. Il ne reconnaît pas les traités signés par les Hollandais, les Noirs Marrons ne reconnaissent que l'autorité coutumière de leur *Grand Man*. La situation se complique avec la scission d'une partie des hauts gradés de l'armée (Bouterse employait jusque-là les Noirs Marrons dans sa garde présidentielle pour leur force physique et leur connaissance de la forêt) au profit d'un de ses anciens gardes du corps, Ronnie Brunswijk. Le Jungle Commando de Brunswijk affronte violemment l'Echo Squad de Bouterse et les populations du Maroni (fleuve dont le nom vient de sa territorialisation par les Noirs Marrons) – femmes et enfants compris – subissent les représailles de l'État (« Guerre du Surinam »).

Sur la scène internationale, Bouterse s'attirera progressivement les foudres de l'Union européenne pour son implication personnelle dans le trafic de drogues illicites vers la Hollande (Meyzonnie, 2000 ; Labrousse, 2003 ; Branaschute, 2000). Derrière le rideau de fumée créé par ces affaires à répétition, les puissantes firmes multinationales européennes et chinoises s'emparent des immenses ressources du pays (or, bauxite, bois, etc.)...

## Conclusion

Ainsi, les espaces circumcaribéens furent entièrement façonnés selon la règle des avantages comparatifs, dans le cadre d'un système politique impérial : à partir du XVI<sup>e</sup> siècle, les métropoles forcèrent ces espaces à se spécialiser dans l'exploitation de matières premières souvent agricoles, mais aussi sylvicoles et minières.

Ces spécialisations sont complémentaires des spécialisations européennes, à l'image du charbon faisant tourner la chaudière de la révolution industrielle. Comme le disait si bien l'un des piliers de la « Françafrique », Omar Bongo, « la France sans l'Afrique, c'est une voiture sans essence<sup>5</sup> ». D'un côté, on tire les revenus d'une économie de cueillette à grande échelle (on extrait, on ramasse et on vend), de l'autre, d'une économie industrielle créant des produits manufacturés à forte valeur ajoutée.

Le processus colonial et l'imposition d'avantages comparatifs défavorables pèsent donc évidemment lourdement dans la balance, mais ce sont les circonstances qui expliquent réellement le développement des mondes extralégaux avec l'apparition des paradis fiscaux, la multiplication des pavillons de complaisance, l'explosion du trafic de drogues illicites, le développement massif du tourisme d'enclaves, et des stigmates laissés par l'informalisation institutionnalisée du marché du travail que sont les zones franches. Tous ces stigmates de la périphérisation s'expliquent par les événements qui ont suivi l'indépendance.

Une clef pour la compréhension de ce phénomène réside, comme le soulignent les études de Georges Beckford (Beckford, 1978), et celle plus récente, de Kari Levitt (Levitt, 1997), dans le multinationalisme des activités de firmes dont Noam Chomsky place la naissance vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle aux États-Unis (Chomsky, 1995). On veut voter des lois contre l'emprise de ces groupes mais leur pouvoir de *lobbying* leur permet d'obtenir la levée de toute forme de législation sur leurs activités dans l'État du New Jersey. Le capital du pays se transporte alors vers l'État de la côte Est. Les États voisins s'empressent rapidement de suivre le mouvement et la progression fulgurante des firmes s'amorce, avec une multinationalisation qui commence dès le début du XX<sup>e</sup> siècle. À partir du tournant du siècle, ces entreprises géantes vont en effet progressivement racheter les plantations et les mines des petits exploitants ruinés pour bâtir de nouveaux empires qui façonnent un nouveau système de domination encore et toujours basé sur les pseudo-avantages comparatifs et l'échange inégal, et plus que jamais sur une intégration verticale transfrontalière (voir le cas de Booker). À partir des années 1950, leur pouvoir est tel à l'échelon international qu'elles

---

5. <http://www.afrik.com/article16918.html>.

traitent directement avec les États centraux lors de grands forums et imposent leurs directives (facilitation des environnements de développement intégré, levée des barrières douanières et des restrictions aux mouvements de capitaux, etc.) grâce aux organismes supraétatiques (FMI, OMC, etc.) (Carroué, 2002).

Comme le note Gilbert Rist, on passe alors d'un type de colonialisme direct à un type de colonialisme indirect, et la justification usée jusqu'à la corde de l'apport de la « civilisation » change de nom pour s'appeler désormais « l'aide au développement » (Rist, 1996). En effet, ces firmes, qui deviennent rapidement plus puissantes que bon nombre d'États périphériques dans lesquels elles opèrent, et qui possèdent en outre un important pouvoir de *lobbying* auprès des gouvernements du « centre » (là où se prennent les décisions internationales), acquièrent rapidement un pouvoir déterminant. Pour ce faire, « ces entreprises se dotent d'un tissu dense d'organisations dans les plus grandes métropoles des pays développés (sic) » et organisent régulièrement des forums pour maintenir la pression sur les décideurs élus (Carroué, 2002).

Ainsi, bon nombre de failles seront exploitées dans les brèches des législations internationales au fur et à mesure que ces firmes s'internationaliseront, recherchant dans ce mouvement les meilleurs avantages comparatifs (encore une fois de leur point de vue, pas du point de vue local) pour leurs différentes branches et activités. Le poids économique croissant lié à cette internationalisation des activités finira par permettre à ces firmes de se réimposer sur le devant de la scène en investissant jusque dans les milieux politiques, soutenant financièrement les partis proposant le système politique le plus avantageux à leurs yeux, celui de la loi du marché, c'est-à-dire la loi des firmes contrôlant le négoce mondial, le néolibéralisme.

Il apparaît donc clairement que la périphéricité de la région caribéenne est un héritage de la colonisation européenne et que le positionnement géographique de la région se prêtait à cet état de fait. Cependant, il est au moins aussi clair que cette dynamique aurait pu être brisée par un demi-siècle de véritable indépendance, si celle-ci n'avait pas été une indépendance de façade devant la domination d'un nouveau centre. Ceci pour dire que la région caribéenne a été – et continue d'être – enfermée dans le rôle de périphérie d'un centre qui n'est certes plus colonial au sens premier.

Partie  
**2**



**Néolibéralisme ou  
néocolonialisme ?**  
Le processus contemporain  
de perpétuation et de  
réorganisation de la  
périphérisation

*On a tant rendu à César qu'il n'y en a plus que pour lui.*

André Gide

Cette partie examine l'histoire politique et économique de ces quarante dernières années pour dresser un parallèle entre l'accentuation de la périphérisation de la région depuis les années 1970 (la date correspond à la naissance de l'école d'économie de Chicago et aux « éprouvettes » néolibérales du Chili de Pinochet et de l'Argentine de Videla), et avec un rythme accéléré depuis les années 1980 (Thatcher/Reagan) et 1990 (effondrement du mythe des Nouveaux pays industrialisés – NPI –, et l'apparition d'un courant politique capitaliste extrémiste: le néolibéralisme, dont on fixe la naissance théorique aux alentours du colloque Lippman, en 1938, et son application à la fin des années 1970.

Cette accélération correspond en effet peu ou prou à l'apparition du néolibéralisme, une réactualisation de la doctrine libérale qui avait renforcé les inégalités et provoqué le désastre économique de 1929, et qui avait depuis été abandonnée dans les centres de l'économie mondiale au profit des politiques keynésiennes.

On peut remarquer que la domination du système-monde, celui des centres sur les périphéries, s'exerce d'autant mieux que les États des territoires périphériques sont inexistants, impuissants ou réduits au rôle de façades étatiques fonctionnant au profit d'une petite élite locale et d'une ou plusieurs métropoles exogènes. Comme nous le verrons dans cette partie, la politique extérieure des États-Unis dans la région a été entièrement menée avec cet objectif en vue depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle, écrasant – si besoin dans le sang – toute tentative de développement d'un État véritablement nationaliste et indépendantiste. De même, les anciennes métropoles européennes ont adhéré à ce nouveau mouvement de domination durant le *Country Boom* des indépendances.

Cette évolution des pratiques de domination spatiale, largement analysée notamment par bon nombre de chercheurs américains, fait l'objet d'un débat. Plusieurs termes ont été employés pour la décrire. Les termes de « néocolonialisme » et de « néoimpérialisme » sont, par exemple, vivement critiqués, à la fois par les chercheurs convaincus que les pratiques coloniales/impériales appartiennent au passé, et ont cessé avec les levées de drapeaux (pour céder la place à des conflits internes de domination) – nous serions actuellement dans une période postcoloniale –, et par un nombre croissant d'analystes observant de nouvelles pratiques de domination (spatiale et économique) à l'œuvre dans le système-monde, mais ne voulant pas utiliser ces termes pour décrire des modèles qu'ils jugent nettement différents.



Le fond du problème repose en réalité, sans doute, au moins partiellement, sur la connotation panafricaine – on doit le « néocolonialisme » à Nkrumah (Barongo, 1980) – et plus encore marxiste révolutionnaire du terme. Dès 1965, Ernesto « Che » Guevara parlait, par exemple, de « néocolonialisme » pour décrire une domination impériale (Guevara, 1965). Kwame Nkrumah voit pour sa part dans le néocolonialisme « la dernière étape de l'impérialisme » (Nkrumah, 1965). « Nous autres, qu'on appelle poliment sous-développés », déclare Che Guevara, « sommes en fait des pays coloniaux, semi-coloniaux ou dépendants. Nos pays ont été déformés par l'impérialisme qui a développé anormalement ses branches industrielles et agricoles pour compléter son complexe économique » (Guevara, 1961). Pas de « sous-développement » dans la pensée guévariste, mais un « développement déformé » par l'impérialisme.

Face au déluge de critiques entourant désormais ces appellations, bon nombre de chercheurs ont abandonné toute forme de recherche en la matière. Pourtant, note Émilienne Baneth-Nouailhetas dans un numéro d'*Hérodote* consacré au postcolonialisme, « s'interroger sur la place du colonial dans le monde contemporain, voilà une entreprise de pensée et de représentation qui va bien au-delà du geste nostalgique ou revendicatif, accusateur, que certains y voient » (Baneth-Nouailhetas, 2006).

Comme le montrent les exemples de la « Françafrique » ou de la politique étrangère des États-Unis dans le cadre spatial de l'Amérique du Sud – et de la doctrine Monroe –, les rapports de domination actuels se distinguent des anciens modes. L'État métropolitain tient un rôle plus effacé, au moins en apparence – il n'y a plus tout à fait de ministre des Colonies (bien que la France compte encore des ministres de l'Outre-Mer, de la Coopération, etc.) –, au profit des acteurs privés qui occupent désormais le devant de la scène. On pourrait citer à l'appui de cet argument la United Fruit ou une des « sœurs » du pétrole. D'où l'expression de « colonisation de second type » (Rist, 1996). La présence de firmes (Booker, Barclay, etc.), à la fois dans le système de domination colonial et dans le système de domination actuel, ainsi que la préservation des aires d'influences – malgré des évolutions inévitables –, souligne que l'on a affaire à une évolution, et non à une rupture de pratiques. L'historien Frederick Cooper décrit dans ce sens l'État moderne africain – on pourrait aisément extrapoler – comme le portier (*gatekeeper*), l'entité qui se situe par analogie entre les ressources locales et la demande étrangère, et qui monnaie cette position pour asseoir son pouvoir, notamment en bâtissant de solides systèmes de sécurité (police, armée, etc.) (Cooper, 2002).



Carré et de Séguin voient dans les lignes de conduite de la domination particulière des États-Unis un modèle différent du système colonial classique, plutôt un modèle à rapprocher de la domination exercée par l'empire romain dans ses territoires (Carré, de Séguin, 1998). Plus précisément, cette domination impériale de type romain est le fait des États-Unis et de leur « cercle d'amis » périphériques (Böröcz, Kovacs (dir.), 2001), qui produisent, selon Dereck Gregory, non pas un « néo- » mais un « rétroimpérialisme [...] caractérisé par un retour violent du passé colonial » (Gregory, 2004).

Peu importe en fait, du point de vue de notre étude, la terminologie adoptée (nous avons retenu « néocolonialisme » pour le titre de ce chapitre car il représente sans doute l'acceptation la plus courante). Seuls comptent les faits, à savoir que la domination, exercée sur des territoires officiellement indépendants par des métropoles étrangères, souvent concurrentielles, et par des groupes privés étroitement liés à ces métropoles, entraîne une répartition des richesses nationales bénéficiant en premier lieu aux investisseurs (les groupes privés), et ensuite à leurs intermédiaires locaux, ainsi qu'à ceux qui profitent des règles du jeu pour une ascension sociale qui fonctionne sur le même modèle que la lutte des crabes dans un seau pour arriver en haut.

Ainsi, ces espaces représentent un symptôme caractéristique de la forme de domination territoriale la plus récente, quelle que soit la terminologie qu'on utilise pour la décrire. Le développement fulgurant de l'espace des bidonvilles est, par exemple, intimement lié à l'accroissement des inégalités, à l'État faible et au « laisser-faire », ainsi qu'à l'informalisation du marché du travail et à l'apparition (la réapparition) des classes de travailleurs pauvres. Comme nous le verrons, ces travailleurs pauvres sont les victimes de politiques libérales, imposées par les centres de l'économie mondiale par des institutions dites « multilatérales », qui prônent qu'une baisse des salaires entraîne des créations d'emplois (invitation à la délocalisation). En renversant le point de vue, cette politique ne diffère nullement de l'intérêt des firmes multinationales cherchant à réduire au minimum leurs coûts de production par l'implantation de chacune de leurs branches selon les avantages comparatifs réévalués.

On peut donc aisément voir dans ce mouvement la traduction spatiale de la domination de ces groupes privés sur des espaces laissés dans une situation de déséquilibre économique profond par plusieurs siècles de colonisation (chapitre 2). L'économiste John Perkins, qui a travaillé en tant que consultant de la très puissante firme étasunienne Chas. T. Main pendant dix années, désigne cette domination sous le nom de « corporatocratie » (Perkins, 2004). Il s'agit, selon l'auteur, d'un système

opposé à la domination du peuple (démocratie) dans lequel le pouvoir réside entre les mains des entreprises privées, les plus puissantes d'entre elles en l'occurrence. Perkins analyse le fonctionnement de cette « corporatocratie » en décrivant plus ou moins comme le fait le sociologue Doug Stokes (2005) un « État impérial » composé de représentants des puissantes firmes multinationales au sein même de l'État (des États-Unis en l'occurrence) qui orientent la politique étrangère du pays en faveur de leurs intérêts. Perkins base son argumentation sur la (re)mise en dépendance par le prêt de sommes astronomiques destinées à couvrir les coûts de la « modernisation » du pays par des firmes multinationales originaires surtout des États-Unis. Cela est bien illustré par les exemples développés dans son ouvrage (Indonésie, Arabie Saoudite, Équateur, Panama, etc.), et de manière particulièrement claire dans la situation actuelle en Irak. Si, comme on pouvait s'y attendre, le best-seller de John Perkins a été vigoureusement attaqué par le département d'État des États-Unis pour sa vision « fantaisiste » de la réalité économique (US State Department, 2006), le politologue ultraconservateur bien connu Samuel Huntington n'affirme rien de bien différent lorsqu'il regrette, dans l'article « The Erosion », que les politiques des États-Unis soient désormais dépourvues de tout intérêt national, étant soumises aux intérêts commerciaux des firmes multinationales.

Huntington parle, par exemple, de la diplomatie commerciale de l'administration Clinton en regrettant que « les diktats du commercialisme aient prévalu au-dessus d'autres objectifs comme les droits de l'homme, la démocratie, les réseaux d'alliance, le maintien de la balance du pouvoir, le contrôle des exportations de technologie et autres considérations stratégiques et politiques » (Huntington, 1997). C'est la conception que Doug Stokes affiche encore en ce qui concerne la guerre froide, interprétée selon lui de manière biaisée comme un affrontement Est/Ouest (contre l'ennemi imaginaire que Huntington a, de son propre aveu, largement contribué à créer pour la cause de l'« unité nationale »), alors qu'elle fut en réalité un affrontement Nord/Sud, un affrontement centre/périphérie mené et remporté par l'« État impérial » : les firmes multinationales et leurs représentants au sein de l'État des États-Unis face aux velléités de redistribution des terres et de nationalisation (Stokes, 2005).

Le concept politico-spatial de la « corporatocratie » se prête particulièrement bien à la compréhension des espaces qui nous intéressent : les paradis fiscaux et les zones franches sont des espaces fonctionnant pour l'épanouissement de ce modèle de domination ; le trafic de drogues illicites fournit un prétexte idéal pour écraser toutes les formes de résistance populaire locales (la production mondiale de narcotiques n'augmente-t-elle pas parallèlement à l'augmentation des sommes consacrées à la lutte contre

le narcotraffic?); les bidonvilles hébergent en grande partie les naufragés du développement des zones franches, qui augmentent par ailleurs l'offre dans le secteur de la prostitution, etc.

Cette nouvelle forme de domination, conduite depuis le début des années 1970 par le courant politique néolibéral, s'est imposée par différentes voies et différentes modalités que nous allons examiner dans cette partie, à commencer par la poudre à canon, la domination économique, le contrôle des médias, et l'apport d'idéologies justificatrices (la lutte contre des ennemis plus ou moins insaisissables comme le communisme, le trafic de drogues illicites ou le terrorisme et la promotion d'idées souvent toutes aussi vagues comme la modernisation, le développement, la démocratie et la liberté).

## Chapitre

# 3



## Géographie du néolibéralisme

*Tout le monde vole dans le commerce et l'industrie.*

*J'ai volé beaucoup moi-même*

*Mais au moins je sais comment voler.*

Thomas Edison

*On that bridge I look and see*

*The symbol of your justice and equality*

*Standing tall with her torch and flames*

*Now I ask what are your aims*

[...]

*But the eyes of liberty are watching u*

*To see what next u will do*

*The eyes of liberty are watchin u*

*Your justice and liberty are only for a few*

*The true owners of you nation*

*Are forced to live on a reservation*

*Now I see u in my land*

*Making all kinds of plans*

*Spending millions of dollars every year*

*To keep us all living in fear*

*Economical pressure is your game*

*Liberty reaching with her torch and flames...*

Mutabaruka, *The Eyes of Liberty*, 1980

La vision politique de l'espace et des sociétés néolibérales qui s'est progressivement imposée comme norme mondiale – en témoigne le poids décisionnel et financier du FMI ou de l'OMC par exemple – renforce la pertinence de la modélisation spatiale centre/périphérie, dans son acception dynamique définie par Immanuel Wallenstein et Alain Reynaud notamment. La matérialisation de cette politique renforce en effet le transfert de richesses, horizontalement (dans l'espace physique) et verticalement (dans la hiérarchie sociale), des classes pauvres, et moyennes, vers les classes riches et plus encore très riches (Harvey, 2007). Les statistiques (y compris des organismes les plus conservateurs) décrivant la remontée des inégalités durant le « quart de siècle néolibéral » jusqu'aux niveaux du début du XX<sup>e</sup> siècle suffisent à en attester (*CIA World Factbook*, 2008<sup>1</sup>; Alternatives économiques, 2008; ILO, 2008). Tandis que le produit intérieur brut (PIB) mondial passait de 3 000 à 30 000 milliards de dollars de 1950 à 2000, la part de cette somme que se partagent les 20% les plus pauvres de la planète était divisée par deux pour arriver au seuil dramatique de 1,1%. Tandis que la moitié de l'humanité n'a pas les moyens de se nourrir, s'instruire, se soigner ou se loger, 3% des ménages mondiaux détiennent 70% de la richesse mondiale (Carroué, 2002). La vision néolibérale de l'espace et du partage de ses ressources a donc entraîné une concentration géographique étroitement liée à une polarisation sociale quasi féodale des richesses.

## 1. Distribution géographique

Cette caractéristique explique que, malgré un renvoi tacite à la notion de liberté, le système politique néolibéral tende structurellement vers l'autoritarisme et le clientélisme, et soit par conséquent profondément antidémocratique. Sa distribution géographique dans l'espace en atteste. Depuis son terrain d'essai dans le Chili d'Augusto Pinochet jusqu'en Asie du Sud-Est (Indonésie, Corée du Sud, etc.), et plus récemment dans les anciennes provinces de l'ex-Yougoslavie, le néolibéralisme s'est le plus souvent imposé militairement avant de l'emporter par les urnes. William Blum a pu dénombrer 55 interventions militaires des États-Unis seulement dans ce but durant les cinquante dernières années – ce qui représente plus d'une

---

1. Il est écrit à rubrique « United States » que l'augmentation du revenu par habitant depuis 1975 a été réservée, aux États-Unis, aux 20% les plus riches tandis que plus d'un habitant des États-Unis sur dix vit aujourd'hui sous le seuil de pauvreté (12%).

par an –, et ce, bien que des oublis flagrants puissent être relevés (Colombie, Irak, etc.). Tout comme lors de la « libéralisation » récente de l'Irak (les chercheurs de l'Université de Baltimore ont publié dans le prestigieuse revue médicale *The Lancet* deux études faisant état de plus de 600 000 morts dès juin 2006<sup>2</sup>) et de la Colombie (on parle d'un million de personnes déplacées), quelques dommages collatéraux furent observés dans ce processus. Prenons à titre d'exemples la « solution finale » (Blum, 2005) guatémaltèque et les quelque 700 000 victimes du régime de Suharto en Indonésie, au moins 30 000 victimes de la torture dans le Chili néolibéral de Pinochet, et autant de disparus dans l'Argentine néolibérale de Videla, dont bon nombre seront jetés vivant, du haut des airs, le « bombardement massif » de « tout ce qui vole sur tout ce qui bouge<sup>3</sup> » au Cambodge, etc. En Colombie quelques têtes de représentants syndicaux servirent de ballons de football aux groupes paramilitaires tandis que, dans les villages de mineurs, on violait et démembrait vivants hommes et femmes sur les places publiques pour imposer les règles des firmes multinationales édictées dans le code minier (écrit par les experts de la Banque mondiale...). De leur côté, les femmes afghanes se résignaient, non sans quelques réticences, à adopter la meilleure protection solaire actuellement disponible sur le marché de Kaboul<sup>4</sup> en échange de la sécurisation de cet axe vital du gaz naturel d'Asie centrale.

Il serait cependant faux de déclarer que c'est seulement par la force militaire (directe ou indirecte, comme le souligne très bien l'ouvrage de William Blum) que l'idéologie néolibérale a été imposée aux pays périphériques. Une autre méthode a été largement employée pour la diffusion de ce système, la politique de la dette : en poussant délibérément les marges du système-monde à s'endetter (la dette publique de l'Amérique latine a été multipliée par 11 de 1970 à 1982), et en finançant généreusement les plus violents régimes conservateurs (à crédit), les institutions de Bretton Woods ont saisi le prétexte des difficultés de remboursement planifiées à l'avance pour imposer le justement nommé « consensus de Washington » (Taïmoon Stewart, 1993).

Dans sa thèse de doctorat, Taïmoon Stewart décrit méticuleusement l'extension voulue et contrôlée des marges commerciales (évaluant avec le temps) du monde, au profit d'un centre de l'économie mondiale,

---

2. Pour se faire une idée des diverses estimations du nombre de morts durant l'invasion puis l'occupation de l'Irak : <http://www.guardian.co.uk/world/2008/mar/19/iraq>.

3. Extrait d'un enregistrement de conversations entre Nixon et Kissinger rendu public en mai 2004 par le *New York Times* (Becker, 2004).

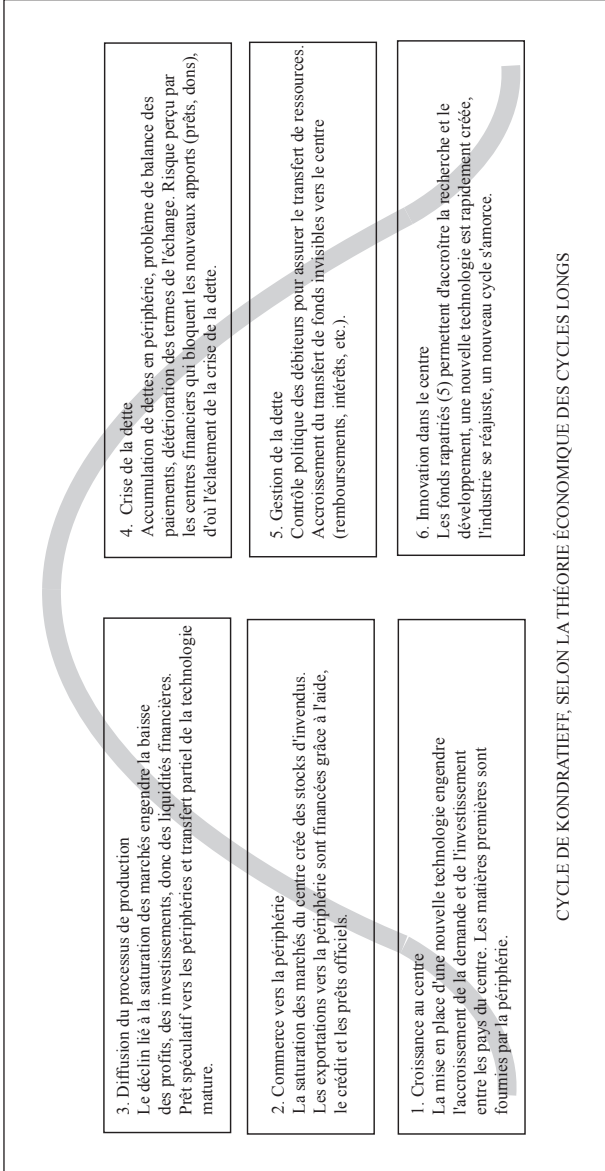
4. Il est ici fait allusion au soutien accordé aux Talibans par les États-Unis contre les Soviétiques.

lui aussi mouvant – de Grande-Bretagne en Europe Occidentale puis aux États-Unis –, à travers le mécanisme de la dette liée aux cycles Kondratiev. À chaque fin de cycle, Stewart montre la concordance d'une phase d'exportation des systèmes de production et des produits dont les bénéfices s'épuisent, pour le plus grand bénéfice du centre. L'exemple le plus caricatural est l'exportation de la technologie du rail et de la machine à vapeur par la Grande-Bretagne vers les marges de son empire au XIX<sup>e</sup> siècle : l'Inde, le Canada, mais aussi l'Argentine achètent alors, à crédit, en s'endettant auprès de banques britanniques, un système ferroviaire flambant neuf que les ingénieurs britanniques vont concevoir pour servir les intérêts commerciaux de leur propre pays. En Inde, le réseau est dessiné de manière à pouvoir transporter les troupes britanniques rapidement dans toutes les régions du pays (et non pas pour relier les campagnes aux villes importantes, par exemple). En Argentine et au Canada, le réseau dessiné par les experts britanniques permettra de faciliter l'acheminement des productions agricoles depuis les vastes plaines fertiles vers les ports. De là, elles seront exportées vers la Grande-Bretagne qui a reconverti ses agriculteurs en ouvriers industriels et où la pénurie alimentaire menace, d'où l'adoption de la théorie de ces avantages comparatifs biaisés (Taïmoon Stewart, 1993).

John Perkins (2004), qui analyse les événements dans une approche rostowienne (toutes les sociétés passent par plusieurs stades industriels, etc.), décrit la suite des événements comme une lutte économique et militaire pour empêcher toutes les sociétés périphériques de connaître leur propre révolution industrielle et, au contraire, se spécialiser dans la production des matières premières nécessaires à la production technologique des centres. Taïmoon Steewart (1993) développe la même analyse de manière encore plus précise, en montrant qu'en réalité les centres exporteront les technologies périmées lorsqu'elles atteindront leurs fins de cycle (la production sidérurgique par exemple), pour assurer la concentration de capital pour la recherche et le développement nécessaire à l'enclenchement du cycle technologique suivant (voir la carte 5).

Comme le montre cette analyse, la crise de la dette est un élément récurrent (1827, 1875, 1930, 1970/1980), normal et nécessaire au système (nous n'analyserons pas ici, par souci de concision, les taux d'intérêts flottants et autres subtilités de l'endettement des pays périphériques). Outre l'excellente analyse historique de l'endettement, il existe aujourd'hui sur le sujet une vaste littérature géographique. Dans un premier temps, cette littérature montre, à partir des années 1990, que les banques poussèrent à l'endettement (Corbridge, 1993) en recourant discrètement au piège des intérêts flottants (Klak, 1995), dont les taux augmentèrent brutalement durant l'administration Reagan en raison de la nouvelle politique monétariste des États-Unis destinée à combler les déficits (Reifer, Sudler,

Carte 5  
La dette extérieure des pays périphériques



Source : Taimoon (1997).



1996), ce qui, ajouté à la crise pétrolière et à la baisse du cours des matières premières, fit s'effondrer les économies caribéennes au début des années 1980 (Conway, 1998). Suit logiquement l'entrée en jeu du FMI qui prend en charge toutes les dettes du pays, et les rééchelonne en échange d'une libéralisation économique. Cette libéralisation permet l'ouverture de toutes les barrières économiques du pays concerné.

Car, contrairement aux idées reçues et aux affirmations des gouvernements, les exportations vers les « pays en développement » sont vitales pour la survie des centres. Elles s'inscrivent dans le cadre d'un commerce inégal décrit dès le XVIII<sup>e</sup> siècle par le Père Labat : les richesses immenses des pays du Tiers Monde doivent être produites sur place puis exportées pour transformation, en échange de quoi la métropole introduira sur place des objets fabriqués qui deviendront indispensables, et permettront aux compagnies en place de réaliser tout le bénéfice (Labat, 1728). Comme le disait si bien Omar Bongo : « la France sans l'Afrique, c'est une voiture sans essence » (cité dans le *Canard enchaîné*, mercredi 10 juin 2009)... L'Amérique du Sud représente par exemple aujourd'hui un marché économiquement plus important que les marchés européens et japonais réunis pour les firmes des États-Unis (Stokes, 2005) et l'Afrique de la zone du franc de la Communauté financière africaine, le franc CFA, contrainte d'acheter ses produits prioritairement en France par sa monnaie héritée de la période coloniale (Monga, 2001), représente un débouché quasiment identique au marché des États-Unis pour les firmes françaises (Survie, 2008). De même, les émeutes qui se sont déclenchées au début de l'année 2009 dans les départements d'Outre-Mer (les DOM) antillais ont montré que derrière les discours récurrents et paternalistes décrivant l'Outre-Mer comme une charge financière pour l'État français – le syndrome de la « danseuse chère à entretenir » décortiqué par Christiane Taubira (Askolovitch, Barret, 2009) –, ces marchés captifs représentent des centres de bénéfices importants pour les grandes entreprises métropolitaines (Carrefour, Total, etc.) qui sont autorisées à y pratiquer sans justification des prix extrêmement élevés (Dromard, 2009; Gurrey, 2009).

## 2. L'État néolibéral

L'État type qui s'inspire du système néolibéral est nouveau et diffère structurellement de l'État colonial auquel il a plus ou moins succédé. Cet État, affaibli par l'« ajustement structurel », se présente sous la domination, non pas du corps électoral – comme le terme « démocratie » le laisserait

entendre –, mais sous la coupe de groupes privés et de lobbies qui misent ouvertement sur les principaux candidats (Bush et Enron, Elf et Chirac, Bolloré et Sarkozy, etc.). La domination de ces groupes est aussi économique dans la majorité des pays du Tiers Monde. Pour ne citer qu'un exemple, les six principales compagnies étasuniennes présentes en Colombie (Drummond Coal, ExxonMobil, Occidental Petroleum, Dole, Chiquita et Coca-Cola) rapportent un revenu annuel combiné de plus de 420 milliards de dollars, soit plus que la création de richesses annuelle du pays – le PNB ppp de la Colombie est de 407 milliards en 2008 (CIA World Factbook, 2009<sup>5</sup>) – et représentent 5,5 fois le revenu annuel de l'État colombien.

Plus encore que les gouvernements dont ils financent les campagnes politiques, les groupes privés géants qui forment l'ossature de l'espace néolibéral sont structurellement antidémocratiques (on n'élit pas un directeur, etc.). La redistribution des richesses créées est elle-même foncièrement inéquitable. Prenons par exemple les statistiques de Total – complexe montage mi-public mi-privé englobant l'ancienne compagnie Elf et ses réseaux françafricains –, qui affiche en 2008 des bénéfices de 14 milliards de dollars dont seulement 4 % seront redistribués aux employés de la firme. Un État fonctionnant comme une entreprise de ce type ne serait ni plus ni moins qu'un État féodal. Or, de manière plus globale, depuis le début des années 1990, la part des salaires dans le PNB français a baissé de 9,3 % – soit de 100 milliards d'euros. D'après la Banque des règlements internationaux (BRI) située à Bâle, « la part des profits est inhabituellement élevée à présent (et la part des salaires inhabituellement basse). En fait, l'amplitude de cette évolution et l'éventail des pays concernés n'ont pas de précédents dans les quarante-cinq dernières années » (Rapport cité dans Ruffin, 2008). Le géographe étasunien David Harvey décrit ce phénomène de vases communicants comme la caractéristique première du néolibéralisme : l'« accumulation par dépossession » (Harvey, 2000 ; 2007).

### 3. La ville néolibérale

Pendant que les bénéficiaires de ce système se constituaient des espaces financiers et législatifs protégés (paradis fiscaux, zones franches, îles privées et autres pavillons de complaisance, par exemple), les victimes grossissaient inexorablement les rangs des vastes antimondes de la pauvreté en adoptant par nécessité la métaphore du *limbo* caribéen (la flexibilité). Pendant que

---

5. <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/co.html>.

le haut de l'échelle sociale bénéficiait d'une dérogation, bidonvilles et informalisation du marché du travail devenaient la norme pour la base de la pyramide sociale mondiale.

De l'ouvrage de Mike Davis (2006) on retiendra, par exemple, que le néolibéralisme, par son opposition féroce à toute stratégie nationaliste de substitution des importations, a eu pour conséquence directe (entre autres) de faire tomber toutes les barrières, économiques et militaires, qui limitaient dans les pays nouvellement indépendants l'exode rural. De même, contrairement aux empires coloniaux européens, qui interdisaient fermement le développement des activités urbaines informelles dans leurs colonies pour ne donner aucun espoir aux migrants ruraux, les gouvernements libéraux mettront en place des politiques d'« autorisation illégale » (c'est-à-dire une interdiction non appliquée systématiquement), donnant théoriquement l'autorisation tout en la soumettant au bon vouloir et à la cupidité des forces de l'« ordre » sous-payées. La conséquence directe de ces politiques fut le gonflement sans précédent, non pas des villes, mais de leurs gigantesques marges (pas toujours géographiques) proto-urbaines. Certes, les centres-villes ont connu dans ce processus une densification – et une « dégentrification » –, transformant d'anciennes maisons coloniales en refuges abritant jusqu'à 25 familles et 130 personnes<sup>6</sup>, mais l'explosion urbaine néolibérale a avant tout été le fait d'une croissance horizontale exponentielle, le « lent empiétement de l'ordinaire », l'infiltration sûre des interstices et des limites de la ville (Bayat, 1997). Les néolibéraux colombiens ont nommé ce processus l'« urbanisation pirate » (*Piratas Urbanizaciones*). Cet exode massif a fourni aux firmes multinationales une abondante main-d'œuvre désespérée et prête à accepter n'importe quelles conditions de travail dans les zones franches qu'on retrouve autour des bidonvilles des capitales du Tiers Monde (Davis, 2006). José Itzighon (2000) a montré les liens directs entre ces politiques et la croissance des bidonvilles liés aux zones franches de Santo Domingo (République dominicaine) tandis que Paul Farmer (2003) soulignait le lien entre le développement de Cité Soley et celui des zones franches de Port-au-Prince (Haïti), pour ne reprendre que deux exemples caribéens. Contrairement à ce que la façade touristique pourrait laisser croire, la ville-type néolibérale n'est donc pas une ville de fer et de verre dans laquelle les architectes rivalisent de projets futuristes. C'est une proto-ville de zinc, de contreplaqué, de

---

6. Exemple développé par David Glasser (1988) à partir de l'exemple de Quito, en Équateur, mais qui s'applique à de nombreuses villes du Tiers Monde, particulièrement Kingston et Port-au-Prince dans la région étudiée.

briques nues et de parpaings bruts désorganisée, autour de ruelles de terre battue évacuant les eaux usées, dans laquelle l'hygiène n'a rien à envier à la ville médiévale. Mais, «étonnement, aucun écrivain ne s'est intéressé à la géographie des quartiers pauvres dans les villes du Tiers Monde durant toute la période de l'après-guerre» (Harris, Wahba, 2002)...

#### **4. Modification géographique (exode rural) et structurelle (secteurs d'activité) de l'emploi par le système néolibéral**

Ces «bidonvilliens» forment une main-d'œuvre de choix pour une des branches de l'économie les plus dynamiques de l'ère néolibérale: la dérogation. Les zones franches fixes (zones franches industrielles, etc.) et mobiles (cargos sous pavillons de complaisance, enclaves touristiques, etc.) se nourrissent en effet du désespoir économique de ces «naufragés du développement». Les premières ont d'ailleurs largement contribué à la phase la plus récente de l'exode rural (notamment dans sa composante féminine recherchée par les zones franches du secteur textile), ajoutant une dernière touche à la surpopulation des bidonvilles, à l'éclatement des familles et, comme l'a noté José Itzigsohn dans un pays de référence – la République dominicaine –, au développement de la prostitution pour compenser les salaires inférieurs au minimum vital (Itzigshon, 2000). Cette analyse est partagée par les chercheurs ayant étudié la prostitution en Asie du Sud-Est et à la frontière mexicaine (Cabezas, 1998; Ong, 1991), et plus généralement le rapport de cause à effet entre l'ajustement structurel néolibéral et le développement sans précédent de la prostitution en Asie du Sud-Est, dans le bassin caribéen et en Amérique latine (O'Connell, Taylor, 1999; Mullings, 1999; Antonius-Smits *et al.*, 1999; Mayorga, Velasquez, 1999; Red Thread Women's Development Programme (RTWDP), 1998; Cabezas, 1999; Ong, 1991).

#### **5. Assurer la perpétuation d'un système inégalitaire par le développement des bases militaires**

Le complexe gouvernemental des États-Unis (englobant le gouvernement élu, nommé, et les firmes participant au processus décisionnel) a été le principal fer de lance de la dissémination du néolibéralisme en se prévalant ouvertement, et à contrecœur (*Reluctant Empire*), du rôle d'«empire bien-faisant» (*Benevolent Empire*), c'est-à-dire celui d'un empire protégeant les

sujets qu'il rassemble sous la bannière de la démocratie et de la liberté (D'Souza, 2002; Flutsy *et al.*, 2008; Kagan, 1986; Boot, 2002; Mallaby, 2002; Stratfor, 2002).

Cette façade humanitaire masque le véritable édifice impérial étatsunien de la « grande région » (*Grand Area*) – dont on trouve les premières traces dès la théorie de l'expansionnisme vital de John Quincy Adams et plus encore dans la doctrine Monroe – visant à reprendre le contrôle impérial affaibli par le déclin des empires européens. Ceci dans le but de s'assurer de la reproduction du schéma observé en 1948 par le diplomate George F. Kennan – père de la notion aux multiples usages géopolitiques de *containment* – dans un document secret aujourd'hui déclassifié : les États-Unis « possèdent près de 50 % des richesses du monde mais seulement 6,3 % de sa population [...]. Notre tâche principale pour la période à venir sera d'élaborer un schéma de relations qui permettra de maintenir cette position... » (G.F. Kennan, cité dans Stokes, 2005)

Le lien étroit entre néolibéralisme, concentration gigantesque de capital, accroissement massif des inégalités et problèmes de sécurité est observé de manière particulièrement lucide par les services de renseignement des États-Unis qui reconnaissent dans un rapport daté de décembre 2000 que la « globalisation de l'économie mondiale » entraîne progressivement un « élargissement du gouffre économique » et un « renforcement de la stagnation économique, de l'instabilité politique et une aliénéation culturelle », provoquant une agitation menaçante chez les dépossédés (National Intelligence Council, 2000). Le directeur de la Réserve fédérale américaine (Fed) s'inquiétait par ailleurs dans le *Financial Times* du 17 septembre 2007 que le « découplage entre faibles progressions salariales et profits historiques des entreprises fait craindre [...] une montée du ressentiment, aux États-Unis comme ailleurs, contre le capitalisme et le marché » (cité dans Ruffin, 2008). Par conséquent, les budgets militaires sont décuplés, et surtout les troupes sont formées à la guerre du futur : le conflit dans la ville néolibérale, c'est-à-dire en environnement urbain, et plus particulièrement dans les marges, les espaces proto-urbains (Davis, 2006; Leymarie, 2009). À l'aube du nouveau millénaire, les États-Unis – qui produisent 60 % des armes vendues dans le monde – dépensaient dans toute l'Amérique latine plus d'argent en aide militaire/policière qu'en aide économique et sociale, « renforçant les forces militaires au détriment des autorités civiles [...], exacerbant les atteintes aux droits de l'homme, générant des conflits sociaux et une instabilité politique » (Youngers, Rosin (dir.), 2005). L'« école des Amériques » entraîna durant la guerre froide 40 000 officiers sud-américains (Nelson-Pallmayer, 1997), cet établissement représentant, selon le ministre de la Guerre Robert Patterson, « la clef de voûte [...] pour développer les idéaux et le mode de vie des États-Unis en Amérique Latine »

(Patterson, R., 1947, cité dans Stokes, 2005). À partir des années 1990, les États-Unis formeront chaque année plus de 100 000 soldats étrangers dans plus de 150 institutions aux États-Unis et dans 180 pays (Lumpe, 2002). Entre 1990 et 2001, des gouvernements néolibéraux tenus pour responsables de violations flagrantes des droits de l'homme comme le Chili, le Guatemala et le Nicaragua reçurent 350 millions de dollars d'aide militaire (cité dans Stokes, 2005). Entre 2002 et 2003, le nombre de militaires sud-américains formés par des programmes des États-Unis a augmenté de 50 %, avec comme priorité la lutte contre le « populisme radical », nouvelle étiquette du nationalisme indépendant opposé aux intérêts économiques des États-Unis dans la région (Youngers et Rosin (dir.), 2005 ; Isacson, Olson et Haugaard, 2004).



## Chapitre

# 4



## Comment la conception néolibérale de l'espace s'est imposée à la Caraïbe De la plantocratie à la « corporatocratie » antillaise

*The Precise pain,  
In the precise place,  
In the precise amount,  
for the desired effect.*

Devise de Dan Mitrione<sup>1</sup>, ancien responsable américain  
de la formation des officiers uruguayens

- 
1. Conseiller américain auprès de la police uruguayenne et directeur de l'Office for Public Safety à Montevideo durant la période de lutte contre la guérilla urbaine des Tupamaros. Dan Mitrione avait, selon ses propres dires, fait de la torture un art scientifiquement orchestré. Il formait les policiers uruguayens aux interrogatoires en utilisant des chocs électriques dans une chambre de sa maison de Montevideo, sur des cobayes humains ramassés parmi les sans-abris de la capitale. Il fut assassiné en 1970 après avoir été kidnappé par les Tupamaros (Langguth, 1978). Lors de ses funérailles, le porte-parole de la Maison Blanche Ron Ziegler déclara que monsieur Mitrione avait consacré sa vie à la cause d'un « progrès pacifique » et demeurerait « un exemple pour tous les hommes libres » (Poelchau (dir.), 1981). On doit la citation à l'agent double cubain Manuel Hevia Cosculluela, dans ses mémoires *Pasaporte 11333: Ocho Años con la CIA* (1978) cité dans l'ouvrage de William Blum (2005).



« **L**a liberté est un cadeau de dieu [...]. En tant que plus grande puissance du monde nous avons l'obligation d'aider à [la] diffuser<sup>2</sup>. » Ces mots prononcés par Georges W. Bush le 13 avril 2004 décrivent clairement la doctrine Bush (Jr), une fois traduit le terme ambigu de « liberté ». L'historien conservateur John Lewis Gladis, qui soutient globalement cette doctrine guidant les gouvernement américain depuis Wilson, en retrace les origines dans la pensée géopolitique de John Quincy Adams : « nous concevons l'expansion comme la voie de la sécurité ». Les États-Unis ont commencé par la Floride (alors marge de la territorialité de la couronne espagnole) en 1818 et occupent toujours militairement l'Irak et l'Afghanistan à l'heure actuelle<sup>3</sup>.

L'appel du pied à une intervention divine rappelle que toute action demande une justification. Comme les gangs pratiquant le racket, les États-Unis invoqueront à de nombreuses reprises leur rôle de protecteurs : protection contre le communisme, contre le trafic de drogues, contre le terrorisme, etc. Les États-Unis étaient bien souvent à la fois les protecteurs et les prédateurs potentiels : trafiquants d'opium en Asie du Sud-Est, d'héroïne sur les bords de la Méditerranée, et de cocaïne autour du Nicaragua (Contras) et d'Haïti (Guy Philipe), fondateurs des groupes terroristes cubains de Miami, des FRAPH haïtiennes, etc.

L'objectif, affiché on ne peut plus clairement par l'administration Bush Jr, ce qui lui vaudra les compliments de Henry Kissinger<sup>4</sup> (Kissinger, 2002) et les remontrances de Madeleine Albright<sup>5</sup> : étendre la division internationale du travail néolibérale au reste du monde.

Cette « division internationale du travail », écrit l'historien uruguayen Eduardo Galeano, « fait que quelques pays se consacrent à gagner, d'autres à perdre. Notre partie du monde appelée aujourd'hui Amérique latine s'est prématurément consacrée à perdre depuis les temps lointains où les Européens de la Renaissance s'élancèrent sur les océans pour lui rentrer les dents dans la gorge » (Galeano, 1978). N'étant ni plus ni moins « latine » que la vaste majorité de l'Amérique du Sud, la région caraïbe

---

2. <http://whitehouse.gov/news/releases/2004/0420040413-20.html>.

3. La comparaison est intéressante dans la mesure où les justifications furent relativement similaires. Après avoir violemment expulsé les Indiens séminoles de leurs terres de Floride, les États-Unis s'offusquèrent de la violence de leurs représailles et se proposèrent d'intervenir pour mettre fin à cet atroce bain de sang.

4. Henry Kissinger dont on connaît le franc-parler décrit la doctrine Bush comme « révolutionnaire ».

5. Secrétaire d'État durant l'administration aussi expansionniste mais plus subtile de Bill Clinton.

mérite d'être étudiée dans l'optique du sous-continent en raison de la ressemblance des pratiques spatiales de domination qui y avaient cours (occupation militaire de Cuba, Haïti et la République dominicaine au début du XIX<sup>e</sup> siècle), et de leur glissement progressif vers le néolibéralisme, la colonisation économique avec pas ou peu d'emprise physique et de personnel localement (les tâches étant déléguées sur place à travers un rideau de dictatures soutenues économiquement et militairement, Batista, Duvalier et Trujillo, pour reprendre l'exemple précédent, puis de leurs dérivés mi-démocratiques, mi-autoritaires).

Actuellement, le régime-type néolibéral caribéen se présente comme la façade démocratique d'un édifice colonial à deux étages. Il repose sur une fondation impériale (colonisation physique), la reprise en main militaire des plus importantes colonies européennes, puis un premier niveau de délégation des tâches au personnel « compétent », dictature, armée ou groupes paramilitaires, avant de glisser vers une phase pseudo-démocratique jouant plus subtilement des ficelles de l'aide économique et militaire et de la gestion de la dette, tout en conservant le « paradigme de l'économie de plantation » (Beckford, 1999). Ce schéma d'appropriation de l'espace caribéen par les États-Unis ne fut finalement pas si différent du schéma européen si on excepte sa temporalité et la rapidité de sa première phase (occupation physique). C'est ainsi que les Français, par exemple, passeront à une colonisation de second type (délégation des tâches localement) après une très longue colonisation physique (de phase 1), puis à une colonisation de phase 3 (façade démocratique) dans la célèbre « Françafrique », les Britanniques appliquant un modèle relativement similaire dans le Commonwealth, etc. Pour le dire en d'autres termes, l'espace politique contemporain caribéen n'est que la résultante d'un long et progressif processus de sélection exogène donnant naissance à un État de type « Janus » : un État à deux visages hésitant de manière maladroite entre les aspirations nationales exprimées par la base électorale et les intérêts extérieurs.

## **1. La phase coloniale : la reprise en main progressive des colonies européennes**

La phase coloniale est relativement facile à identifier bien qu'elle n'apparaisse pas dans tous les livres d'histoire sous ce nom. Cette phase correspond pour les États-Unis *grosso modo* à l'aide économique et militaire aux mouvements de résistance à la colonisation européenne, en parallèle d'un puissant *lobbying* international pour l'émancipation des colonies européennes.

Le modèle expansionniste des États-Unis étant simple – affiché notamment avec la doctrine Monroe –, les Européens ne seront pas dupes et perdront leurs plus importantes possessions caribéennes par les armes plutôt que par la diplomatie. Et ce, d'autant plus facilement que les États-Unis pourront jouer à la fois sur la distance euclidienne et sur les violentes divisions entre empires européens concurrents. Le secrétaire d'État américain John Quincy Adams déclarait ainsi qu'il est :

Impossible que les siècles passent sans voir leur annexion aux États-Unis, non pas que nous aspirions à cela par ambition ou par appétit d'aucune sorte, mais parce que c'est une absurdité [...] que les territoires dont les souverains se trouvent à 1500 miles au-delà des mers, à qui, en outre, ils semblent inutiles, voire encombrants, puissent continuer d'exister à côté d'une nation puissante et en pleine expansion (Williams, 1970).

«Il existe des lois de gravitation politique semblables à celles de la gravitation physique», et de la même manière qu'une pomme, détachée par le vent de son arbre, n'a d'autre choix que de tomber au sol, les îles de la Caraïbe (l'auteur parlait en l'occurrence de Cuba mais on peut généraliser au vu et au su des développements ultérieurs), séparées de leurs connections respectives, devront uniquement graviter autour de l'Union américaine. En vertu de cette même loi, cette Union se verrait dans l'impossibilité d'y renoncer (Lamrani, 2003). «Un temps viendrait où il suffirait de tendre la main pour recueillir le fruit mûr...» (J. Q. Adams, cité dans Williams, 1970)

Tout commença peu avant la révolte d'esclaves haïtiens, lorsque les États-Unis fournirent de l'aide financière et des armes aux planteurs blancs cherchant à s'émanciper de la tutelle française (Farmer, 2006). Puis, les événements se précipitèrent avec les revendications territoriales des Mulâtres cherchant à conquérir par la force le droit à posséder des esclaves et des domaines, avant que les Noirs libres ne viennent à leur tour réclamer ce même droit (Farmer, 2004). Haïti fut dès lors laissé de côté pour quelques années, bien que la marine des États-Unis patrouillât alors régulièrement dans les eaux haïtiennes pour y pratiquer un racket et protéger les premiers investisseurs étasuniens dans la région (Farmer, 2006) – pendant que les Européens tentaient d'imposer un véritable «cordon sanitaire» censé empêcher toute propagation de la fièvre révolutionnaire (Klein et Lasserre (dir.), 2007). La première reprise coloniale fut celle de la Floride, en 1918, au détriment de l'empire espagnol. La Floride espagnole posait problème aux États-Unis car elle représentait un refuge pour les esclaves marrons fuyant les plantations du Sud et pour les natifs «indiens», ainsi que pour les

créoles *Black Seminoles*<sup>6</sup>. Toute conquête nécessitant un prétexte, les États-Unis provoquèrent un des premiers Pearl Harbor de leur histoire en attaquant sauvagement des campements séminoles de la région avant de s'offusquer de la riposte et d'envahir la région pour mettre fin au bain de sang, «rappelant aux historiens qu'il ne faut pas chercher la vérité dans les explications officielles des événements» (Weeks, 1996).

En 1823, le président James Monroe clarifia la situation en promulguant la célèbre doctrine qui porte son nom et qui déclarait l'Amérique chasse gardée des États-Unis (Simons, 2004).

Dès 1846, les États-Unis s'intéressent de près à la région isthmique et ultrapériphérique colombienne (l'actuel Panama). Le 12 décembre, un traité est signé entre les deux gouvernements, garantissant l'exclusivité des droits aux États-Unis pour le passage à travers l'isthme du pays, par les moyens existants et par des moyens à venir. Le train possédé par les États-Unis était alors le seul moyen de transport à travers l'isthme, et la Société française de géographie proposa l'idée d'un canal, sans pour autant réussir à la matérialiser. Ceci suffit cependant à redonner au gouvernement colombien un intérêt pour cette région ultrapériphérique du territoire national, et remettre en question les droits des États-Unis dans la région. Theodore Roosevelt réagit en déclarant que les «lièvres [Jack Rabbits] de Bogota ne devraient pas avoir le pouvoir d'empêcher indéfiniment la construction d'une des futures autoroutes de la civilisation» et en organisant la sécession de la région, encouragée localement par un vague sentiment d'appartenance nationale. Les Marines protégèrent l'«indépendance» de Panama d'autant plus facilement que le gouvernement colombien avait été affaibli par «la guerre de 1 000 jours» (1899-1902, guerre civile). La première constitution de l'histoire panaméenne donnait aux États-Unis «tous les droits, pouvoirs et autorités» dans la zone qui accueillera quelques années plus tard le canal, «que les États-Unis possèderaient», ainsi que tous les droits indéfiniment «pour l'usage des fleuves, rivières, et autres voies d'eau» (McCullough, 1977; Simons, 2004).

Dès 1805, Thomas Jefferson déclarait que «la possession de l'île [de Cuba] était nécessaire pour s'assurer la défense de la Louisiane et de la Floride car elle est la clé du Golfe [du Mexique]» (cité dans Hernandez, 2002). Cuba représentait surtout, en plus de sa position géostratégique, le troisième plus grand exportateur (en valeur) d'Amérique du Sud après le Brésil et l'Argentine. C'est pourquoi, après avoir tenté en vain d'acheter

---

6. Noirs Marrons accueillis par les Séminoles en échange d'une rente annuelle sous forme de nourriture. Ces Marrons adoptèrent la culture séminole et certains devinrent à la suite de mariages des chefs tribaux.

la colonie aux Espagnols, les États-Unis virent d'un bon œil qu'une communauté d'expatriés dirigée par José Martí fomenta depuis Miami la révolution de 1895. Ce dernier, ayant « vécu dans le monstre », affirmera que le but ultime de cette révolution était d'assurer l'indépendance de l'île avant qu'elle ne tombe aux mains des États-Unis. Cependant, en 1898, alors que l'armée espagnole avait été écrasée par les révolutionnaires, le gouvernement des États-Unis organisa le second Pearl Harbor de son histoire expansionniste (ou en profita, comme souvent, la chose n'est pas claire...), l'explosion du *Maine* dans le port de la Havane, pour occuper militairement l'île et écraser les derniers bastions de résistance espagnole. Les États-Unis allaient dès lors se « construire un empire aux frais de l'Espagne » (Emily Rosenberg, citée dans Lamrani, 2003). Le traité de Paris mit fin aux hostilités, accordant aux États-Unis la possession de Porto Rico, conquise de la même manière, et légitimant la mise en quasi-protectorat de Cuba, signifiant que les investissements des entreprises étasuniennes dans le pays seraient défendus militairement en cas de nécessité.

Après avoir massivement investi dans l'agriculture de l'île aux deux États d'Hispaniola, les États-Unis colonisèrent militairement Haïti en décembre 1915 et la République dominicaine, dans la foulée, en 1916. « L'étudiant en histoire latino-américaine ne sera pas surpris que la conjonction entre une pénétration massive de capitaux étrangers et l'intrusion quasi continue de bateaux de guerre dans les eaux nationales [...] ait finalement mené à une occupation armée » (Farmer, 2006). Le « protectorat virtuel » que les États-Unis mirent en place en République dominicaine, à Cuba et en Haïti, associé à la possession de Porto Rico et de la zone du canal de Panama, transformèrent la Caraïbe en un lac étasunien auquel la Colombie et le Venezuela allaient bientôt être ajoutés (Dulles, 1954). Le prétexte pour l'occupation d'Hispaniola fut une fois encore l'« instabilité », instabilité liée à l'expatriation des matières premières et du capital par les enclaves étrangères présentes dans le pays, comme le note l'historienne Brenda Plummer à propos d'Haïti (Plummer, 1988), mais aussi, déjà, à la présence de violentes dictatures collaborant avec les propriétaires étrangers (Farmer, 2006). Juste après que le général Vilbrun Sam eut été condamné par la justice populaire en châtiment de son œuvre dictatoriale<sup>7</sup>, les Marines débarquèrent en Haïti le 28 Juillet 1915 pour rétablir l'« ordre », notamment parmi une population qu'ils décrivent alors comme des « animaux noirs sans intelligence » (« *unthinking black animals* »)<sup>8</sup>. La constitution haïtienne de 1918, que Franklin Roosevelt déclarera avoir lui-même écrite, accorda

7. Le général Sam, voyant son heure venir, venait de faire exécuter 163 des 173 prisonniers du pénitencier national. Les familles des victimes comptaient au premier rang des lyncheurs du dictateur.

8. Article de la revue de géographie coloniale *National Geographic*, n° 38 (1920).

aux États-Unis les plus importants droits qu'aucun pays d'Amérique du Sud n'ait alors concédés, avec notamment le contrôle politique et administratif des États-Unis, la formation d'une nouvelle gendarmerie par les occupants, le contrôle des exportations, et en empêchant même le pays de recourir à des emprunts sans l'accord de la nouvelle métropole. Même l'élite haïtienne réagit négativement à cette constitution qui, d'un côté, effaçait d'un coup de baïonnette le sang des dizaines de milliers d'esclaves morts pour la constitution de Dessalines (interdisant tout contrôle étranger de la terre haïtienne) et, de l'autre, privait cette élite locale des retombées de l'exploitation des paysans haïtiens. Farouchement attachés à leurs valeurs démocratiques, les occupants invitèrent tous les Haïtiens à un référendum sur la nouvelle constitution. Plusieurs groupes d'électeurs à qui on avait fait des cadeaux en nature furent amenés vers les bureaux de vote où on leur remit un bulletin blanc où il était marqué « oui », et la nouvelle constitution fut approuvée par 99,9 % des suffrages exprimés (représentant 5 % de la population) (Gaillard, 1982 ; Farmer, 2006 ; Chomsky, 2006).

Dans les îles de taille moyenne des Antilles, la bataille pour la territorialisation étasunienne fut moins féroce, en raison d'intérêts économiques moins grands, mais pas négligeables. Contrairement à l'empire espagnol qui abandonna ces « îles inutiles » (dans l'optique de la recherche du mythique Eldorado) aux Britanniques, aux Hollandais et aux Français dès que la piraterie et la concurrence se firent trop rudes, les États-Unis n'abandonnèrent pas ces espaces à la domination britannique. Les mines de bauxite jamaïcaines et les potentialités minières du Guyana (or, etc.), les gisements pétroliers de Trinidad et le potentiel touristique ainsi que la position géostratégique des îles Vierges, des Bermudes et d'Antigua en firent par exemple des espaces voués à une autre forme de colonisation militaire : l'installation de bases militaires durant la Seconde Guerre mondiale (Foreign Affairs Division, 1975). Tout comme dans la Colombie actuelle, les États-Unis ont implanté leurs bases militaires dans les régions prospères (en or, en pétrole, etc.) et revendiquées (par les groupes de guérilla) au nom de la lutte contre la drogue (Cuellar, 2005) ; l'empire naissant prendra prétexte de la Seconde Guerre mondiale et de la menace des sous-marins nazis pour s'implanter militairement dans ces territoires britanniques, s'alliant au passage aux armées locales et propageant ce qu'on appelle alors encore le « mythe américain » en utilisant les grands moyens. Ce mouvement correspond à la reprise par la force des colonies espagnoles, la Grande-Bretagne, empêtrée dans la Seconde Guerre mondiale, n'étant pas en mesure d'empêcher cette extension de l'aire d'influence de l'empire des États-Unis à ses colonies.

Ainsi, l'île pétrolière de Trinidad change symboliquement de mains en 1941 lorsque les États-Unis occupent l'île pour en faire une base navale et aérienne. Cette partie de l'histoire a été largement ignorée à Trinidad, pour ne pas dire censurée, en raison de l'implication du D<sup>r</sup> Eric Williams, qui en plus d'être historien (antiimpérialiste), fut premier ministre de l'île, de l'indépendance en 1961 jusqu'en 1985, après avoir fondé son parti au milieu des années 1950. Les États-Unis justifient facilement cette colonisation auprès de la population : les Britanniques traitaient Trinidad comme une périphérie éloignée et délaissée appartenant au « bidonville de l'empire » (*Slum of the Empire*), eux apporteront des emplois et une aide financière, ainsi qu'un réseau électrique digne de ce nom (Harvey, 2007). Lloyd Braithwaite voit cette occupation comme une « révolution » à Trinidad, grâce à la modernisation ainsi « offerte » après des siècles de dénuement (Braithwaite, 1953). De plus, la Seconde Guerre mondiale fournit un argument imparable : les États-Unis protégeront la population d'une éventuelle attaque des nazis. Comme le note Harvey R. Neptune, tous les militaires étasuniens ne partiront pourtant pas à la fin de la guerre...

L'occupation militaire de Trinidad fait en effet suite, et de près, à la reprise par les États-Unis des gisements pétroliers vénézuéliens contrôlés eux aussi par les Britanniques (1928), à l'époque où s'amorce véritablement le premier cycle de Kondratieff lié au pétrole. De même, les États-Unis cherchent alors à sécuriser sur toute l'étendue de « leur » méditerranée, la périphérie du canal de Panama.

La Jamaïque connut l'installation d'une petite base militaire durant la Seconde Guerre mondiale, mais les intérêts du secteur bananier des États-Unis, et surtout des entreprises de la bauxite et du secteur touristique, justifiaient une intervention de la CIA durant les années 1970 pour renverser le gouvernement socialiste de Manley.

Au Guyana, l'occupation correspond à la prise de conscience croissante des potentiels du sous-sol du pays, potentialités qui pousseront Britanniques et Étasuniens à repousser l'indépendance jusqu'au moment où se présenta un candidat acceptable en la personne de Forbes Burnham, amené au pouvoir par des manœuvres de la CIA, du gouvernement britannique et de son armée, et des compagnies minières et pétrolières des États-Unis implantées localement. On verra par la suite que le candidat idéal ne se prêta que peu au jeu et nourrit une soif de pouvoir personnel telle que les États-Unis devraient par la suite revenir pour imposer un politicien à l'inspiration marxiste usée par les divisions ethniques caractérisant le pays et le rapprochement avec les classes aisées indo-guyaniennes (Blum, 2005 ; Benjamin, 2007 ; Seecharan, 2005 ; Gibson, 2003 ; Jagan, 1966 ; Sumesar-Rai, 2005 ; Majeed, 2005).



À l'exception de la partie occidentale des îles Vierges, d'Antigua et de Sainte-Lucie, stratégiquement situées sur la ceinture abritant le canal de Panama, et du riche territoire pétrolier de Trinidad, les petits territoires de la Caraïbe orientale ne furent jamais colonisés directement par les États-Unis. Il semble qu'ils n'aient jamais considéré comme économiquement rentables ces petites îles calcaires sèches et ces îles volcaniques, certes arrosées, mais aux pentes abruptes et aux ceintures littorales impropres à l'agriculture extensive. Les intérêts économiques des États-Unis dans la région n'ont donc jamais été assez importants pour justifier une intervention *manu militari*. Ces miettes ont pu être un temps laissées aux empires d'Europe occidentale, en souvenir de leur grandeur passée dans la région. Les îles Vierges ne seront cependant jamais « rendues » (aux Britanniques) après l'occupation puisqu'elles devinrent un territoire caribéen bâtard, américain en principe, mais dont les citoyens n'ont pas le droit de vote aux élections américaines. Sainte-Lucie gardera de l'occupation un rôle de station de ravitaillement militaire de la Caraïbe pour les États-Unis qui y installeront, dans l'Ouest, plusieurs réservoirs destinés à l'approvisionnement de leur marine de guerre, en échange de la construction de quelques écoles... C'est ainsi que les États-Unis s'assureront le contrôle militaire de toute la région caraïbe, étant présents à proximité immédiate de chacune des îles, jusqu'aux plus petites, dans lesquelles des intérêts américains pourraient nécessiter une intervention.

Le cas particulier de Grenade doit être signalé. Grenade est une des plus petites îles volcaniques de la région, productrice à petite échelle de bananes, de cacao et de noix de muscade, et terre d'accueil de la petite université de médecine de St. Georges regroupant quelques centaines d'étudiants des États-Unis. Même si le New Jewel Movement de Maurice Bishop avait permis, comme le prétendent certains, la transformation de l'île en une importante plateforme de production de ganja, Grenade ne semblait pas en position d'attiser spécialement les visées expansionnistes des États-Unis. L'île représente en effet le deuxième territoire caribéen le plus éloigné de ses côtes, comptait à peine plus de 110 000 habitants à l'époque, et aucune véritable importance stratégique si ce n'est une vague proximité avec les gisements pétroliers vénézuéliens et trinidadais, ainsi qu'une non moins vague proximité avec le canal de Panama (comme toutes les îles des Antilles et les pays d'Amérique centrale par ailleurs). Il apparaît par conséquent difficile d'expliquer rationnellement l'invasion militaire du 23 octobre 1983 autrement que pour faire un exemple de ce qu'entraîneraient des velléités nationalistes dans la région. Tout les observateurs impartiaux, jusqu'à la très conservatrice Banque mondiale, firent en effet l'éloge du gouvernement socialiste de Maurice Bishop (O'Shaughnessy, 1984), tandis que les représentants du gouvernement par intérim mis en



place par les États-Unis après le coup d'État déclarèrent au *Guardian* que leur parti avait donné une nouvelle conscience aux habitants de l'île, une confiance et une fierté nationale, malgré les difficultés rencontrées (*Guardian*, 12 Juin 1984, cité dans Blum, 2005). En outre, le gouvernement de Maurice Bishop ne se mit pas en travers des établissements privés déjà implantés dans l'île, se contentant de développer un système de santé gratuit, des programmes d'éducation, d'améliorer le système de la distribution d'eau et la distribution gratuite de lait pour les enfants, etc. Engagé dans la même voie politique que la Jamaïque de Michael Manley (1972-1980), les deux hommes ayant été ouverts au socialisme des Fabiens dans l'Angleterre du milieu du siècle, le gouvernement de Maurice Bishop se mit dans la gueule du loup en se tournant vers Cuba, après l'élection de mars 1979, pour y trouver un appui face aux pressions du candidat battu Eric Gairy qui avait immédiatement trouvé à Miami tout le support nécessaire aux « rééquilibrages » politiques dans la méditerranée américaine. Le tourisme ralentit aussitôt à Grenade et des rumeurs circulèrent tour à tour sur les possibilités que l'île abrite une base sous-marine soviétique (dans une zone d'eau peu profonde...), un aéroport militaire cubain (construit par des entreprises britanniques et étasuniennes<sup>9</sup> avec l'aval de la Banque mondiale et des financements européens et canadiens), que le gouvernement prêtait main forte aux Sandinistes, etc. Suite à l'échec de la tentative de déstabilisation par la CIA, échec relatif puisque des dissidences au sein du parti radical du NJM avaient tout de même entraîné l'assassinat du leader populaire Maurice Bishop, près de 10 000 Marines furent envoyés dans l'île après le bombardement de tous les bâtiments importants, y compris un hôpital et la maison de l'ambassadeur de Cuba. Le plus puissant empire du monde balaya la révolution de Grenade en une semaine, se vengeant pêle-mêle, sur une république de 100 000 habitants, de l'échec du Vietnam, de l'assassinat de soldats au Liban et de la prise d'otages d'Américains en Iran. Les écoles furent « invitées » à diffuser le film (américain) *Grenada: Return to freedom*, tandis que des hélicoptères de l'armée d'occupation lançaient des tracts de propagande. Après avoir, dans un premier temps, tenté une campagne destinée à ternir l'aura de feu Maurice Bishop, les États-Unis, faisant face à la très grande popularité du leader assassiné, changèrent de tactique en se présentant aux yeux des habitants

---

9. Layne Dredging Co., située en Floride, se chargea des travaux d'agrandissement, et Plessey, située en Grande-Bretagne, du système de communication. L'aéroport fut construit et agrandi, avec des normes purement civiles, avec les encouragements de la Banque mondiale dans un vaste plan de développement du secteur touristique qui comprenait aussi la construction d'hôtels, etc. Ironie du sort, les États-Unis décidèrent de modifier la structure de l'aéroport pour lui permettre d'accueillir des avions militaires après l'occupation militaire...

comme les instruments de la vengeance contre ses meurtriers (Searle, 1983; O'Shaughnessy, 1984; Blum, 2005). La colonisation militaire de Grenade serait la dernière de cette nature dans la région, la seconde et la troisième phases de la colonisation étant déjà solidement ancrées dans la majorité des territoires environnants.

Contrairement aux îles des Grandes Antilles, la Colombie et le Venezuela ne connurent pas de colonisation de la part des États-Unis, si on omet bien sûr la création de l'État de Panama abordée précédemment. Les deux pays se sont en effet émancipés grâce à leurs propres forces de la tutelle coloniale, à la manière d'Haïti ou de Cuba, sans que, comme dans ce dernier exemple, les États-Unis aient eu l'opportunité de prendre immédiatement le relais. Il est vrai que la reprise du territoire libéré et unifié sous Simon Bolivar, s'étendant du Pérou, au sud, au Venezuela et à la Colombie, au nord, aurait représenté pour l'empire naissant des États-Unis une tâche beaucoup plus complexe que la reprise progressive, par paliers, des Grandes Antilles, beaucoup plus petites, isolées, moins peuplées et plus proches. Cependant, les entreprises nord-américaines n'hésitèrent pas à investir massivement dans les deux pays au potentiel énergétique et minier exceptionnel, en s'appuyant sur les réussites des précédentes expériences antillaises. Dans le cas de la Colombie par exemple, les investissements furent multipliés par 100 entre 1919 et 1929 durant le règne du général Reyer, passant de 0,6 à plus de 600 millions de dollars, ce qui montre que les capitaux américains étaient à l'abri dans la région (Simons, 2004). De même, le Venezuela n'entrera dans la sphère d'influence des États-Unis qu'avec l'amorce du cycle pétrolier, à la fin du premier quart du XX<sup>e</sup> siècle, à une époque où, l'expérience aidant, les États-Unis avaient le savoir-faire nécessaire pour mettre en place une occupation économique sans avoir recours à une colonisation directe. On le savait alors, la délégation des tâches s'avère, ô combien, plus économique.

## **2. La délégation des tâches au personnel local compétent : organisation d'armées intermédiaires, naissance du « colonialisme indirect »**

*Un militaire sans formation politique est un criminel potentiel.*

Thomas Sankara

En 1921, le ministre de la Marine des États-Unis (*Lord of Admiralty*) informa les compagnies pétrolières nationales : « si nous sécurisons les sources de pétrole disponibles dans le monde, nous pourrons faire comme bon nous

semble» (Walter Hum Long cité dans Rutledge, 2005). S'ensuivit un vaste mouvement d'investissement dans le secteur énergétique colombien (Simons, 2004), principalement dans le secteur pétrolier (Cuellar, 2005). Dans le même temps, juste après qu'une explosion dans le sous-sol à proximité de Maracaibo eut révélé la présence de gigantesques réserves dans la lagune (Brossard, 1993), les États-Unis investirent massivement dans le gouvernement tyrannique de Juan Gomez au Venezuela, recevant en échange, en 1928, les concessions auparavant accordées aux compagnies britanniques (Rabe, 1982; Chomsky, 2006).

En Colombie, ce ne fut cependant pas aussi simple que dans le cas du régime autoritaire de Gomez, dont s'accommodaient particulièrement bien les États-Unis pour protéger leurs intérêts économiques dans toute l'Amérique latine (Stokes, 2005). En Colombie, ils furent confrontés à des difficultés majeures en raison de la résistance de nombreux groupes de guérillas, dans le sud du pays principalement, suite à l'extension de la *violencia* des milieux urbains qui aurait gagné les campagnes après la répression du mouvement populaire. La *violencia* marqua le début d'une longue période d'insécurité pour les investissements étrangers qui se manifestait par une résistance farouche à la « colonisation économique » (locale et étrangère). Ce phénomène ne revêtit cependant pas la même importance que celle qu'il a connue en Colombie (Navaro, 1995; Coronel, 1983). Pour assurer la sécurité de leurs firmes et de leurs approvisionnements, les États-Unis investirent alors massivement dans l'aide militaire au Front national créé en Colombie en 1958 pour réconcilier les deux partis monopolisant traditionnellement le débat démocratique, avant de parrainer, en injectant près de dix milliards de dollars (entre 1958 et 2008), le Plan Lazo et le Plan Colombia destinés à éliminer toute forme de guérillas sous prétexte de lutter contre le communisme (1950-1980) puis la drogue (1980-2000) et enfin le « narcoterrorisme » (Stokes, 2005; Hylton, 2006). Une équipe d'experts militaires étasuniens de retour des Philippines fut d'abord détachée en Colombie en octobre 1959 pour trouver les moyens de lutter contre la guérilla. Ces experts redéfinirent les objectifs de l'armée colombienne qui passa de la défense contre l'extérieur à la lutte contre « l'ennemi intérieur », par la création de brigades vouées à la contre-insurrection, la mise en place d'un réseau de renseignement, une amélioration des techniques d'entraînement (notamment des formations pour pratiquer la torture), et la création de groupes paramilitaires (Avilés, 2006; Stokes, 2005). Les États-Unis devaient fournir une aide militaire et assurer la formation, tout en jouant un rôle général de direction des tâches, des troupes spéciales allant et venant en Colombie pour se charger des opérations et pour distribuer des manuels anticommunistes avec des manuels présentant toute velléité de résistance au système économique imposé par les États-Unis comme étant une forme

de communisme (CIA, 1965). La prise en charge des activités militaires colombiennes se traduisit rapidement par l'envoi d'un tiers des effectifs de l'armée nationale dans le sud du pays et la formation de groupes paramilitaires pour régler le problème de la guérilla (Plan Lazo), puis l'installation de bases militaires autour des gisements aurifères et pétrolifères (Plan Colombia) (Cuellar, 2005). Le renforcement des investissements des États-Unis dans l'économie colombienne (4,3 milliards annuellement) ainsi que dans le secteur militaire (près de 10 milliards durant le dernier demi-siècle dont 7 milliards pour les 5 dernières années) est étroitement lié à l'accroissement de la dépendance des États-Unis envers les marchés, et bien plus encore, du pétrole colombien. Face à l'aggravation des tensions qui entourent l'exploitation par les États-Unis du pétrole du Moyen-Orient, les sources d'Amérique latine (par ordre décroissant Mexique, Venezuela et Colombie) prennent une importance capitale. L'importance vitale du pétrole colombien est renforcée par les tensions qui entourent désormais les relations diplomatiques avec le Venezuela (l'ambassadeur des États-Unis fut expulsé en décembre 2008).

Cependant, en raison de la violente dispute entre partis libéral et conservateur en Colombie, les États-Unis durent avant tout « pacifier » la région pour assurer la sécurité de leurs investissements et des abords du canal de Panama. Dans les deux pays s'installèrent avec la pénétration des États-Unis dans l'économie locale des régimes à tendances autoritaires fermement attachés au pouvoir grâce à une armée équipée, formée et financée par la nouvelle métropole.

Le Cuba libéré de la tutelle espagnole connut immédiatement le poids de la domination du voisin *yankee*. Le traité de Paris laissa les Cubains dans un proto-protectorat sous la domination des États-Unis et ces derniers en profitèrent pour porter au pouvoir le candidat unique Thomas Palma en février 1902. Le premier président du Cuba « indépendant » se trouvait aux États-Unis au moment de son « élection », avait vécu durant 20 ans à Miami et possédait la double nationalité. Tout un symbole...

Dans les dix années qui suivirent, les États-Unis durent envoyer sur place par trois fois leurs Marines pour calmer les ardeurs révolutionnaires des Cubains et remettre au pouvoir un candidat « adéquat ». Il apparut rapidement que ce candidat devait avoir une poigne de fer sans quoi une révolution serait inévitable. Paradoxalement, le candidat idéal, le sergent Batista, fut trouvé en la personne d'un militaire révolutionnaire qui renversa un énième président imposé par les États-Unis – Carlos M. Cespedes – le 5 septembre 1933, avec l'aide d'une grande partie de la population. Le 10 mars 1952, Fulgencio Batista prit le pouvoir et suspendit la constitution de la « colonie virtuelle ». Cuba devint un paradis économique pour

une minorité proche du dictateur – le quintile le plus riche de la population monopolisa rapidement 60 % des richesses du pays ; 8 % des propriétaires terriens possédaient 71 % des terres – et pour les entreprises étasuniennes qui possédaient 80 % des services, mines, ranches, raffineries de pétrole, 40 % de l'industrie sucrière et 50 % du chemin de fer. Pour une population soumise à la terreur de la police, de l'armée et des « Tigres » (milices de Batista) rivalisant dans l'art de l'exaction et de la torture, ce fut l'enfer. Lorsque la révolution se déclencha, une habitation rurale sur deux avait un sol de terre battue, seulement 2 % avaient l'eau courante et 9 % l'électricité ; 22 % de la population totale avait un niveau d'éducation à peine supérieur à la troisième année (Lamrani, 2003).

Après avoir colonisé Haïti à partir de 1915, les États-Unis imposèrent, comme à Cuba, une succession de dictatures et de régimes militaires. Malgré la formation d'une nouvelle gendarmerie entraînée et contrôlée par les États-Unis, et mise en place principalement pour veiller à l'application de la nouvelle constitution rédigée par Roosevelt, aucun d'entre eux ne put imposer la terreur de manière assez énergique et systématique pour calmer les ardeurs révolutionnaires des paysans haïtiens renvoyés à la corvée et dans les champs de canne, désormais possédés par les planteurs nord-américains. Comme à Cuba, c'est encore un personnage plein de paradoxes, François Duvalier, qui sera finalement désigné comme candidat adéquat après que la « révolution noiriste » l'eut hissé au pouvoir. « Papa Doc », puis son fils, entérineront le rôle de Haïti comme réservoir de main-d'œuvre des entreprises nord-américaines, notamment pour les innovantes zones franches de Port-au-Prince. De même, les Duvalier vendirent « leur » main-d'œuvre au voisin dominicain pour combler les déficits dans les champs de canne possédés par les planteurs étasuniens (Gage, 1997).

De manière similaire, les États-Unis colonisèrent la République dominicaine de 1916 à 1922. Agent de sécurité sur la côte sud du pays, le jeune Rafael Trujillo fut embauché dans la Guardia Nacional en 1918 (Gregory, 2007). Cette armée, appelée à devenir par la suite l'armée nationale dirigée par le général Trujillo, fut fondée, comme la gendarmerie haïtienne, pour défendre les intérêts des États-Unis une fois les Marines repartis. Elle ne s'opposa pas au coup d'État qui renversa le général Vasquez en février 1930 au profit du général Trujillo, imposant un parti unique auquel les Dominicains devaient adhérer, moyennant 10 % de leurs revenus mensuels, pour obtenir une carte d'identité nationale. Les États-Unis soutinrent la dictature militaire du général qui veilla au bon déroulement de l'activité économique des firmes sucrières nord-américaines jusqu'à la révolution cubaine. L'« inévitable révolution » contre le régime de Batista

fit craindre aux États-Unis une répétition du phénomène partout où les mêmes conditions étaient réunies. Or aucun territoire, aucune économie, aucune société ne ressemblait alors plus au Cuba de Batista que la République dominicaine voisine de Trujillo, territoire qui accueillit d'ailleurs le dictateur cubain en exil. C'est alors que des complots furent fomentés par les États-Unis et l'opposition locale, débouchant sur l'assassinat de Rafael Trujillo, en mai 1961, puis sur la mise en place de son premier ministre Joaquín Balaguer, la façade démocratique, en lieu et place du véritable président démocratiquement élu Juan Bosch. Comme cela arriva parfois, les États-Unis durent rapidement recoloniser militairement la République dominicaine, en 1965, pour s'assurer de la transition du gouvernement démocratique (socialiste) de Juan Bosch à la façade démocratique représentée par Balaguer (Blum, 2005). S'ouvrit alors l'ère de la République dominicaine néolibérale avec son « miracle économique » : une explosion du PNB moyen, qu'il conviendrait plus exactement de décrire comme un « mirage économique » en prenant en compte la réalité du développement des inégalités, de la pauvreté, de l'économie informelle, de la prostitution, et du gonflement artificiel des indicateurs économiques par la croissance démesurée du trafic de drogues illicites exercé par l'État.

En Jamaïque, les États-Unis investirent lourdement dans la candidature du conservateur Edward Seaga qui développa durant les années 1960 et 1970 l'art du clientélisme politique dans les ghettos de la capitale, Kingston, en jouant, comme son homologue François Duvalier, de la corde sensible de la musique traditionnelle (pratique appelée le *kouidyay* en Haïti), et plus encore de la peur de l'*obeah* (équivalent du vaudou).

Avec l'aide de la CIA, le parti conservateur renversa la révolution social-démocrate de Manley et installa au pouvoir l'américano-jamaïcain Seaga dans un bain de sang, en 1980, transformant définitivement la Jamaïque en une société extrêmement violente, corrompue, gangrenée par le crime organisé, et profondément inégalitaire. Les États-Unis vinrent immédiatement au secours du gouvernement conservateur avec un flux massif de prêts qui plongea définitivement le pays dans la dépendance. La Jamaïque devint le pays le plus endetté au monde (dette par habitant). On put alors véritablement basculer vers la phase de la façade démocratique, le retour du parti socialiste au pouvoir étant alors encadré par l'ajustement structurel lié à la dette...

Au Guyana, les États-Unis rateront le coche en s'attaquant de front au régime de Cheddi Jagan pour soutenir l'installation du régime autoritaire de Forbes Burnham (deux candidats pourtant de vague aspiration

marxiste) (Benjamin, 2007 ; Seecharan, 2005). Celui-ci développera comme son voisin Bouterse, au Surinam, un régime autoritaire, marqué par l'absence de rigueur idéologique, mais relativement défavorable aux intérêts des États-Unis dans la région. Le bouillonnement révolutionnaire, la complexité des rapports entre les ethnies dominant les débats idéologiques, et les conditions physiques se prêteront particulièrement mal à la territorialisation sous une autre forme par les États-Unis. Il faudra alors attendre que les régimes de Bouterse et de Burnham tombent d'eux-mêmes, par incurie politique, dans le piège de l'endettement, pour permettre au FMI de remodeler les économies nationales au profit des firmes nord-américaines. Les deux pays connaîtront donc un régime autoritaire, mais celui-ci sera caractérisé par son orientation relativement antiimpérialiste (Gibson, 2003 ; Sumesar-Rai, 2005 ; Blum, 2005 ; Majeed, 2005 ; Latin American Bureau, 1984 ; Bolan, 2004 ; Dew, 1994 ; Brana-Shute, 1990).

De même, le Cuba castriste connaîtra le paradoxe d'un socialisme autoritaire qui transformera l'île en un pays égalitariste, une société caribéenne modèle dans les secteurs de l'éducation et de la santé (Gravel, 2010), mais dans laquelle la liberté est remise en question par un régime rendu paranoïaque par un embargo officiel et une campagne officieuse de terrorisme et de sabotage. Ces dérives largement forcées par les courants géopolitiques vaudront au régime de Castro de perdre plusieurs de ses premiers soutiens, y compris celui de la figure de proue de la révolution cubaine, Ernesto Che Guevara, qui se désolidarisera de Fidel Castro.

Les petites îles de l'est des Antilles ne présentèrent sans doute pas un intérêt économique assez fort pour justifier une colonisation directe – hormis dans les cas des implantations de bases militaires évoqués plus haut – ou l'imposition de régimes militaires destinés à conserver les acquis coloniaux nord-américains. Bon nombre de ces espaces demeurèrent durant cette période sous domination hollandaise, française ou britannique.

En Dominique, cependant, les États-Unis profiteront du régime autoritaire de Patrick John qui instituera, à l'indépendance, l'armée nationale dans le but de renvoyer les paysans dans les champs de banane – au prix de violents affrontements. Patrick John restera célèbre pour son *Dread Act* qui permit d'assassiner en toute légalité les habitants des communautés autosuffisantes de l'île (chapitre 6). Sous sa poigne de fer, le nombre d'étrangers, principalement étasuniens, impliqués dans la gestion du pays, augmenta malgré l'indépendance (Honeychurch, 1982). Un Texan du nom de Don Pierson acquit même 40 % des terres arables de l'île, ainsi que la



seconde ville du pays, Portsmouth, sur laquelle l'accord de la *Dominica Caribbean Free Port Area* lui accorda « tous les droits sur le territoire, les personnes et les entreprises » (Honeychurch, 1984). Lorsque les Dominicains se révoltent contre le régime autoritaire, en 1979, Patrick John envoie l'armée mater l'émeute. On déplore rapidement un mort et 10 blessés graves. La révolte populaire chasse finalement Patrick John du pouvoir au profit du socialiste Séraphin Olivier, qui assure l'intérim et participe, en 1979, au congrès tenu à Grenade dénonçant l'impérialisme des États-Unis dans la région caraïbe. Face à la « menace », les États-Unis investissent massivement dans la reconstruction de l'île après le passage du dévastateur cyclone David (1979), tout en mettant au pouvoir l'ultraconservatrice Eugenia Charles, qui s'attachera à poursuivre le travail commencé par Patrick John. Ses lois sécuritaires complètent le *Dread Act* de John et permettent alors d'emprisonner toute personne « susceptible » de commettre un crime et toute personne « antipatriotique ». Cette façade démocratique lance le règne d'un néolibéralisme liberticide qui sera remis en question avec le retour du militant Rosie Douglas, qui mourra d'une crise cardiaque quelques années après son arrivée au pouvoir.

À Grenade, après l'intervention militaire, les États-Unis portent au pouvoir Herbert Blaize, en 1984. Il récolte 14 des 15 sièges au parlement durant l'élection tenue sous l'occupation. Le seul représentant de l'opposition, occupant le 15<sup>e</sup> siège, renonce à son poste en raison de ce qu'il qualifie de trucage des élections et d'« interférence dans le processus de vote par des forces étrangères ». Un an plus tard, le Council on Hemispheric Affairs<sup>10</sup> dénonçait les agissements de la nouvelle force de police formée par les États-Unis, ses abus de pouvoir, sa violence et les arrestations arbitraires. D'après le rapport, les stations de radio contestataires avaient été fermées de force et les groupes anti-insurrectionnels soutenus par les États-Unis remettaient en cause les droits civiques. Une liste de 80 livres furent interdits à l'importation, notamment les œuvres de Graham Greene, et Herbert Blaize finit par suspendre le parlement en 1981 (Blum, 2005).

L'imposition de régimes autoritaires défendant les intérêts des États-Unis n'empêchera pas des interventions ponctuelles (des retours en première phase...), marqués par la présence des Marines pour rétablir l'« ordre » en cas de dérives démocratiques trop prononcées, comme en République Dominicaine en 1963, à Panama en 1989, en Haïti à de nombreuses reprises et, dernièrement, en 1991 et 2005.

---

10. Organisation non gouvernementale (ONG) située à Washington et fondée en 1975 pour « encourager la formulation de politiques rationnelles et constructives vis-à-vis de l'Amérique Latine ». Voir le site de l'ONG : <http://www.coha.org/about-coha/>.



### 3. La phase des façades démocratiques

*Is life and debt  
 All a wi a fret  
 Life and Debt  
 Freedom not yet  
 Caricom carry gone everything<sup>11</sup>  
 Too much importin debt increase  
 Country deh pon lease<sup>12</sup>  
 Politicians a fraud  
 De people draw bad card  
 Tings nuh cool  
 Dem teck wi fi fool  
 Gun shot in de street  
 Blood pon sheet  
 Sour nuh sweet.*

Mutabaruka, *Life and Debt*, 2000

Sur ces bases assurant l'emprise de la territorialisation impériale des États-Unis en remplacement des anciennes territorialités impériales européennes, le système néolibéral favorisant les entreprises de ces territoires lointains ne pouvait que prospérer.

Différents types de gouvernements peuvent correspondre à ce que nous appelons une façade démocratique. Ainsi, un gouvernement élu grâce à un financement massif permettant de participer à une vaste campagne électorale et à contribuer à des mesures clientélistes concrètes constitue une façade démocratique. C'est l'exemple du régime d'Eugenia Charles, la «dame de fer de la Caraïbe», qui arrive au pouvoir en Dominique en 1980 grâce au soutien financier massif des États-Unis pour la reconstruction de l'île, après le passage du cyclone dévastateur David. Mais une façade démocratique peut aussi prendre la forme d'un mouvement politique authentique, progressiste, nationaliste, et relativement radical, mais contraint par des facteurs extérieurs à s'aligner sur une politique déterminée. L'exemple le plus caricatural est sans doute offert par le retour d'Aristide – ou «Harry Steede» comme on commence alors ironiquement à l'appeler à son retour

---

11. Héritage des langues parlées dans le golfe de Guinée, le langage jamaïcain se distingue de l'anglais par sa propension à faire appel à plusieurs verbes directement enchaînés pour préciser une action. C'est ainsi que *to carry come* signifie «apporter» (équivalent de *to bring* en anglais), tandis que *carry gone* signifie «emmener», «partir avec». D'où le jeu de mot avec l'acronyme du marché commun CARICOM (la *Caribbean Community*).

12. En jamaïcain, *deh* est un dérivé de l'anglais «there» («là»). Cependant, les Jamaïcains l'utilisent aussi, comme dans certaines langues africaines, comme un verbe exprimant l'idée d'être.

des États-Unis – au pouvoir en Haïti en 1994 (Lemoine, 2004). Ce retour fut en effet conditionné par l'acceptation tacite d'appliquer la politique d'«ajustement structurel» mise en œuvre par le FMI pour rembourser les dettes accumulées suite au racket colonial au XIX<sup>e</sup> siècle, puis par la longue série de dictateurs «sélectionnés» par les États-Unis (on parle de «sélections» par jeu de mots avec élections). Aristide rompra en 1996 avec cette ligne politique, après avoir été battu aux élections par René Préval, qui devint alors lui-même une parfaite façade démocratique, protégée des émeutiers par les *Peacekeepers* de l'Organisation des Nations Unies après le second coup d'État contre Aristide en 2004. Il sera plébiscité par le gouvernement des États-Unis pour son rôle dans le maintien de politiques néolibérales imposées par l'«ajustement structurel», et la conservation des schémas de servitude appliqués à une main-d'œuvre locale embauchée dans les zones franches d'assemblages et les plantations agricoles étrangères.

Preuve de ses orientations, René Préval – qui refusera de participer au second tour de l'élection et se fera nommer président directement sous occupation des États-Unis – nommera immédiatement comme premier ministre le candidat des États-Unis (déjà choisi par eux comme président en 2004), le néodualiste Gérard Latortue (Chomsky, Farmer et Goodman (dir.) 2004; Amnesty International, 2005; Corbit, 2006), sans se soucier du fait que la DEA connaisse, au moins depuis 2006, les activités de ses proches comme son neveu et chef de la sécurité Youri, impliqué dans le trafic de cocaïne à grande échelle<sup>13</sup>.

Une façade démocratique n'a donc pas de couleur politique propre dans la manière dont elle se présente à son peuple. Mais sa politique est conforme aux diktats du FMI. En échange, la communauté internationale ferme les yeux sur ses activités illicites comme on l'a vu en Haïti, mais aussi à Trinidad, Saint-Vincent (Cruse, 2010) et à la Jamaïque (Cruse et Célime, 2010) notamment.

Ceci correspond grossièrement à la troisième étape de la domination territoriale, faisant logiquement suite à la colonisation et à l'imposition de régimes autoritaires. On glisse d'un type de colonisation lourd et aréolaire (on colonise une aire, une surface) vers un type de domination subtil et réticulaire. Ce glissement vers des façades démocratiques a été rendu nécessaire par la matérialisation des «inévitables révolutions» (LaFeber, 1993) à Cuba en 1959, bien que la menace ouverte d'intervention économique et militaire (et paramilitaire) plane toujours comme le montre notamment la réaction face à la «révolution bolivarienne» au Venezuela.

---

13. [http://www.usdoj.gov/dea/pubs/news\\_releases.htm](http://www.usdoj.gov/dea/pubs/news_releases.htm).

Les choses demeurent cependant complexes, car les représentants des façades démocratiques, tout comme les anciens dictateurs, évoluent dans l'étroit sillon où peuvent cohabiter leurs ambitions personnelles (politiques, économiques, parfois ethniques) et les diktats des métropoles du Nord-Atlantique.

À Trinidad et en République dominicaine, par exemple, les hauts représentants de l'État profitent ouvertement du pouvoir que leur confère le soutien des États-Unis – aussi longtemps qu'ils appliquent les politiques néolibérales nécessaires, d'un côté, à la sécurisation du pétrole de la lagune de Paria, de l'autre, à l'accès à la main-d'œuvre bon marché des zones franches de Santo Domingo, et dans les deux cas en fournissant des marchés d'exportations aux entreprises étasuniennes – pour instaurer un véritable trafic de cocaïne d'État aussi inégalitaire que l'économie licite. Là, on observe deux « miracles économiques » aux allures de mirage. La pauvreté est rarement aussi marquée dans la Caraïbe que dans ces deux îles dont les économistes vantent pourtant en permanence une réussite basée sur une organisation extrêmement inégalitaire (« flexible ») et sur les retombées du trafic protégé de drogues illicites. C'est ce qui explique que ces deux pays continuent d'être certifiés par le département d'État des États-Unis malgré l'implication flagrante des élites économiques et politiques du pays dans le trafic de drogues illicites (Cruse, 2010; Labrousse, 2003; Figueira, 2004; 2006).

Politiquement, les façades démocratiques caribéennes sont caractérisées par le système américain de la « partiarchie » ou « partitocratie » (Coppedge, 1995). Dans ce système, deux partis, se présentant comme antagonistes (socialiste/libéraux; démocrates/républicains, etc.), représentent les intérêts des élites économiques et définissent les limites du débat démocratique. À ces œillères démocratiques se superpose la personification du pouvoir en lieu et place du débat sur les différentes visions de l'organisation de l'espace. À Aruba, par exemple, Croes et Alam affirment que

L'électeur moyen ne choisit pas une plate-forme gouvernementale ou idéologique, il vote pour la personne en laquelle il peut avoir confiance, celui qui lui donnerait l'occasion de s'en sortir... Les votants demandent en retour des faveurs, le placement dans un nouveau schéma de logements, une éducation gratuite, des crédits pour s'acheter une maison, etc. (Croes, Alam, 1990)

En outre, le débat est généralement inexistant du fait de l'alignement de tous les partis sur une ligne strictement néolibérale, conforme aux injonctions du FMI durant les 20 dernières années.

En Jamaïque, l'époque à laquelle on taguait sur les murs du ghetto «l'impérialisme signifie l'exploitation de l'homme par l'homme, camarades nous [...] soutenons le gouvernement PNP» est révolue. Désormais, le choix des électeurs est partagé entre deux partis néolibéraux (le Parti national du Peuple, PNP, et le JLP) proposant différents enrobages accommodant la ligne politique dictée par le FMI, pour la rendre digeste à la population locale.

Plus caricatural encore, dans la Colombie actuelle, occupée par des effectifs de l'armée des États-Unis et une armée nationale formée, équipée et entraînée par les Marines pour défendre les axes stratégiques de l'économie des États-Unis dans le pays, les électeurs purent choisir en 2006, plus ou moins librement, entre trois partis néolibéraux : l'ultralibéral Primero Colombia d'Alvaro Uribe, le parti libéral colombien (qui compte encore, malgré la scission d'Uribe, une très large base de députés uribistes), et le parti dit «social-démocrate» mené par Carlos Gaviria, qui était chef du parti libéral colombien durant les élections de 2002... Uribe s'est imposé sans surprise grâce à l'appui décisif des régions contrôlées par les paramilitaires (*Mapping the Media in the Americas*, 2007).

Variante propre aux espaces à double «minorité majoritaire», au Guyana, au Surinam et à Trinidad-et-Tobago, la personnification du pouvoir est liée à une lointaine origine ethnique. Ainsi, à Trinidad par exemple, les électeurs indo-trinidadiens et afro-trinidadiens ne choisiront pas entre deux orientations politiques, les deux partis en lice étant ouvertement néolibéraux, mais entre un premier ministre «rouge» (d'origine indienne) et un premier ministre «noir» («black» ou «créole», personne d'origine africaine).

Paradoxalement, trois universitaires caribéens parlent, en 1997, puis en 2007, de la «mort du mouvement conservateur caribéen», en s'appuyant sur le constat du déclin des partis traditionnellement conservateurs (Midget, 1997; Barrow-Giles, Joseph, 2007). Pour Barrow-Giles et Joseph, la plupart des élections tenues dans la Caraïbe depuis 1990 montrent un retour des mouvements «socialistes», souvent présents au moment des indépendances, mais chassés soit par le gouvernement britannique, soit grâce à l'aide financière des États-Unis aux oppositions conservatrices – ou par les Marines. Les auteurs voient dans le retour du parti de Jagan au Guyana la mort du mouvement conservateur, quand bien même le parti récupère son pouvoir grâce au vote des Asiatiques au bénéfice de l'élite indienne du secteur privé guyanien. Ce succès est très étroitement lié aux bailleurs de fonds internationaux et aux États-Unis, qui laissent planer la menace d'une intervention militaire pour décourager toute tentative de renversement par les masses pauvres noires (Hitzen, 2003). De même, en

Jamaïque, où le parti conservateur JLP a, d'ailleurs, été ramené au pouvoir par les élections de 2007, les auteurs ne voient pas de relents de politiques conservatrices dans la perpétuation de l'« apartheid » touristique sur la côte nord<sup>14</sup>, pas plus que dans les zones franches et le démembrement de ce qui subsiste de service public du long règne du PNP, originellement socialiste, revenu au pouvoir en 1989. Ce retour était conditionné par l'acceptation de sévères ajustements de la part du FMI. Paradoxalement, le très conservateur JLP, désormais dirigé par Bruce Golding, fera campagne en 2007 contre le PNP en promettant la gratuité des soins hospitaliers, qui sera mise en application en avril 2008 dans la majorité des hôpitaux publics de l'île. Les partisans du JLP s'appuieront même, pendant la campagne électorale entachée d'une violence devenue coutumière, sur le refus du PNP de proposer l'éducation gratuite (Jaffe, Rhiney, Francis, 2009). Pareillement, malgré le surnom évocateur (« le camarade ») de son chef de file, la politique de l'Unity Labour Party (ULP) de Ralph Gonsalves, à Saint-Vincent, ne s'oppose en rien à la privatisation des Grenadines, dont les habitants de l'archipel sont progressivement évincés, ni à la mainmise des puissantes compagnies européennes et nord-américaines dans le secteur touristique, ni à un trafic de cocaïne protégé par certains hauts responsables du gouvernement.

La résignation des leaders conservateurs John Compton (Sainte-Lucie), James Mitchell (Saint-Vincent), Edward Seaga (Jamaïque), et Eugenia Charles (Dominique, décédée en 2005), comme la mort de Harold St John et plus encore de l'ultralibéral John Adams (Barbade) ne sonnent donc certainement pas le glas de l'emprise de la droite néolibérale conservatrice caribéeno-étasunienne dont l'empreinte idéologique se fait sentir sur tous les régimes sécuritaires des Antilles, et dont les partis dirigent encore les deux plus importantes îles du Commonwealth. Les ouvrages universitaires eux-mêmes sont en ce sens représentatifs de la vitalité de ces régimes conservateurs. Dans *The Contemporary Caribbean* (Potter *et al.*, 2004), les partis conservateurs et ultralibéraux de La Barbade sont par exemple décrits comme des modèles de « pragmatisme » « centriste », qui « choisirent de poursuivre une voie vers la modernisation moins aventureuse [que les régimes socialistes] et plus managérielle, le développement du tourisme et la diversification économique » qui font de l'île une des plus riches de la région, mais aussi une des plus inégalitaires et une des plus sécuritaires (La Barbade connaît le taux d'incarcération le plus élevé de la région avec

---

14. Sur les plages de la station balnéaire de Negril, pour donner un exemple, une « police touristique », composée de jeunes hommes et femmes noires coiffés de chapeaux de type coloniaux, patrouille en permanence pour empêcher les Jamaïcains d'accéder au littoral de leur île, en dehors de la minuscule et sale plage publique qui leur est encore autorisée.

plus de 130%). La variété des points de vue des auteurs de l'ouvrage sur des sujets de même nature montre cependant que ces orientations politiques ne font pas l'unanimité.

L'étude de Joseph et Barrow-Giles a le mérite de souligner les causes de la modification (et non de la destruction) du système des plantations par les partis conservateurs qui s'imposeront de gré ou de force lors des accessions à l'indépendance : le soutien massif des États-Unis cherchant à faire tomber cet archipel sous leur dépendance conformément à la doctrine Monroe. Les marionnettes conservatrices disparaîtront à la fin des années 1980 (à la manière du JLP jamaïcain par exemple) ou durant les années 1990 (Dominique<sup>15</sup>, Sainte-Lucie<sup>16</sup>, Saint-Kitts-et-Nevis<sup>17</sup>, Guyana<sup>18</sup>, Saint-Vincent<sup>19</sup>) avec l'effritement du soutien financier des États-Unis correspondant à la fin de la période de l'endiguement (*containment*), mais l'idéologie a imprégné jusqu'aux partis d'opposition qui n'adopteront bientôt plus que des politiques extrêmement conservatrices, notamment sous le poids de la « main invisible » du FMI : soumission à l'industrie croisiériste nord-américaine et plus généralement aux investisseurs étrangers, aucune remise en question d'une dette démesurée et discutable (héritage des soutiens massifs aux politiques conservatrices contre-productives localement), alignement sur la politique étrangère des États-Unis (« guerre à la drogue », « guerre au terrorisme », etc.), concessions sur la souveraineté des eaux territoriales, etc.

Parmi les petites îles de l'Est caribéen, celles qui sont aujourd'hui indépendantes sont devenues des façades démocratiques pour plusieurs raisons.

La première est la dépendance au marché extérieur et le pouvoir des quelques familles conservatrices – familles descendantes des colons britanniques ou familles « syriennes » – contrôlant les économies locales (généralement le port, les supermarchés, l'import-export).

Deuxièmement, le poids du FMI ne peut être négligé, puisque ce sont les politiques « suggérées » par cet organisme, la Banque mondiale, et la Banque interaméricaine de développement qui ont été suivies en ce qui concerne le tourisme (développement de l'industrie croisiériste et du tout inclus aussi à terre) et la finance (*offshore*).

---

15. Rosie Douglas et le Democratic Labour Party (DLP) s'imposent au tout début 2000.

16. Le Santa Lucia Labour Party (SLP) s'impose en 1997.

17. Le Saint Kitts Nevis Labour Party (SKNLP) prend le pouvoir en 1995.

18. Le Parti progressiste du peuple (PPP) de Jagan est élu en 1992.

19. Ralph Gonsalves est élu en 1994.

Par ailleurs, comme le note Don Marshall, le pouvoir de taxer a toujours été considéré comme la pierre angulaire de l'État souverain (Marshall, 2003). Terry Karl rappelle par exemple que les États pétroliers comme le Nigeria et le Venezuela sont traditionnellement fragiles en termes de territorialisation et de contrôle de leur population en raison des revenus tirés du pétrole qui les détournent du besoin de taxer leurs citoyens (Karl, 1995). Or les États est-caribéens ont été (re)façonnés, sur les conseils du créancier de Washington, sur le modèle de la défiscalisation, du hors-tax, et plus généralement de l'*offshore* et de la dérogation. Les États de l'Est caribéen sont justement considérés comme des paradis fiscaux et résidentiels car ils n'imposent pas (ou peu) leurs résidents, particulièrement les plus riches (la taxe sur la valeur ajoutée qui s'applique à tous en même proportion étant une des seules impositions dans ces espaces). La Barbade n'impose par exemple pas le capital, ni les propriétés, ni les héritages – se contentant d'un impôt sur le revenu, et de la taxe sur la valeur ajoutée, la TVA. Ne pas imposer proportionnellement à la richesse, ne pas (ou peu) taxer les propriétés et accorder de généreuses exemptions pour les investisseurs étrangers, ne pas fixer de limites au rapatriement de capital (etc.), telles sont les caractéristiques majeures des politiques économiques d'industrialisation par invitation dans la région. Autant de mesures particulièrement conservatrices et néolibérales, quelle que soit la couleur politique du parti au pouvoir. Il est aujourd'hui particulièrement choquant de voir les États ayant poussé ces petits espaces à se spécialiser dans la dérogation fiscale venir dénoncer, à leur tour, un nouveau type d'« État voyou » : le « paradis fiscal ».

Les Antilles ont connu, par ailleurs, un appel à des politiques de type néolibéral de la part des quelques réseaux familiaux – véritables clans dont l'habitat est ségrégué spatialement et qui territorialisent autrement le reste des îles, et contrôlent la vie économique et politique. L'écrivain trinidadien Vidiadhar S. Naipaul fut récompensé du prix Nobel de littérature après avoir décrit son peuple comme une population arriérée et limitée intellectuellement, selon lui, car elle ne maîtriserait même pas sa langue natale (l'anglais), et l'économiste Lucien Arthur Lewis fut gratifié du prix Nobel d'économie, en 1979, pour son engouement pour un « développement » tel que prôné par les pionniers occidentaux comme Walt Rostow. Cependant, les travaux du doyen de la faculté de sciences humaines de l'University of the West Indies, Mark Figueroa (1996, 2004, 2008), ont jeté un nouvel éclairage sur l'œuvre d'Arthur Lewis, notamment en établissant une distinction fondamentale entre la pensée économique d'Arthur Lewis, et le « modèle de Lewis », qui fut en réalité conçu par



deux économistes étasuniens (John Fey et Gustav Ranis<sup>20</sup>), à partir de leur interprétation d'un article de Lewis de 1954 (dont les conclusions ont plus tard été critiquées par Lewis lui-même). La Caraïbe devait, selon le « modèle de Lewis » (et non pas selon sa pensée économique), jouer sur son atout, son « avantage comparatif », soit sa main-d'œuvre abondante et bon marché pour contrecarrer les manques d'une économie duale. La clef du développement résidait dès lors dans le capital étranger. Il suffirait de l'« inviter » en offrant aux investisseurs un espace politique et économique attractif, avec par exemple la possibilité d'opérer leurs propres compagnies sur place et de rapatrier ensuite leurs bénéfices dans le processus qu'il est convenu d'appeler l'« industrialisation par invitation », dite la « stratégie de Lewis ». L'industrialisation, clef du développement, ne viendrait que par « un considérable apport de capitaux et de capitalistes étrangers et une période durant laquelle il faudrait ramper et courtiser ces gens » (Lewis, 1950). Pour Lewis, c'est la grande faiblesse de son argumentation, ce qui est bon pour les firmes des empires d'Europe et des États-Unis est donc bon pour les îles de la Caraïbe. Ces principes furent appliqués, sous une forme simplifiée (Conway, 1998), dans toute la Caraïbe anglophone et jusqu'à Porto Rico, Haïti et en République dominicaine (Potter *et al.*, 2004). Avec un peu de « retard », les Antilles françaises ont rejoint le mouvement, puisque le gouvernement néolibéral de Nicolas Sarkozy a signé un accord sur la création d'une zone franche industrielle globale suite aux grèves de 2009 (ce qui n'est pas le moindre des paradoxes). On connaît les dérivés de cette stratégie, lorsque les politiciens locaux appliquèrent la théorie en faisant du zèle, sous l'œil bienveillant des institutions internationales, allant jusqu'à établir des zones de non-droit – dites « franches » en français, ou « libres » en anglais – dans lesquelles les « invités » se comportèrent rapidement en maîtres, comme cela a été finalement le cas pendant les quatre siècles de présence occidentale dans la région. L'« industrialisation » par invitation fut donc dans la Caraïbe une invitation aux anciennes entreprises coloniales à reprendre pied dans la région, ce que ces dernières ne manquèrent pas de faire. Robert Potter, David Barker, Dennis Conway et Thomas Klak (2004) notent que la stratégie de Lewis se solda par la relocalisation de facilités de production de base de firmes multinationales étasuniennes, principalement dans des enclaves.

---

20. *A contrario* de la pensée économique d'Arthur Lewis, les deux économistes établissent un modèle de Lewis, basé sur l'article de 1954, affirmant le primat d'un glissement de la force de travail depuis le secteur agricole vers le secteur industriel (Fey, Ranis, 1964).



La Colombie représente le pays de la région où la façade démocratique est la plus transparente, et de loin. Alvaro Uribe a en effet été mis au pouvoir grâce au soutien militaire des États-Unis (Stokes, 2005) assorti d'un soutien financier de longue date, utilisé pour changer l'image du politicien colombien (Zaharna et Villabos, 2000) – sans parler des revenus du trafic de la cocaïne, le clan Uribe étant très impliqué depuis l'époque de Pablo Escobar (NSA Archives, 2004; Ospina, 2007; Hylton, 2006; RFI, 22 avril 2008<sup>21</sup>; Lemoine, 2004) –, et au final, avec le vote de 17,3% des Colombiens ayant eu à choisir parmi trois candidats néolibéraux (le taux de participation a été de 45%), durant des élections marquées par la mainmise et la pression croissante des groupes paramilitaires d'extrême-droite très proches à la fois du président et des intérêts étasuniens dans le pays (Hylton, 2006; Mapping the Media in the Americas, 2007; Manuels de la CIA et de l'armée de 1970 et 1989 cités dans Stokes, 2005; Cuellar, 2005; Yarborough, 1962; Americas Watch, 1989).

L'exemple colombien représente un cas classique pour comprendre cette troisième phase dite néolibérale. En Colombie et aux États-Unis, les puissantes compagnies minières, comme Occidental Petroleum, financèrent, des deux côtés, « leur » candidat à la présidentielle, en l'occurrence Alvaro Uribe en Colombie, Bill Clinton puis Georges Bush aux États-Unis. Puis, les investisseurs organisèrent un lobby pour la mise en place du Plan Colombie qui donna la priorité aux actions militaires contre les groupes de guérilla, la principale menace sur le commerce. Trois bases furent construites dans les principales zones disputées par ces multinationales nord-américaines à la population locale soutenue par des groupes de guérilla. La base du Sud, Bolivar, est, par exemple, située à proximité d'un des plus importants gisements d'or au monde, gisement disputé entre orpailleurs locaux et compagnies étrangères – avec pour objectif la lutte « antinarcotique »... En outre, les compagnies étrangères embauchèrent des groupes paramilitaires formés par des vétérans des États-Unis, de Grande-Bretagne ou d'Israël. Occidental Petroleum embauchera même des « agents de sécurité » de la société située en Floride, AirScan International, pour patrouiller le long du pipeline pétrolier de Caño Limon-Coveñas. Ces mercenaires furent équipés en hélicoptères et en armes par le programme « antinarcotique » pour lutter en réalité contre la guérilla de l'Armée de libération nationale (ENL) qui, si elle remet en cause l'exploitation étrangère des ressources colombiennes, ne fut pas impliquée dans le trafic de drogues illicites. Comme ce fut le cas dans de nombreuses opérations similaires menées par des compagnies minières et agricoles étrangères, l'arrivée de ces mercenaires se traduisit par des disparitions,

---

21. [http://www.rfi.fr/actufr/articles/100/article\\_65349.asp](http://www.rfi.fr/actufr/articles/100/article_65349.asp).

des menaces, de la torture, etc. (Cuellar, 2005 ; Stokes, 2005 ; Hylton, 2006). Tous les éléments de la colonisation indirecte de type étasunien sont présents : un gouvernement néolibéral collaborant avec les compagnies en charge de l'extraction des richesses, une première pression exercée par l'armée locale<sup>22</sup>, formée, financée et équipée par les États-Unis, la présence discrète de militaires étasuniens dans certains cas particuliers (et justifiée par des impératifs pseudo-humanitaires : la guerre à la drogue), et le recours à des mercenaires chargés d'assurer les basses tâches de l'occupant indirect sans pour autant impliquer l'État.

La tentative de coup d'État contre le gouvernement d'Hugo Chavez au Venezuela est un bon exemple de la différence qui existe entre démocratie et néolibéralisme. Après avoir épuisé toutes les tactiques de propagande susceptibles d'influencer les opinions publiques, les États-Unis financèrent et soutinrent militairement et diplomatiquement, comme en Haïti (1991 et 2004), une première tentative de coup d'État en 2002 (Powell, 2002 ; Vulliamy, 2002 ; Campbell, 2002). Face au soulèvement populaire, localement et plus généralement en Amérique latine, les États-Unis durent revenir à leur spécialité dans la lutte contre la démocratie, la pression économique, le financement de l'opposition (appelé « aide à la promotion de la démocratie ». Le Venezuela fut dans la foulée « décertifié » par le département d'État (pour son prétendu manque de coopération dans la lutte contre le trafic de drogues illicites), tout comme la Bolivie lorsqu'Evo Morales renvoya l'ambassadeur des États-Unis impliqué dans une tentative de coup d'État en 2008. Les États-Unis renoncèrent cependant à suspendre l'aide bilatérale conditionnée par cette certification pour pouvoir continuer à promouvoir le développement d'une façade démocratique à leur avantage sous la couverture de l'USAID et du National Endowment of Democracy, en supportant financièrement l'opposition vénézuélienne (Chomsky, 2006). Comme le montre cet exemple, et l'exemple encore plus caricatural d'Haïti, les trois phases de la colonisation de type étasunien s'entrecroisent selon les besoins.

Le Venezuela et Cuba représentent à l'heure actuelle les deux exceptions à la règle des façades démocratiques, Cuba n'étant pas une démocratie – ce qui ne veut pas dire que le régime ne soit pas soutenu par sa population, ce qui est discutable et discuté –, et le Venezuela fonctionnant de manière véritablement démocratique – ce qui ne veut pas dire absence d'opposition – avec une succession d'élections libres et des réformes importantes régulièrement soumises à un référendum. Les autres États caribéens, les façades démocratiques, pratiquent avec quelques légères

---

22. Armée locale qui n'hésite pas à bombarder la population comme ce fut le cas le 13 décembre 1998 (17 civils tués).

nuances, et sous différentes appellations, le néolibéralisme favorable aux firmes occidentales et aux divers groupes politico-économiques en place. D'où le glissement de la « plantocratie », espace dirigé, exploité et dominé par les planteurs, à la « corporatocratie », néologisme proposé par l'économiste John Perkins à partir de la racine anglaise *corporation*, « l'entreprise », « la firme ». La résilience du modèle vénézuélien, ajoutée à la résistance de la révolution cubaine qui affiche, malgré l'embargo, d'importantes réussites dans les secteurs de la santé et de l'éducation (en crise partout ailleurs dans la région), commencent cependant timidement à faire changer la donne.

## Chapitre

# 5



## La Caraïbe dans son ensemble régional

### Le cas particulier d'une périphérie proche ?

**L**es Antilles ont-elles souffert, dans leur annexion par la force à la zone d'influence des États-Unis, de leur proximité avec le géant nord-américain? Cette forme élémentaire de déterminisme géographique a pu jouer, au moins partiellement, dans l'annexion par « gravité » de la Floride, puis des îles des Grandes Antilles. Cependant, très rapidement, l'importance de ce facteur, la distance, a diminué et, la seule présence entre les mâchoires du continent américain, malgré tout son aspect symbolique, ne pourrait expliquer à elle seule une situation propre à la région caraïbe. Certes, tous les pays d'Amérique centrale connurent au moins une phase d'occupation militaire (la phase 1 évoquée précédemment) à l'exception du Costa Rica. Les pays qui ont subi les interventions les plus fréquentes sont aujourd'hui

les plus pauvres (Nicaragua et Guatemala en Amérique centrale, Haïti dans les Grandes Antilles). Cependant, la méditerranée américaine fut loin d'être le seul espace intégré à l'aire de domination économique des États-Unis, et plus largement du centre de l'économie mondiale. L'ouvrage de William Blum (2005) et la longue liste d'ouvrages solidement documentés de Noam Chomsky montrent, par exemple, que les États-Unis sont intervenus militairement, diplomatiquement ou financièrement aussi bien en Amérique du Sud, en Asie qu'en Afrique – mais aussi jusqu'en Europe occidentale – pour imposer sur place le rattachement à une « économie-monde » qu'ils dominent, et dont le bon fonctionnement dépend de l'intégration de périphéries et du respect des règles du commerce inégal résumées par la doctrine néolibérale.

Selon l'un des principaux théoriciens du modèle centre/périphérie, « le capitalisme, depuis sa naissance dans la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, se nourrit [en effet] du différentiel de richesses entre un centre, où convergent les profits, et des périphéries (pas forcément géographiques) de plus en plus appauvries ». La période néolibérale a permis, sans doute seulement temporairement, de ralentir le rattrapage économique de l'Asie du Sud-Est, de l'Inde et de l'Amérique latine – « qui constituent un défi insurmontable pour l'économie-monde créée par l'Occident » – en renversant la tendance à la hausse du prix de la main-d'œuvre, des matières premières et des impôts (Wallerstein, 2008). L'émergence économique des pays périphériques n'est pas souhaitée par le centre puisque nuisible au bon fonctionnement du commerce inégal qui se développe de manière globalisée à partir des premières expéditions coloniales portugaises, au XVI<sup>e</sup> siècle, et trouve sa continuation dans l'application du néolibéralisme au début du XXI<sup>e</sup> siècle. C'est ce qui nous amènera à remettre en question la doctrine du développement qui sert de façade justificative aux nouvelles pratiques coloniales comme le discours sur le progrès avait servi à l'apogée des empires européens.

Doug Stokes (2005) a montré comment la libéralisation a été imposée au continent américain par les accords de libre-échange (bilatéralement), d'une part, et par les institutions dites internationales (on dit alors « multilatéralement »): « Le capital transnational possède un fort pouvoir d'imposition des politiques qui vont dans son sens auprès de gouvernements élus démocratiquement. » Le Free Trade of the America Act (FTAA), inspiré par le North American Free Trade Agreement (NAFTA) passé par le congrès américain pour le Canada et le Mexique en 1993, a ainsi aidé à démanteler les barrières du commerce, à privatiser les compagnies et les industries étatiques, et à réduire les restrictions quant au déplacement de capitaux. Le FTAA fait de même avec toutes les nations des Amériques à l'exception de Cuba. C'est un modèle fondé sur la domination des firmes multinationales

qui favorise les investisseurs étrangers les plus influents dans la région : en 2000, le PNB des Amériques était de 11 000 milliards de dollars, dont 75 % correspondant au PNB des États-Unis, le Brésil, en seconde position, ne représentant que 6,7 %.

Le FTAA vint renforcer le pouvoir déjà écrasant de ces investisseurs en faisant tomber les barrières commerciales nationales pour faciliter la pénétration des capitaux et les exportations de substitution en provenance des États-Unis, la privatisation accélérée (et donc la part des possessions étrangères) des industries d'État, et le contrôle plus strict des droits de propriété intellectuelle. Le FTAA permit aussi aux firmes de contester les réglementations nationales devant un tribunal. C'est ainsi que le gouvernement du Canada fut attaqué en justice par la firme chimique américaine Crompton Corporation après avoir interdit l'usage des pesticides Lindane en raison de risques sur la santé. Le gouvernement du Canada doit payer 100 millions de dollars à Crompton en compensation des manques à gagner<sup>1</sup>!

Cette menace de sanctions économiques mise en place grâce aux accords présentés sous l'étiquette du « libre-échange » possède un effet « dissuasif »...

Il est intéressant de noter que les États-Unis étendent le « libre-échange » au reste du monde sans appliquer ses lois dans leur propre territoire (subventions agricoles, subventions au secteur financier, aide à la recherche militaire, etc.), et qu'ils le font en connaissance de cause puisque le président William McKinley (1897-1901) – durant son mandat furent annexés les Philippines, Porto Rico, Guam, Haïti et Cuba – déclarait déjà en 1892 que « sous le libre-échange le commerçant est le maître et le producteur l'esclave. La protection n'est rien d'autre qu'une loi de la nature, la loi de l'autodéfense, de l'autodéveloppement... » (McKinley, 1892)

Plus que les accords de libre-échange qui demeurent parfois difficiles à imposer aux populations du Tiers Monde, l'« ajustement structurel » mené par les institutions de Bretton Woods (la Banque mondiale et le FMI) permet d'imposer les politiques néolibérales favorables au développement des puissantes firmes étrangères occidentales sans solution de rechange, puisque ces institutions se positionnent en tant que créanciers. Le remboursement de la dette contractée par des dictatures militaires précédentes, et parfois durant la période coloniale, est exigé – et ne saurait être différé. Les pays du Tiers Monde, ne possédant pas les ressources naturelles

---

1. <http://www.icis.com/Articles/2002/02/11/156710/environmentalists-urge-canada-to-fight-cromptons-100-million-lawsuit-on.html>

suffisantes (Jamaïque, Saint-Vincent, etc.), ou ne possédant pas les réseaux nationaux permettant d'exploiter ces ressources naturelles et d'en tirer un bénéfice localement (Colombie, Bolivie, etc.) se retrouvent régulièrement dans l'obligation d'accepter la médiation du FMI, qui négocie un rééchelonnement de la dette en échange d'une modification structurelle de l'économie. Les conditions varient mais les thèmes récurrents sont :

- l'« austérité » sociale, soit une baisse draconienne des dépenses publiques en premier lieu dans l'éducation, la santé (etc.) ;
- la coordination des activités d'exportation pour rétablir la balance commerciale (et rembourser la dette) ;
- la dévaluation de la monnaie locale pour rendre ces exportations et la main-d'œuvre locale plus avantageuses pour les investisseurs étrangers ;
- la « libéralisation » des échanges avec l'élimination des barrières douanières et des restrictions sur les importations ;
- la lutte contre toute intervention de l'État dans le contrôle des prix et l'attribution des subventions ;
- la privatisation des entreprises publiques ;
- l'établissement d'un bon « climat de l'investissement » en sécurisant tous les mouvements de capitaux étrangers dans le pays, et notamment en autorisant les investisseurs à œuvrer sur place mais à « rapatrier » les bénéfices réalisés localement.

Il est intéressant de noter que cette modification structurelle et exogène de l'économie est aussi appelée « consensus de Washington » depuis que John Williamson a défini en 1989 ce que Washington entend par « ajustement structurel » (Williamson, 1990)... Cette appellation est en effet beaucoup plus appropriée puisque, sans entrer dans les détails, cet « ajustement » néolibéral fonctionne au double avantage du Nord-Atlantique en rétablissant le primat colonial de l'exportation bon marché de matières premières non transformées d'un côté (ainsi que de la main-d'œuvre bon marché pour ceux qui œuvrent localement, etc.), et en rouvrant le marché local aux produits étrangers, notamment pour combattre les politiques de substitution des importations par des produits locaux, de l'autre. On retrouve ici les deux pendants de la colonisation (zone de production bon marché des matières premières et marché captif pour les produits manufacturés surévalués). Par ailleurs, en privatisant les entreprises publiques qui se trouvent généralement dans le secteur de l'électricité, de l'eau, et de l'exploitation minière, il est entendu – et largement observé – que ces niches reviendront aux firmes les plus performantes en la matière.

D'autres solutions ont été envisagées. Depuis longtemps, des voix se sont élevées dans les Antilles anglophones pour l'établissement d'un type de regroupement régional renforçant le poids de ces petits espaces dans les négociations commerciales et politiques. Mais, comme on l'a vu, les gouvernements à tendance néolibérale (conservateurs) ont souvent refusé de s'engager dans cette voie, préférant leur rôle d'intermédiaire avec les métropoles du Nord-Atlantique. C'est ainsi que le projet de la mise sur pied de la Fédération des Indes occidentales (WIF) fut étouffé dans l'œuf en mai 1962 en raison de l'opposition du JLP jamaïcain dirigé par Bustamante.

La préférence d'une vision de l'espace socialisante dans les années 1970 poussera Burnham (Guyana), Williams (Trinidad-et-Tobago), Manley (Jamaïque) et Barrow (Barbade) à créer la Communauté et Marché Commun de la Caraïbe (CARICOM) en 1973. Cet espace commun évolua ensuite pour regrouper 15 États membres – tous anglophones sauf Haïti et le Surinam – ainsi que 5 membres associés, composés des îles de l'archipel de dépendances britanniques. Cependant, le second coup d'État haïtien contre le président démocratiquement élu Jean-Bertrand Aristide a montré les limites d'un tel regroupement. Les membres du CARICOM ont vivement protesté contre ce coup apparemment anachronique dans la région tant il était clair qu'il fut organisé, une fois de plus, par un regroupement comprenant le gouvernement des États-Unis (et la France), l'élite économique locale et les forces (para)militaires (Lemoine, 2004; Howell, 2004<sup>2</sup>; Farmer, 2004; Goodman et Scahill, 2004; BBC News, 4 mars 2004<sup>3</sup>), avec l'appui décisif de la République dominicaine, qui aspire à une intégration dans la zone CARICOM. Lorsque le gouvernement jamaïcain poussa la protestation jusqu'à organiser, au nom du CARICOM, le retour d'Aristide depuis son lieu de captivité, en République centrafricaine, vers Kingston, le « président adéquat », le néodualiste Gérard Latortue obtint le retrait d'Haïti du CARICOM, tandis que l'ambassadeur des États-Unis en Jamaïque menaçait ouvertement le gouvernement PNP de Patterson – qui fut battu, pour la première fois en 17 ans, aux élections (chapitre 5). De même, la mise en place d'un passeport commun pour les membres du CARICOM, et de la liberté de circulation pour ses membres à l'intérieur de la zone, ne protégea pas les migrants haïtiens (privés, par dérogation, de cette opportunité). Les résultats politiques et économiques de l'action du CARICOM sont aujourd'hui très discutés dans la région.

---

2. <http://foi.missouri.edu/newsmgmtabroad/probingusties.html>.

3. <http://news.bbc.co.uk/2/hi/americas/3495944.stm>.



Plus au Sud, un effort est actuellement tenté dans une autre direction, avec la mise en place de la Banque du Sud, dont l'objectif, à terme, sera de contrer le poids économique mais surtout politique du FMI.

Pour ne donner qu'un seul exemple, la réaction des métropoles du Nord-Atlantique face à l'élection du président brésilien fut révélatrice de la limite du pouvoir qu'un État indépendant du Tiers Monde peut exercer à l'intérieur de ses propres frontières. Lula fut élu en promettant une réforme agraire pour que chaque Brésilien puisse manger trois fois par jour. Les banques étrangères tentèrent de s'opposer à sa victoire électorale: en mai 2002, Merrill Lynch, Morgan Stanley et ABN Amro mirent les investisseurs en garde. Les investissements chutèrent immédiatement, et avec eux la monnaie qui perdit 23% de sa valeur entre janvier et juin 2002. 90% de la dette du Brésil étant liés au dollar, la dette extérieure gonfla immédiatement et artificiellement de 250 milliards de dollars. En raison du nombre d'entreprises étasuniennes au Brésil, le FMI prêta 30 milliards au prédécesseur de Lula, Fernando Henrique Cardoso, en échange de quoi les réformes néolibérales (l'«ajustement») devaient être mises en place. Six milliards furent attribués à Cardoso et le reste gardé en réserve pour Lula... L'effondrement de la devise ne lui laissa d'autre choix que d'accepter. Ces prêts furent versés au compte des banques étasuniennes City Bank et Fleet Boston en tant que remboursement de la dette et de ses intérêts flottants (Stokes, 2005).

Enfin, le Parti des travailleurs de Lula dut mettre en place les réformes néolibérales, tout comme l'ancien prêtre Jean-Bertrand Aristide avait été ramené au pouvoir brièvement par l'administration Clinton sous réserve de soutenir l'«ajustement structurel». En plus de favoriser les intérêts occidentaux, ces mesures discréditent les visions de l'espace véhiculées par les gouvernants.

Les militaires se tiennent toujours prêts pour une intervention rapide en cas de «crise», grâce à la perpétuation de liens financiers entre le gouvernement des États-Unis (principalement) et la majorité des armées du Tiers Monde (180 pays en sont bénéficiaires) par les budgets consacrés à l'aide militaire et à la formation (Lobe, 2003). Cette «aide» majorée, après la guerre froide, avec le déclenchement par l'administration Bush de la prétendue «guerre au terrorisme», continue d'alimenter des institutions pourtant largement discréditées par leurs orientations politiques et leurs atteintes aux droits de l'homme.

Cela montre l'opposition croissante entre l'objectif officiel des forces armées, la défense du territoire national et des intérêts nationaux fondamentaux, et leur transformation en milices opérant pour le compte d'une bourgeoisie locale et, derrière elles, des intérêts du gouvernement

des États-Unis (et des autres « investisseurs » dans ces forces armées). On en est arrivé à une armée qui défend les intérêts étrangers à l'intérieur du pays. C'est ce qui explique aussi en partie que, comme le souligne Mary Kaldor, derrière la rhétorique militaire des frappes chirurgicales et des armes de précision, les guerres modernes font de plus en plus de victimes civiles. La proportion s'est inversée entre le début et la fin du XX<sup>e</sup> siècle ; la guerre fait aujourd'hui plus de 80 % de ses victimes parmi les civils (Kaldor, 1999). La libéra(lisa)tion de l'Irak s'est faite au prix de bombardements au phosphore blanc et à l'uranium appauvri sur les populations civiles (à Falloujah par exemple), tout comme ceux du Viêtnam ou d'Amérique centrale au napalm, alors que la libéralisation actuelle en Colombie se fait au prix de l'aspersion des populations civiles rurales et de leur environnement par un dérivé chimique extrêmement toxique du Roundup produit par la firme Monsanto.

Le seul fait de la menace constante d'une intervention de la première armée du monde suffit bien souvent, et l'on sait aujourd'hui par exemple grâce aux services de renseignements britanniques, que les États-Unis préparaient activement l'invasion de l'Arabie Saoudite (notamment) en 1973, suite au choc pétrolier, pour rétablir un flux de pétrole bon marché. Le régime féodal saoudien ne dut son maintien au pouvoir qu'à son acceptation d'investir ses montagnes de pétrodollars sur les marchés financiers des banques de New York. Ces dernières réinvestirent alors massivement dans les États du Tiers Monde, dégageant des profits faramineux grâce à des pratiques frauduleuses (corruption, mise en place des dictateurs, etc.), au prix de la crise de la dette qui suivra inévitablement (Harvey, 2005), ainsi qu'en investissant dans un gigantesque plan de modernisation du royaume saoudien confié à des firmes nord-américaines (Perkins, 2004).



Chapitre

# 6



## De la gestion politique néolibérale de l'espace aux espaces dérogatoires, informels et illégaux

**S**i, comme nous l'avons noté dans les premiers chapitres de cet ouvrage, les espaces dérogatoires, informels et illégaux se sont développés sur un terrain historique, avec des variantes liées aux effets de position, la radicalisation du capitalisme durant le quart de siècle néolibéral a entraîné son extension à une échelle sans précédent. On retrouve donc ces espaces au croisement des trois axes : géographique, historique et politique.

Il serait vain de vouloir citer tous les auteurs ayant décrit et analysé les liens entre le développement du néolibéralisme et l'extension des économies informelles. Pour la Caraïbe dans son ensemble, on citera à titre d'exemples les deux ouvrages des géographes Lloyd-Evans et Potter

(Lloyd-Evans, Potter, 1992; 2002) ainsi que l'ouvrage collectif de Potter, Barker, Conway et Klak (2004). Le néolibéralisme apparaît, dans la région ou ailleurs, comme un vaste mouvement d'informalisation du monde du travail. Du Chili de Pinochet à la France de Sarkozy en passant par la Grande-Bretagne de Thatcher et le Hong Kong britannique, l'Afrique du Sud après l'apartheid<sup>1</sup>, le Sud-Est asiatique de la période des « dragons » et les États-Unis de l'ère Reagan/Bush Jr, ainsi que dans toute l'Amérique du Sud (à l'exception de Cuba), on verra la destruction méthodique des acquis sociaux et du pouvoir des syndicats, là où ils existent, ainsi que la flexibilisation de la main-d'œuvre.

On note aussi, avec un effet de balancier, la création d'espaces dérogatoires pour abriter des pratiques qui seraient autrement illégales en termes de droit du travail (zones franches), de fiscalité (paradis fiscaux) et de transport (pavillons de complaisance), sans oublier la création puis le maintien de vastes zones de non-droit liées à l'extraction de matières premières (corruption ou soutien de régimes africains pour l'exploitation pétrolière, renversement de régimes au Moyen-Orient et en Amérique latine pour l'accès aux réserves énergétiques, etc.).

Comme nous l'avons vu, la croissance exponentielle de la prostitution, de ses produits dérivés de la globalisation (tourisme sexuel, etc.), et des abus résultant de l'exploitation de travailleuses – et travailleurs – du sexe, est elle aussi intimement liée à cette informalisation du monde du travail.

Une corrélation étroite entre le développement de zones franches recherchant une main-d'œuvre féminine (industrie textile principalement) aux abords des capitales du Tiers Monde, le développement d'une classe de travailleurs pauvres, et le recours par effet de balancier économique à une prostitution de complément, a été observée et analysée au moins en Amérique centrale, dans la région caraïbe et en Asie du Sud-Est (O'Connell, Taylor, 1999; Mullings, 1999; Antonius-Smits *et al.*, 1999; Mayorga, Velasquez, 1999; Red Thread Women's Development Programme (RTWDP), 1999; Cabezas, 1999; Ong, 1991).

On a trouvé le même lien entre l'informalisation du travail, la création des zones franches et l'exode rural qu'elle provoqua ou, plus généralement, qu'elle accentua en raison de politiques d'« ajustement structurel » touchant sévèrement les campagnes, et l'accroissement des bidonvilles (Davis, 2006).

---

1. Il est ici fait référence à une ère historique de racisme institutionnalisé s'arrêtant en 1994 et non pas à des pratiques discriminatoires qui ont persisté en Afrique du Sud jusqu'à nos jours.

Le dualisme entre la multiplication de minuscules îlots de luxe privés et la croissance démesurée d'immenses espaces proto-urbains durant le quart de siècle néolibéral traduisent l'aggravation des inégalités basées non pas sur le mérite mais sur la naissance, comme à la grande époque du féodalisme. D'où la croissance exponentielle des antimondes militaires dont l'objet est la sécurisation de ce système, et leur financement.

En ce qui concerne le trafic de drogues illicites, on pourrait faire la même analyse (montée des inégalités, informalisation du marché du travail, développement de classes de travailleurs pauvres, etc.) pour expliquer les raisons pour lesquelles bon nombre de « naufragés du développement » se tournent vers le petit trafic pour survivre. Cependant, on ne saurait rester à ce niveau d'analyse ; et certains économistes ont montré les liens entre « ajustement structurel » et explosion du trafic de drogues illicites. L'économiste jamaïcain Richard Bernal, qui étudie un cas particulièrement pertinent en la matière, explique par exemple que « le fardeau de la dette encourage à l'indulgence face à l'industrie illégale de la drogue » (Bernal, 1992). L'auteur se réfère au régime socialiste de Michael Manley qui remboursait la dette en fermant les yeux sur le trafic de ganja durant la période de déstabilisation (1975-1980). Un professeur de l'University of the West Indies ajoute à ce propos, dans une étude sur le cas de la Colombie, qu'« une amélioration concernant le trafic de drogues est impossible sans une réduction du soi-disant ajustement structurel, qui crée un environnement fertile pour le trafic de drogues » (Pantin, 1989). Il est par ailleurs évident que, outre les conséquences directes de la paupérisation des populations locales sous le coup de mesures accroissant des inégalités sociales déjà criantes et bloquant les formes de redistribution sociale (réduction des impôts et taxes, disparition du secteur public, etc.), les mesures économiques liées au consensus de Washington n'avantagent pas que les investisseurs des firmes étasuniennes. La réduction des taxes douanières, l'allègement des contraintes sur les mouvements de capitaux, la dérégulation du système bancaire et, plus généralement, l'augmentation des flux vers et depuis l'étranger bénéficient largement aux producteurs et aux trafiquants de drogues. Ils utilisent en effet les mêmes réseaux que les entreprises reconnues, dont bon nombre servent de couverture à ces activités dans un cercle vicieux qui entraîne à terme l'augmentation des prix du foncier (blanchiment et réinvestissements), accélérant la paupérisation de la population locale.

Ce n'est donc pas un hasard si, malgré les milliards de dollars dépensés dans les « guerres à la drogue » par les administrations successives des États-Unis, le trafic de drogues illicites ne se soit jamais aussi bien porté que depuis le quart de siècle néolibéral.

Enfin, explique Dominic Corva, la politique prétendument anti-drogues menée de manière totalement antilibérale par les États-Unis, en Amérique du Sud notamment, appartient à ces « technique[s] libéral[es] pour identifier les populations qui doivent être gouvernées autrement » (Corva, 2008). La violence utilisée sous couvert de répression du trafic de drogues illicites est ainsi dirigée vers ces populations que l'État impérial ne peut dominer par la seule défense de la liberté (Hindess, 2004), et ce, que l'on se rapporte à la géopolitique de la cocaïne en Colombie dans les années 2000 ou bien à la répression du trafic de ganja en Jamaïque depuis les années 1930.

Conséquence majeure du néolibéralisme et de ses « ajustements structurels » à répétition, pour reprendre une belle métaphore du sous-commandant Marcos citée dans un article de Dominic Corva, dans la prestigieuse revue *Political Geography*, nous observons un véritable « striptease » dans lequel l'État retire tout à l'exception de son « sous-vêtement indispensable et intime qu'est la répression ». On observe en effet en Amérique latine la militarisation des forces de police employées de plus en plus contre les classes pauvres urbaines ou rurales, soit un accroissement du contrôle de l'État sur sa population en regard à l'affaiblissement de son pouvoir dans le rapport de force avec les firmes étrangères opérant sur son sol (Corva, 2008). D'où, par un effet de causalité évident, un accroissement exceptionnel du contrôle totalement antidémocratique de ces firmes, renforcé par les immenses dépenses en aide militaire par les États-Unis, qui prennent dans ce cadre toute leur signification.

Pour terminer sur ce point, on rappellera la corrélation étroite entre degré de libéralisation de l'économie, proximité des grands centres libéraux, et taux record d'incarcération. Ce qui concorde avec la thèse développée par le géographe de l'Université de Washington Dominic Corva. Tout concourt à ce que le développement du néolibéralisme corresponde bien à l'explosion des espaces de l'antimonde brunésien liés au désengagement d'un État (affaibli dans son pouvoir décisionnel – mais renforcé dans son pouvoir répressif... –) de toutes formes d'espaces publics, devenant véritablement résiduels dans la ville néolibérale où les barbelés et les murs d'enceinte poussent plus vite que les arbres, ainsi qu'au retranchement des classes moyennes et aisées dans les communautés barricadées de la géographie de la peur (Caldeira, 2000 ; Low, 2001 ; Mycoo, 2006 ; Kinlocke, 2008). « L'espace public est privatisé et marchandisé, régulé et militarisé. Multipliés par la peur du crime et de la violence urbaine, les espaces utilisés de manière collective sont barricadés et privatisés » (Jaffe, Rhiney, Francis, 2008). Et des murs ainsi s'élèvent, abritant du regard, et soustrayant plus ou moins partiellement ces portions grandissantes à la

territorialité de l'État pour l'ajouter à celle des groupes privés, «particulièrement les conglomérats internationaux qui, dans certains cas, deviennent largement imperméables aux diktats gouvernementaux».

Les conditions de vie des populations bordant la méditerranée américaine en sont particulièrement affectées. En Haïti et en Colombie, par exemple, les États-Unis et les trafiquants de drogues ont montré qu'ils ne répugnaient pas à s'associer, plus ou moins officiellement et temporairement (l'alliance avec le gouvernement Uribe semble s'inscrire dans la durée, plus que celle avec Guy Philippe par exemple), pour lutter contre leurs ennemis communs, qu'ils fussent démocratiques et relativement pacifiques (Aristide) ou violents et révolutionnaires (Chimères, FARC, ELN, etc.). Les trafiquants colombiens et le gouvernement des États-Unis, partageant la même idéologie d'«extrême-droite» et le même idéal du «para-État», ont clairement signifié aux populations qu'ils ne toléreraient aucune remise en cause, aussi minime soit-elle, des profits liés à leurs investissements dans le pays. C'est la même alliance qui a fonctionné, à deux reprises, pour renverser le gouvernement démocratique d'Aristide en Haïti. La France a profité de la seconde occasion pour faire savoir à son ancien esclave, dont le corps mutilé est de temps à autre montré par les médias du monde entier pour rappeler les conséquences du marronnage, qu'il est de mauvais goût pour les affranchis de venir réclamer des dédommagements à leur ancien «maître».

De la même manière, le gouvernement des États-Unis a montré à l'égard de Cuba qu'il est prêt à s'allier à des groupuscules terroristes d'extrême-droite cubano-américains, liés à l'ancienne dictature de Batista, pour renverser un régime qui, malgré près d'un demi-siècle d'un embargo sévère, assure à sa population le troisième indice de développement humains de toute la région caraïbe (seule (IDH) La Barbade, 31<sup>e</sup> du classement et les Bahamas, 49<sup>e</sup>, devançant Cuba). Et Washington s'allie sans hésitation avec les narcodémocraties de Trinidad ou de la République dominicaine. Dans ces deux pays, les gisements miniers (pétrole de Trinidad) et les attraits touristiques (République dominicaine), comparés au manque cruel de ressources de Cuba (aggravé par l'embargo sur le tourisme), n'assurent pourtant à la population locale que la 59<sup>e</sup> place du classement (Trinidad), et la 79<sup>e</sup> place (République dominicaine), derrière la Thaïlande et la Colombie par exemple... Rappelons que le PNB cubain par habitant représente la moitié de celui de la République dominicaine et seulement le cinquième de celui de Trinidad-et-Tobago (*CIA World Factbook*, 2007).



**Indice de développement humain (2007) dans la Caraïbe**

<i>Islande</i>	0,968
Barbade	0,892
Bahamas	0,845
Cuba	0,838
Saint-Kitts-et-Nevis	0,821
Trinidad-et-Tobago	0,814
<i>Roumanie</i>	0,813
Dominique	0,718
Sainte-Lucie	0,795
Venezuela	0,792
Colombie	0,791
République dominicaine	0,779
Grenade	0,777
<i>Arménie</i>	0,775
Surinam	0,774
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	0,774
Guyana	0,750
Jamaïque	0,736
<i>Territoires occupés palestiniens</i>	0,731
Haïti	0,529

Note: Les pays en italique sont présentés à titre de comparaison.  
 Source: ONU, <http://hdrstats.undp.org/indicators/1.html>.

Un pays comme la Jamaïque fut un modèle de « développement humain » – si on se reporte à la définition de l'ONU – durant les années 1970 avec un système de santé performant, la meilleure université de la région, et la mise en place de réformes sociales prometteuses (campagnes d'éducation, électrification des campagnes, constructions de logements sociaux, etc.). Après cinq années de déstabilisation pour l'instauration d'un régime néolibéral, neuf années de règne du parti conservateur durant lesquelles la dette explosa, le FMI définissant les orientations économiques et politiques à suivre dans le futur, puis le retour de l'ancien parti socialiste, l'IDH de la Jamaïque plongea pour rejoindre, dans les bas-fonds du classement, celui des territoires occupés palestiniens...

Plus généralement, si l'on se reporte à la région caribéenne, l'imposition du néolibéralisme eut de nombreuses conséquences néfastes sur les sociétés locales. Elle permit la perpétuation d'une organisation sociale raciste fondée sur l'enrichissement économique et la domination politique des classes claires, que l'auteur haïtien Garry Victor décrit avec un réalisme cynique comme les «bâtards d'une génération de négresses violées par des colons blancs en quête de saveur exotique» (Victor, 2003).

L'endettement massif, très largement lié aux intermèdes libéraux (à l'exception notable du Guyana et du Surinam), fut synonyme de perte de souveraineté. Il entraîna plusieurs mesures occasionnant des difficultés accrues pour les classes pauvres survivant dans des conditions de misère extrême, particulièrement dans les Grandes Antilles et en façade sud-américaine. Pauvreté et inégalités furent aggravées par la reproduction de l'économie de plantation dans le secteur secondaire, par l'implantation des vastes complexes de zones franches en banlieue des capitales et des principaux aéroports, ainsi que dans le secteur tertiaire, avec le développement des enclaves touristiques imitant de plus en plus le principe de la zone franche à mesure que se développent les îles privées et le tourisme de croisière (le pavillon de complaisance impose la législation régissant le travail à bord). Une des conséquences les plus évidentes fut la création d'un vaste double système de migrations légales et clandestines de la main-d'œuvre caribéenne, dont les Haïtiens, mais aussi les Guyaniens, les Jamaïcains et les Dominicains représentent les cas les plus frappants. La «prostitution territoriale» des îles caribéennes organisée par les élites locales se traduit de manière plus générale par la création d'un système entièrement tourné vers les profits des investisseurs étrangers et des grandes familles locales. Ceci accroît les ressentiments, mais aussi la menace d'un rapprochement avec le vaste espace du crime organisé qui s'est développé sur le terreau favorable mis en place par les politiques néolibérales.



Chapitre

# 7



## Les chimères de la domination Justifications de l'organisation néolibérale de l'espace

*Et vous savez le reste.*

*Que 2 et 2 font 5*

*que la forêt miaule*

*que l'arbre tire les marrons du feu*

*et que le ciel se lisse la barbe*

*et cætera et cætera...*

*J'ai lassé la patience des missionnaires,*

*insulté les bienfaiteurs de l'humanité...*

*Aimé Césaire, Cahier d'un retour au pays natal*

**D**ans son ouvrage traitant de ce qu'il nomme les «lois du pouvoir», s'appuyant sur une analyse fouillée de l'histoire politique de différents continents, Robert Greene énonce à l'intention des futurs dirigeants :

Vos discours, conversations et interviews initiales doivent inclure deux éléments : d'un côté la promesse de quelque chose de novateur et prometteur, et de l'autre une imprécision totale. Cette combinaison stimulera les rêves de vos auditeurs qui feront leurs propres connexions et verront ce qu'ils veulent y voir. Pour rendre votre imprécision attractive, utilisez des mots de grande résonance à la signification floue. (Greene, 2000)

Les porte-parole des gouvernements occidentaux nous font subir quotidiennement ce genre de bombardement sémantique de grande résonance, mais à la signification floue, matraquage répétitif d'expressions souvent forgées de toutes pièces dans les bureaux d'agence de communication. Car «le discours – le seul fait de parler, d'employer des mots, d'utiliser les mots des autres, (quitte à les retourner) des mots que les autres comprennent et acceptent (et, éventuellement, retournent de leur côté) –, ce fait est en lui-même une force» (Foucault, 2001). «Derrière les mots sont les concepts, les idées, les sentiments, les allusions, tout ce qui donne du sens», ajoute Roger Brunet (Brunet *et al.*, 1992)...

Toute appropriation d'un espace étranger trouve à se justifier. Le territoire physique et l'espace du discours s'entrecroisent autour de notions vagues telles que l'«espace vital» (Allemagne nazie), le «*hakko ichi'u*» – littéralement la «doctrine des huit coins du monde sous le même toit<sup>1</sup>» – (Japon du début du XX<sup>e</sup> siècle), l'«expansion pour la sécurité» (États-Unis du XIX<sup>e</sup> siècle), l'«empire bienveillant» (États-Unis d'aujourd'hui), etc. Avec des discours différents, mais comparables, autant de justifications invariablement fondées sur la légitimité de la domination d'un groupe, se percevant comme supérieur, sur des groupes voisins et leurs territoires (généralement pour leur bien...).

Si on remonte aux origines de l'«économie-monde», les premiers termes vagues justifiant la domination de l'Europe occidentale furent l'apport du «progrès» et de la «civilisation». En leurs noms, les colons européens pratiqueront le pillage, le meurtre, le viol, le déplacement de population et le travail forcé, le génocide...

---

1. Doctrine affirmant la supériorité de la «race» nippone et, par conséquent, son «droit» à la domination de l'Asie.

Or, si chacun souhaite constamment progresser, le sens dans lequel on marche, dans lequel on évolue, et l'idéal fixé, diffèrent fortement d'un individu à l'autre – et plus encore entre les peuples, les cultures, etc. Diffuser spatialement le progrès demeure donc une noble cause aussi longtemps que l'on n'a pas défini ce qu'on entend par ce terme, aussi longtemps qu'on reste dans l'abstraction, le vague.

Il en va de même pour toutes les terminologies, tous les concepts, toutes les expressions, utilisés pour justifier l'intégration violente des périphéries au système-monde, à l'« économie-monde », sous l'hégémonie des centres occidentaux et de leurs nombreux satellites.

Le néolibéralisme lui-même est une de ces appellations douteuses, greffées historiquement sur le courant politique libéral, qui lui-même a connu des significations diamétralement opposées (un parti libéral fut longtemps en Amérique du Sud un parti socialiste). Il s'enracine sur le concept de liberté, tout aussi retentissant – et aussi flou – que celui de progrès. Les militaires contemporains diffusent spatialement cette liberté comme les colons européens se réclamaient du progrès.

Dans le jargon moderne vide et tapageur, la palme revient cependant au concept de « développement » tel qu'il fut proposé en 1949 – deux ans après le plan Marshall en Europe –, dans la partie IV du discours du président Truman, qui allait définir les orientations nouvelles de la doctrine Monroe: il faut, selon lui, « mettre les avantages de notre avance scientifique et de notre progrès industriel au service de l'amélioration et de la croissance des régions *sous-développées*<sup>2</sup> ». En échange, « les garanties accordées à l'investisseur devront être équilibrées par des garanties protégeant les intérêts de ceux dont les ressources et le travail se trouveront engagés dans ces développements ». « L'expérience montre que notre commerce avec les autres pays s'accroît au fur et à mesure de leurs progrès industriels et économiques » (Extraits du point IV du discours de Truman prononcé le 20 janvier 1949 cité dans Rist, 1996).

C'est ainsi que Truman appelle les nations naissantes – on se trouve alors dans l'immédiat après-guerre, au moment où les dernières colonies européennes s'émanent –, à se tourner vers les États-Unis pour assurer leur « développement », comme tous les pays du continent avaient précédemment été amenés à le faire, de force, en application de la doctrine Monroe.

---

2. C'est nous qui soulignons. C'est dans ce texte qu'apparaît pour la première fois le terme de « sous-développement », et avec lui le concept de « développement » (Rist, 1996; Potter, Binns, Smith, 2004).

Si on définit le colonialisme comme le contrôle politique et l'administration directe d'un territoire par un État étranger, alors la doctrine Truman établit effectivement un nouveau rôle colonial – ou un rôle néocolonial – pour les États-Unis à l'intérieur des nouveaux pays indépendants qui émergeaient du processus de décolonisation (Potter, Binns, Smith, 2004).

Une fois de plus, on fit appel à l'humanisme et à la générosité des pays les plus « avancés » pour justifier la loi de la jungle. Dans l'économie capitaliste, dans sa version libérale ou néolibérale, la jungle et le développement sont, rappelons-le, inextricablement liés par la métaphore naturalisante de l'organisme vivant. Celui-ci se développe – par définition – naturellement... Le progrès consisterait donc à faire croître toute société sur le modèle occidental, comme le déclara Walt Rostow dès 1960, selon un darwinsisme social prononcé duquel on tirerait rapidement la conclusion suivante : seuls les plus aptes survivent, ceux qui sont éliminés n'étant pas adaptés à leur environnement (Rist, 1996). Il est surprenant que ce concept-coquille, comme les gouvernements occidentaux ont si bien su en créer pour justifier leur domination, ait trouvé une telle résonance jusque dans certains milieux universitaires, le « barbare », le « non-civilisé », le « sauvage », le « sous-homme » et le « sous-développé » semblant condamnés à se placer sur les échelons de l'échelle historique du dénigrement du dominé.

Plus qu'au siècle des ténébreuses Lumières évoqué par Potter, Binns et Smith comme origine du concept de développement (2004), il faut en réalité remonter 25 siècles d'histoire occidentale en arrière jusqu'aux philosophes de l'antiquité comme Aristote. Selon ce dernier, les transformations du monde s'inscrivent dans une succession d'« âges » suivant le cycle sans fin de la croissance, de l'apogée et du déclin, tout comme les cultures qui tenaient une place de premier plan dans la perception du monde. Pour Aristote, chaque être possède son propre principe de « développement » (*physis*). Les convulsions de l'Empire romain durant les premiers siècles de l'ère chrétienne entretiennent l'idée du cycle des sociétés humaines. Sur cette base se posera le raisonnement chrétien d'un saint Augustin qui reprend la théorie des cycles d'Aristote en l'adaptant au cadre eschatologique biblique (la « fin du monde ») : on ne garde qu'un vaste cycle, celui de la naissance, de l'apogée et du déclin. L'influence de saint Augustin sera très forte dans la théologie, mais aussi, paradoxalement, chez les philosophes des « Lumières » : Descartes ouvre le débat du progrès en avançant que « nous » sommes les anciens (c'est-à-dire les sages, ceux qui ont la connaissance) car le monde est plus vieux maintenant qu'il ne l'a jamais été. Par conséquent, « nous » avons une plus grande expérience des choses. À partir de ce moment-là, plutôt que de se référer toujours à la sagesse des anciens – dans une optique forcément fataliste de déclin du

savoir avec la mort de ces anciens –, on prend conscience de la possibilité d'un progrès de la connaissance basé sur une accumulation empirique. Un basculement idéologique se produit et l'idéologie du progrès acquiert une position dominante. Au cœur de la culture occidentale s'ancre l'idée d'une histoire naturelle de l'humanité basée sur le développement de ses connaissances (Rist, 1996). Au XIX<sup>e</sup> siècle, enfin, on conceptualise l'évolutionnisme social, sur les bases des travaux de Darwin (d'où le « darwinisme social »). Selon des auteurs comme Jean-Baptiste Say, l'humanité débute avec des hordes sauvages, passe par des civilisations inférieures (l'Inde, la Chine selon lui), pour atteindre enfin la civilisation supérieure (Say, 1843). Le secrétaire d'État Walt Rostow ne fit par la suite que paraphraser Jean-Baptiste Say...

Évidemment, de nombreux scientifiques s'élevèrent contre cette application de l'évolutionnisme darwinien aux sociétés humaines. Ainsi Claude Lévi-Strauss (Lévi-Strauss, 1952). D'autres réfutèrent la vision d'une progression linéaire de l'histoire de la science, qui ne correspond pas à une réalité faite de révolutions et de bouleversements de paradigmes (Kuhn, 1962). En outre, le surdéveloppement du nombrilisme culturel européen conduira à justifier les pires atrocités commises dans l'histoire de l'humanité au nom du progrès, et au développement de théories – puis de pratiques – racistes et eugénistes, aux États-Unis puis en Allemagne.

Il est intéressant de noter que les théories de l'évolutionnisme social qui se formèrent dans l'Europe du début du XX<sup>e</sup> siècle, et qui dériveront à travers le prisme matérialiste et compétitif de la société occidentale vers des tentatives de sélection (eugénisme, racisme, etc.), se marieront très différemment, en Inde, avec plusieurs millénaires de spiritualité. La « philosophie évolutionniste » (Sri Aurobindo, (2006) du yogi indien Sri Aurobindo décrit une évolution naturelle de l'homme depuis un stade animal vers un stade « divin » – le stade actuel ne serait qu'un stade intermédiaire. Dans *The Human Cycle*, Sri Aurobindo étend sa vision évolutionniste aux sociétés humaines. Il présente les sociétés actuelles comme situées – et bloquées – à l'avant-dernier échelon de leur échelle évolutive. Ces sociétés ont souvent dépassé le stade de l'autorité traditionnelle (celle de l'Église en Europe médiévale par exemple, celle des castes en Inde, etc.). Puis, elles ont dépassé le stade individualiste, correspondant à la révolte désordonnée contre l'ancien ordre corrompu, pour se positionner dans la phase actuelle, subjective, dans laquelle les hommes ont utilisé la masse de leurs connaissances pour atteindre les profondeurs de leur être. Cependant, l'évolution sociétale est entravée par la persistance d'un individualisme (un « ego social ») masquant le fait que l'individu et l'existence sociale ne trouvent leur vérité que dans les rapports entre individus (Sri Aurobindo, 1999).



«N'oublions pas comment s'impose toujours une idéologie», déclare Noam Chomsky dans une interview accordée à Daniel Mermet en août 2007.

Pour dominer, la violence ne suffit pas, il faut une justification d'une autre nature. Ainsi, lorsqu'une personne exerce son pouvoir sur une autre – que ce soit un dictateur, un colon, un bureaucrate, un mari ou un patron –, elle a besoin d'une idéologie justificatrice, toujours la même : cette domination est faite «pour le bien» du dominé. En d'autres termes, le pouvoir se présente toujours comme altruiste, désintéressé, généreux (Chomsky, 2007).

L'économiste Serge Latouche (1984 ; 1989 ; 1991) a été en France un des premiers universitaires à souligner le lien entre le concept de «développement», et les pratiques qui lui sont rattachées, et celui du progrès lié à la colonisation européenne. Serge Latouche considère que la caractéristique commune des deux pratiques est la «bonne action – bonne affaire». Comme l'explique par exemple le secrétaire d'État à la «coopération» (autre concept-coquille similaire) Alain Joyandet, «on veut bien aider les Africains, mais il faut que cela nous rapporte». «Le développement n'est pas le remède à la mondialisation», affirme Serge Latouche, «c'est le problème...<sup>3</sup>»

La principale explication à la grande résonance d'un concept aussi vague et politiquement orienté réside dans les «capacités idéologiques» des grandes firmes multinationales «à présenter la défense de leurs intérêts particuliers comme étant de caractère universel», capacités exercées lors des grands meetings célébrant le mariage des classes dirigeantes du monde politique et du monde économique (Davos, etc.).

Tout en produisant un corpus idéologique imprégnant l'ensemble des classes dirigeantes et une grande partie des médias du monde, ces firmes tendent de plus en plus à transformer les grandes organisations internationales (FMI, Banque mondiale, OMC, OCDE, etc.) en garantes de leurs intérêts... (Carroué, 2002).

Un autre flou sémantique à large résonance entoure le concept d'«État en faillite» (*Failed State*), largement utilisé par l'administration des États-Unis comme un épouvantail particulièrement adapté à la situation de pays stratégiques dans la course aux matières premières ou d'importance géopolitique majeure pour une autre raison. L'expression d'«État en faillite» suggère en effet, «en miroir, un État fort, idéal à atteindre et complet opposé du premier». «Dans cette pièce, le rôle des États réussis est de ramener les États en faillite sur le chemin de la réussite et d'empêcher les

---

3. <http://citoyen.eu.org/doc/latouche.php>.

États fragiles de sombrer dans la faillite» (Chapaux, 2008). On peut, comme l'a fait Noam Chomsky dans son ouvrage *Failed State* (2006), et comme le suggérait Michel Foucault, reprendre et « retourner les mots ». Cependant, de manière générale, ce concept facilitait l'entreprise néolibérale en présentant, ou en justifiant, tous les interventionnismes – militaires, humanitaires, diplomatiques et économiques – comme guidés par une bonne action : ramener les réticents sur la voie du « développement » économique ou encore de la « démocratie ». La « démocratie », bien que sa définition soit en principe plus facile, représente une autre de ces coquilles vides sémantiques utilisées à des fins bien évidemment géopolitiques. Après avoir épuisé l'argument donquichottesque des armes de destruction massive, on se rappelle que les États-Unis de Georges Bush, élu malgré des fraudes électorales patentées en Floride, firent appel à cette terminologie pour justifier leur invasion/occupation.

Comme on l'a vu, le néolibéralisme fut aussi imposé au nom de la lutte contre des ennemis, aussi terribles que totalement insaisissables, comme la « drogue » (pas celle vendue légalement dans les pharmacies), le « terrorisme » (des opposants), et leurs rejetons narcoterroristes. De l'ouvrage de référence d'Alfred McCoy, on retiendra aussi que la CIA fut créée dans l'immédiat après-guerre pour lutter contre le véritable ennemi, qui ne fut pas le nazisme (ou plus exactement qui n'était pas le nazisme tant qu'Hitler ne chercha pas à étendre son empire vers l'Ouest), mais le prétendu communisme. Comme la démocratie, le « communisme » fait l'objet d'un usage à géométrie variable. Des contours particulièrement flous sont requis pour désigner, à grand renfort d'images de propagande d'un bolchévique sanguinaire représenté le couteau entre les dents, le nationalisme et les velléités de développement autocentré (au moins en partie), le protectionnisme, etc. Comme le note Doug Stokes (2005), l'endiement ne visa jamais autre chose qu'à tuer dans l'œuf toute forme de résistance à l'expansion de la territorialisation néolibérale exercée par les États-Unis sur les anciennes colonies européennes. À l'inverse de la « démocratie », présentée comme un but à atteindre, si nécessaire par la force et contre la volonté des peuples, le « communisme » fut agité comme un épouvantail idéologique rouge sang condamnant tous les mouvements d'opposition à la territorialisation des États-Unis à une guerre de propagande et, si nécessaire, aux arrestations, à la torture, et aux bombardements. Les chimères justifiant la domination spatiale du Nord-Atlantique sur le reste du monde furent donc nombreuses, avec la principale particularité d'être constamment reconverties aux grandes orientations géopolitiques du moment (colonisation, guerre froide, guerre au terrorisme, etc.).



Chapitre

# 8



## Les conséquences concrètes du néolibéralisme dans la région caraïbe

**N**ous avons dans cette partie décrit le néolibéralisme comme une forme politique d'organisation du territoire – et finalement une forme de « reterritorialisation » – et une méthode de domination spatiale et économique. Nous avons vu que, dans un cycle historique, le néolibéralisme fait suite à la période du colonialisme qui s'éteint, en principe, à la fin des années 1960 avec les dernières indépendances. Du point de vue des grandes firmes multinationales, dont les premières voient le jour au début du XX<sup>e</sup> siècle (Carroué, 2002), le néolibéralisme constitue une idéologie politique facilitant une nouvelle forme de domination de l'espace qui n'est plus aréolaire, comme le colonialisme d'État (conquête physique du territoire, occupation, organisation de l'espace pour l'exploitation, etc.), mais

réticulaire. Le néolibéralisme fonctionne en effet par enclaves, ou plus exactement par «exclaves». Les sociétés-mères, qui demeurent intimement liées à une métropole et, derrière elle, à un État du Nord-Atlantique (Londres, New York, etc.), ne produisent rien elles-mêmes si ce n'est des services (conceptualisation, conception, organisation, etc.). La firme fonctionne grâce à un archipel de dépendances qui sont autant d'«exclaves» localisées en fonction d'avantages comparatifs pour la firme (généralement pas pour les habitants des pays sur lesquels se greffent ces «exclaves»). L'idéologie néolibérale qui sous-tend ce système se diffuse grâce à la connivence de gouvernements eux-mêmes liés à ces entreprises par divers réseaux d'alliances (financement de campagnes électorales, placement dans les comités de direction, réseaux occultes, etc.) et aux médias, possédés par ces mêmes firmes comme un organe de communication externe. À tel point que la conception de l'espace de l'«exclave» se répand dans le contexte général de paupérisation lié à la concentration gigantesque de capitaux permise par les politiques néolibérales. Tandis que l'espace public se rétrécit au rythme de la progression des PNB, se constituent des enclaves correspondant à des espaces rattachés à une classe donnée. D'un côté, les migrants ruraux et les classes pauvres sont contraints de s'accommoder de leurs lieux de vie dans les espaces oubliés des promoteurs immobiliers en raison d'une géographie défavorable (contraintes topographiques, hydrologiques, géologiques, problèmes liés à la proximité d'industries polluantes, de décharges, etc.). De l'autre, les nantis profitant du système s'attribuent les meilleurs espaces dont ils excluent les autres classes par sélection économique et relationnelle. De chaque côté on ferme les portes de sa communauté, par des grilles et des agents de sécurité, chez les uns, par des troncs d'arbres et des épaves de voitures surveillés par des gangs d'adolescents armés, chez les autres. Entre ces deux territoires fermés évoluent, dans un espace tampon, les classes moyennes, victimes du ressentiment des classes pauvres à l'encontre des nantis bien protégés. Hors de ces villes, qui deviennent des métropoles, des mégalo-pôles et de gigantesques conurbations au rythme décuplé de l'accroissement démographique et de l'exode rural, les campagnes sont abandonnées à la production des matières premières nécessaires aux centres, au moyen des mêmes réseaux d'«exclaves». Ces campagnes ne peuvent plus, dans la majorité des cas, subvenir aux besoins de leurs habitants, ce qui les enfonce dans une situation de dépendance croissante face aux centres.

Toutes ces «exclaves» liées à la production de biens et de services sont autant d'espaces contagieux. La contagion se matérialise aussi bien par la diffusion dans l'espace que par l'accroissement des espaces illégaux, informels et dérogatoires qui leur sont propres : les bases militaires sur lesquelles on élabore leur protection, les extensions spatiales saisonnières

de l'espace des classes nanties (clubs, tout inclus, îles privées, etc.), les bidonvilles faisant office de cité-dortoir de leurs employés, les prisons dans lesquelles on entasse un nombre de plus en plus grand de réfractaires, etc. L'écrivain haïtien Garry Victor, jamais à court de métaphores sinistres, compare ainsi les bidonvilles haïtiens à des tumeurs cancéreuses ayant rayonné, tout d'abord sur tout le territoire haïtien, puis vers les *bateyes* de la République dominicaine et les bidonvilles haïtiens des Bahamas, de Guyane française, de Dominique, de l'est de la Jamaïque, etc., et jusqu'à Little Haïti à Miami.

Les espaces dérogatoires, illégaux et informels contemporains sont donc la matérialisation spatiale de l'idéologie néolibérale (ce qui ne veut pas dire que d'autres systèmes ne produisent pas eux-mêmes leurs propres espaces extralégaux comme différents objets projettent différentes formes d'ombre). Ils découlent de l'extension spatiale et sectorielle (vers les secteurs secondaires et tertiaires) de la logique de l'économie de plantation, ou « plantalogique » (Heron, 2003).

La situation de dépendance dans laquelle se trouve actuellement la région caraïbe marque l'aboutissement de trois périodes que nous avons examinées dans cette partie : la colonisation physique, l'assignation des tâches aux forces armées, et la façade démocratique. Plusieurs questions se posent à propos de ce glissement des termes de la domination. Il est par exemple d'actualité de se demander vers quoi la période des façades démocratiques mène la région. Les Antilles vont-elles progressivement glisser dans une période caractérisée par une plus grande indépendance vis-à-vis des États-Unis, et des anciennes métropoles, ou bien vont-elles au contraire s'inscrire petit à petit dans la zone d'influence d'une nouvelle métropole comme la Chine, qui positionne de plus en plus de zones franches dans la région, pour profiter de la proximité de l'économie nord-américaine ?

De même, dans l'économie des drogues illicites, on voit par exemple que la région caraïbe hésite désormais entre l'influence, établie de longue date, des groupes colombiens, et l'infiltration croissante de groupes mexicains concurrents qui ont déjà largement pris en main les centres de production boliviens et péruviens, ainsi que des réseaux d'approvisionnement vers l'Europe, notamment par l'Italie.

Le secteur touristique représente, en raison de son côté caricatural (l'accentuation des traits de l'économie de type plantation), une activité dont l'analyse est révélatrice des pratiques des firmes étrangères dans la région, et de leur effet.

La Caraïbe est la région du monde la plus directement et la plus anciennement concernée par le tourisme. L'augmentation du pouvoir des firmes multinationales dans le domaine a transformé progressivement le secteur en « un nouveau sucre », comme le montre le développement du All Inclusive tout inclus fixe (Riu, etc.) et mobile (compagnies croisiéristes comme Carnival, etc.). Comme les Antillais n'ont pas manqué de le remarquer, ce système permet au visiteur de régler ses dépenses dans son pays avant de partir, et de « voyager sans son portefeuille », pour le plus grand profit des organisateurs, et au détriment des populations locales. Des observateurs plus avertis, comme Polly Pattullo, auront aussi remarqué, ce qui ne contredit pas ce qui précède, que certains entrepreneurs locaux appartenant à l'élite traditionnelle, ceux qui possédaient les premiers hôtels (traditionnels), seront aussi particulièrement touchés par le développement des enclaves tout inclus comme dans le cas de la Jamaïque et de Sainte-Lucie, les deux espaces les plus touchés par le phénomène (Pattullo, 2005).

Un rapport de l'Organization of American States (OAS) de 1994, traitant du cas de la Jamaïque, berceau du tourisme tout inclus, résume parfaitement la situation. À travers les déclarations fiscales de 11 des 19 hôtels tout inclus de l'époque, le groupe observa que ces établissements furent ceux qui rapportèrent le plus d'argent et ceux qui contribuèrent le plus au PNB. Mais, paradoxalement, ce furent aussi ceux qui entraînent la plus faible percolation économique, ceux qui importèrent le plus de produits et ceux qui employèrent le moins pour chaque dollar de revenu (OAS, 1994). Cet exemple, qui est aussi valable en ce qui concerne le dualisme entre petites compagnies d'exploitation aurifère appartenant à des Colombiens et puissantes compagnies multinationales qui reprennent progressivement par la force ces gisements (Cuellar, 2005), ou le dualisme entre les cultures « de jardin » dominicaines et les grandes plantations (Baker, 1994), et toutes formes de commerce entrant en concurrence entre des petits exploitants locaux et de puissantes entreprises, locales ou étrangères, souligne un point crucial. Dans la région, ce qui est bon pour une entreprise et pour l'État ne l'est pas forcément pour la population. La croissance du PNB ne rapporte que très peu à la population locale, bien que, et c'est le paradoxe, un grand nombre de personnes bénéficient d'emplois directs ou indirects. C'est le principe de la zone franche qui apporte une abondance d'emplois, un certain poids dans le PNB, mais entraîne une aggravation de la pauvreté avec l'explosion des classes de travailleurs pauvres, particulièrement chez les femmes, d'où ses conséquences sur la prostitution et le travail informel de complément (Itzigsohn, 2000; Gregory, 2007; Safa, 1999; Hernandez, 2002). C'est ce qui fait que le débat sur le tout inclus de l'industrie croisiériste, comme sur tous les autres dualismes de l'économie des espaces caribéens, montre toujours deux visages. Le

Le poids des satisfaits semble toujours à première vue contrebalancer celui des déçus. Ce que souligne à chaque fois l'adoption de la préférence « du marché », c'est-à-dire des entreprises multinationales, c'est que la face correspondant aux bénéficiaires est très faible démographiquement mais très importante économiquement, tandis que la face correspondant aux déçus représente, à l'inverse, une très large majorité de la population effectivement embauchée directement ou indirectement par ces firmes, mais qui en retire un bénéfice extrêmement faible.

Les hôtels tout inclus, les zones franches, les grandes firmes multinationales exploitant les ressources minières et toutes ces enclaves sont donc très rentables pour le petit groupe de décideurs politiques et de commerçants qui les entourent, mais se soldent par une déception économique prévisible pour les populations, y compris dans des cas comme Sandals où les propriétaires sont des Jamaïcains. D'où l'affrontement géopolitique entre États et Nations noté par Trouillot dans le cas d'Haïti (Trouillot, 1986) et visible partout ailleurs dans la région caraïbe, et dont les *Chimè*, les *Posses* et les groupes de guérillas sont les représentations les plus visibles. D'où des campagnes d'« éducation » soulignant la complicité entre milieux politiques et entreprises multinationales : les écoliers des Petites Antilles sont formés, grâce au fascicule *Hello Tourist*, à satisfaire dès leur plus jeune âge les demandes du touriste, tout en prévenant que celui-ci n'est pas toujours riche, pas toujours aimable et que, occasionnellement, il abuse de la boisson (Pattullo, 2005). Les enfants dominicains apprennent à l'école la chanson suivante : « Nous ferons toujours de notre mieux, à un prix raisonnable, et nous donnerons toujours un bon service à M<sup>r</sup> Touriste »...

Ces enclaves représentent l'actualisation la plus récente de l'économie de plantation dont bon nombre d'universitaires caribéens ont noté la perpétuation, favorisée par les politiques néolibérales. Comme le montre l'étude de Polly Pattullo sur le tourisme caribéen, les politiciens et les entrepreneurs locaux et étrangers se moquent régulièrement du sentiment populaire (« ils mordent la main qui les nourrit » dira le responsable d'une grande chaîne croisiériste) avec, pour tout chiffre à l'appui, des moyennes (le PNB par habitant) qui ne tiennent aucunement compte de la répartition des bénéfices. Le cas d'Haïti permet en outre de constater que l'industrie touristique s'accommode parfaitement d'un régime répressif très peu soucieux des droits de l'homme et de la distribution des ressources percolantes de l'activité : c'est en effet durant le règne des Duvalier que l'industrie touristique haïtienne a connu sa période d'apogée (Pattullo, 2005). Là est la base du néolibéralisme tel qu'il est appliqué dans la région, montrant des PNB toujours en croissance, paradoxalement au détriment du revenu réel de la population. Les systèmes économiques s'opposant à ce mode



de distribution des richesses sont d'ailleurs rayés des destinations touristiques par un blocus (Cuba) ou par une propagande accompagnée de pressions sur les agences de voyages (Jamaïque des années 1970, Grenade, de 1979 à 1983).

Comme nous l'avons vu dans cette partie, cette domination ne fonctionne plus uniquement par la force (bien que la menace militaire pèse comme une épée de Damoclès), mais par le contrôle des infrastructures et des entreprises et, avec elles, de ceux qui vivent des taxes sur ces entités, les États.

Globalement, il a été observé dans la Caraïbe que toute la chaîne de l'industrie touristique est contrôlée par des compagnies étrangères (pas une compagnie croisiériste caribéenne, seulement une compagnie aérienne<sup>1</sup>, et trois chaînes d'hôtels<sup>2</sup>), que les agences de voyages européennes et nord-américaines contrôlent en outre étroitement la répartition géographique des profits, que la « bulle écologique » créée représente uniquement un mirage de développement (des routes reliant les aéroports aux hôtels, des réseaux d'approvisionnement en eau corrects autour des enceintes touristiques, de gigantesques aéroports internationaux à la charge du secteur public, etc.), que les gouvernements locaux attirent les investisseurs étrangers en accordant des autorisations d'importer et d'exercer sans impositions sur des périodes allant jusqu'à 35 ans, etc. (Pattullo, 2005). L'enclave touristique est donc avant tout une zone franche touristique qui, de plus, possède un très faible coefficient de percolation<sup>3</sup>. D'autant plus

- 
1. La Leeward Islands Air Transport (LIAT), Air Jamaica et BWIA West Indies Airways, les deux anciennes compagnies publiques de la Jamaïque et de Trinidad sont en outre encore partiellement contrôlées par des capitaux caribéens.
  2. Sandals et Super Clubs en Jamaïque, Jalousie à Sainte-Lucie.
  3. L'indice de Fletcher permet par exemple de mesurer cette percolation, bien qu'il ne permette pas de se faire une idée de la distribution des revenus liés au tourisme à l'échelle nationale, ce qui fausse grandement la donne. Mais, sans même tenir compte de ce détail, les États caribéens possèdent les plus faibles taux de percolation au monde : pour chaque dollar dépensé par un touriste à Antigua, seulement 88 cents restent dans le pays, 79 cents par dollar dépensé aux Bahamas, 58 aux îles Caïmans. Ces indices montrent la dépendance du secteur touristique à des importations qui ne profitent pas aux communautés locales alors que les indicateurs devraient en principe être nettement supérieurs à 1, montrant que chaque dollar dépensé par un touriste crée localement de la richesse en encourageant l'agriculture et le développement d'activités. Les plus hauts scores enregistrés dans les Antilles demeurent très faibles avec 1,23 en Jamaïque et 1,20 en République dominicaine. Un rapport du World Watch Institute de 2001 montre que 50% à 70% des dépenses des touristes de la région caribéenne repartent sous forme d'importations, de taxes, de profits ou de salaires.

que les *incentive package* comprennent bien évidemment le droit de rapatrier les profits de l'activité, énoncé en règles d'or du commerce par le FMI. Les zones franches touristiques s'inscrivent donc dans le cadre plus large d'une économie reproduisant le schéma de l'économie de plantation, caractérisée par une puissante intégration verticale, une énorme concentration des profits entre les mains d'investisseurs étrangers et de rares collaborateurs locaux (avec en outre une division ethno-économique), et par la réduction structurelle des espaces caribéens au rôle de main-d'œuvre bon marché. Un employé d'une enclave touristique jamaïcaine gagne en moyenne 64,5 dollars américains par semaine (67 pour les hommes, 62 pour les femmes), soit 276 dollars américains par mois quand la location d'une petite chambre à la campagne en coûtera au minimum entre un tiers et la moitié (de 6 000 à 10 000 dollars jamaïcains, beaucoup plus dans les régions touristiques), sans parler des factures (l'électricité, produite en brûlant du pétrole, coûte plus cher qu'en Europe), de la nourriture, de l'éducation des enfants et de la santé. La ségrégation du secteur touristique touche en outre non seulement les employés dont le statut est encore très souvent fonction de la clarté de la peau, mais aussi l'ensemble des habitants qui se voient progressivement interdire l'accès à leurs plus belles plages rattachées par les entreprises qui pratiquent le tout inclus. Les plages sont dès lors patrouillées par la police touristique pour en interdire l'accès à la population locale comme en certains lieux à La Barbade et à la Jamaïque.

«Selon le sentiment général les Noirs sont encore plus marginalisés maintenant, il y a un retour du colonialisme. Parce que les Blancs possèdent la terre, les commerces, les points de vente hors taxes et même maintenant les ports» (Beckles, cité dans Pattullo, 2005). Avec les vastes mouvements de privatisation encouragés par le FMI lors des années 1990, la chute complète des revenus agricoles et l'informalisation du secteur secondaire (zone franches, etc.), les gouvernements caribéens – que l'historien de l'University of the West Indies Hilary Beckles décrit comme les nouveaux contremaîtres – sont en outre devenus extrêmement dépendants des investisseurs du secteur touristique (près de 60% de la main-d'œuvre de La Barbade est employée par le secteur touristique qui embauche au total directement ou indirectement 2,4 millions de personnes à travers la Caraïbe), ces derniers jouant de cette dépendance pour obtenir des réductions draconiennes de taxes et des droits défavorables aux balances des paiements locales (notamment le droit d'importer sans taxes). Un calypsonien en vogue de Mighty Pep à Sainte-Lucie commente :

All-inclusive tax elusives, and truth is, they are sucking up we juices,  
buying up every strip of beaches, every treasured spot they reach.  
Some put on Sandals (hotel all inclusive), exclusive vandals, it's a  
scandal, the way they operate, building brick walls and barricades,

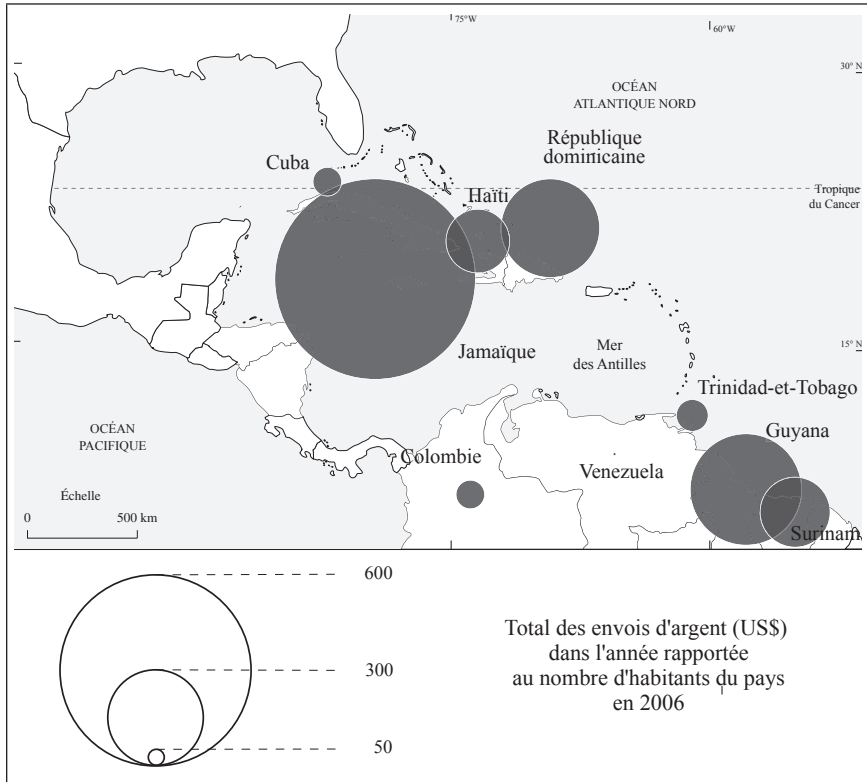
like a state within the state, for Lucians to enter, for lunch or dinner, we need reservations, passport and visa, and if you sell near the hotel, I wish you well, they will yell and kick you out of hell. Like an alien in we own land...»

«*Quel est le sens du progrès*», conclut le calypsonien, «*est ce vraiment une réussite si nous gagnons dix milliards mais perdons la terre sur laquelle nous vivons ?*»

Rien d'étonnant alors que le premier pays caribéen des zones franches, la République dominicaine, et le premier pays antillais du tourisme tout inclus, la Jamaïque, soient aussi les premiers pays de la prostitution, avec une grande variété de formes prises par cette activité en Jamaïque, et une «exportation» industrielle de travailleuses du sexe en République dominicaine, les pays à la pointe de l'informel et du trafic de drogues illicites, etc. Comme le montre la carte représentant les envois d'argent de la diaspora rapportés à la population (voir la carte 6), la Jamaïque et la République dominicaine sont aussi les deux pays recevant le plus de fonds de l'étranger pour combler le déficit entre salaires et coût de la vie. Le Guyana et le Surinam, qui connaissent le même phénomène dans le secteur minier monopolisé par les puissantes entreprises héritées de Booker, sont les suivants sur la liste. La place de Trinidad-et-Tobago, pays le plus riche de la Caraïbe indépendante, avec un PNB moyen deux fois supérieur à la moyenne mondiale, illustre encore et toujours le même phénomène, cette fois dans l'industrie pétrolière.

Les firmes transnationales sont directement responsables de l'informalisation du marché du travail international qui débute dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, et qui s'intensifie à partir des années 1970 et plus encore dans les années 1990. Corrélation étroite avec ce mouvement, le patrimoine des 200 personnes les plus riches de la planète double de 1994 à 1998 (Carroué, 2002). Le renforcement du pouvoir de ces firmes est lié au bouleversement politique qui touche les centres de l'économie mondiale à partir des années 1970. Auparavant régnait en effet dans ces centres un consensus social dont le principe était que, étant donné la différence de pouvoir entre salariés et entrepreneurs, l'État se devait de se poser en médiateur pour assurer plein emploi et sécurité sociale aux travailleurs (Standing, 1989). Fort du renversement de paradigme qui s'opère avec l'arrivée au pouvoir des bourgeoisies néolibérales, les firmes s'imposent comme les seuls décideurs, l'État étant relégué au rôle d'agent de police. Le nombre de sièges sociaux est multiplié par 10 dans le quart de siècle néolibéral (63 000 en 2001). On délocalise rapidement les usines de production vers les espaces qu'on appelle les «nouveaux pays industrialisés» (NPI) qui possèdent la main-d'œuvre nécessaire, mais pas de syndicats, des droits restreints pour les travailleurs, des salaires très faibles, et des

Carte 6  
Envois d'argent par la diaspora vers le pays natal (par habitant) en 2006



Sources: BID, 2007, CIA World Factbook, 2007.

États reproduisant le schéma des longues années de colonisation en se constituant comme agents de recouvrement. Le nombre de filiales à l'étranger est multiplié par 30 dans la même période (820 000 en 2001). Le poids de ces firmes et la familiarité de leurs dirigeants avec les gouvernements locaux enrachent le système politique néolibéral dans ces espaces (Carroué, 2002). Lorsqu'un mouvement d'opposition menaçait la polarisation des firmes, tout le pouvoir du renseignement, de la lutte souterraine, et si nécessaire de l'armée de la métropole protégeant la firme seraient utilisés (Blum, 2005). Ces délocalisations de l'après-guerre, répondant à des législations plus progressives dans les pays industrialisés, vont donc rapidement étendre le néolibéralisme et l'informalisation (c'est-à-dire la spoliation progressive des droits des travailleurs) du marché du travail dans les colonies en transition vers l'indépendance, ce mouvement se déroulant à la grande époque du *Country Boom*. Par ricochet, ces délocalisations massives

permettront aussi la perpétuation des mouvements néolibéraux en Grande-Bretagne (Standing, 1989), et aux États-Unis, puis l'extension dans le reste de l'Europe occidentale. L'informalisation du monde du travail y serait dès lors présentée comme une nécessité pour lutter contre la délocalisation... Les firmes multinationales qui monopolisent aujourd'hui 2/3 du commerce international sont les principales bénéficiaires de la mondialisation libérale (Carroué, 2002). Elles reproduisent aujourd'hui l'organisation internationale du travail dans sa forme coloniale – la « plantalogique » (Heron, 2003) – par des réseaux associant encore et toujours métropoles de l'Atlantique Nord et anciennes colonies dans les mêmes schémas de dépendance.

## Conclusion

La domination spatiale des firmes « corporatocratie », et sa façade pseudo-démocratique néolibérale, n'est en rien une particularité étasunienne uniquement appliquée à la région caraïbe, ou plus largement sud-américaine.

Les États-Unis furent une des dernières puissances impériales à entrer dans la course à la colonisation, d'où bon nombre de confrontations avec des empires rivaux (reprise des colonies espagnoles, etc.), mais la première, ce qui ne veut pas dire la seule, à perfectionner une « corporatocratie » dans laquelle membres des firmes et représentants du gouvernement se mêlent. Il semble à première vue que ce modèle s'impose au début du XX<sup>e</sup> siècle avec l'apparition du cycle pétrolier.

Si l'Amérique latine demeure une chasse gardée où les États-Unis opèrent de manière quasi monopolistique, si le Moyen-Orient et l'Asie centrale sont en passe de le devenir, l'Afrique a été de longue date un terrain plus disputé, où se sont développés de puissants empires privés comme le groupe français Total, dont l'actionnariat est cependant autant étasunien que français (1/3 chacun). Total réalise 93 % de ses profits dans le secteur pétrolier (72 % dans l'extraction, 21 % dans le raffinage et la vente), la moitié des réserves de l'entreprise sont africaines, bon nombre trouvant leur origine dans l'héritage occulte de Elf et dans les liens étroits que Total a su développer avec les pseudo-modèles de régimes démocratiques tels que ceux d'Omar Bongo, Denis Sassou Nguesso, Paul Byia et Eduardo Dos Santos. Bon nombre d'ONG accusent le groupe français de payer directement à ces hommes d'État les taxes qui reviennent en principe au pays et à ses habitants. Seulement 8 % des employés de la firme sont Africains (près de 70 % sont Européens), ce qui prive les populations locales à la fois des taxes, perçues de manière informelle par l'État, et des retombées en termes de salaires, et ce, d'autant plus que les postes les moins

qualifiés sont attribués aux Africains<sup>4</sup>. De manière plus générale, les salariés de Total ont bénéficié d'une rétribution de 2% des revenus dégagés par la firme en 2008, et ce, malgré un profit record de 14 milliards d'euros – en pleine « crise » – tandis que les actionnaires – et les nouveaux investisseurs – se partageaient 98%... Comme Elf avant lui, confié à Total pour afficher une façade plus présentable, le groupe a soutenu, et continue de soutenir financièrement bon nombre de dictatures, selon le modèle néolibéral des États-Unis en Amérique du Sud. Le prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi accusait ouvertement le groupe en 1996, dans les colonnes du *Monde*, d'être le principal investisseur de la dictature birmane du State Law and Order Restoration Council, le SLORC (*Le Monde*, 20 juillet 1996). Pour se maintenir au pouvoir, la junte s'appuie sur le trafic d'héroïne (McCoy, 2003), sur le travail forcé non rémunéré, et sur l'exploitation pétrolière par Total (7% du PNB en 2004). La présence du groupe permet en outre au régime militaire de blanchir ses revenus tirés du trafic illicite en amalgamant les deux types de fonds, d'où les accusations planant contre Total. La firme a déjà été, par ailleurs, condamnée à 5 millions de dollars de dommages et intérêts à verser à des Birmans pour « complicité de nettoyage ethnique, travail forcé et blanchiment d'argent de la drogue » (Christophe, cité dans Survie, 2008; Losson, 2007). Depuis 2006, Total a ajouté à la longue liste de dictatures africaines qu'elle soutient, au moins par son activité, le Soudan d'Al Béchir<sup>5</sup>, tandis que les autres compagnies occidentales sont temporairement restées à l'écart en raison de sanctions internationales. De même en est-il du soutien au président angolais Dos Santos, dirigeant du deuxième pays producteur de pétrole africain depuis 30 ans, et ayant détourné plus de 4 milliards de dollars des revenus liés à cette ressource selon Human Right Watch, 1,7 milliard de dollars par an entre 1997 et 2004, soit un quart des ressources du pays (Survie, 2008). Pour maintenir au pouvoir ce précieux allié d'Elf-Total, qui aurait de « bonnes habitudes » sur la côte d'Azur d'après Nicolas Sarkozy, la France aurait armé son gouvernement tout en le faisant profiter d'importants réseaux de corruption par l'intermédiaire de Pierre Falcone. Au Congo, Total trouve un allié de taille en la personne de Denis Sassou Nguesso, en poste depuis 23 ans, et qui aurait détourné à son profit 17% de la manne pétrolière jusqu'en 1997 (Labrousse, Verschave, 2002). Elf, puis Total, fourniront à l'État 70% de leurs revenus pétroliers... Pendant que le peuple congolais lutte chaque jour pour la survie (70% sous le seuil de pauvreté, espérance

---

4. Quant à l'actionnariat, l'Afrique entre dans la catégorie « autres », en compagnie de l'Asie et de l'Amérique latine, qui représente au total 3% des actionnaires du groupe.

5. Accusé par la Cour pénale internationale de génocide, crime contre l'humanité et crime de guerre.

de vie à 54 ans, etc.), ses dirigeants réalisent, avec l'aide de Total, qui a racheté une partie importante de ses exploitations à bon prix durant la dictature de Lissouba, de complexes montages financiers dans des paradis fiscaux des îles Vierges britanniques pour se partager les milliards de dollars générés par la manne pétrolière (Survie, 2008). Comme on peut s'en rendre compte, la colonisation économique de la France en Afrique a presque atteint le troisième stade, celui de la façade démocratique, bien qu'on puisse encore s'y permettre de sérieuses entorses au processus démocratique en raison du désintérêt général et des énormes possibilités de corruption sur le continent. C'est ce qui explique en partie pourquoi plusieurs des dirigeants de l'Afrique francophone soient au pouvoir depuis les années 1980 (Bongo, Biya, etc.). La perpétuation de leur pouvoir est assurée par le même système de la « Françafrique », cette fois grâce aux banquiers du groupe comme la BNP Paribas, qui fourniront des avances (« préfinancements ») sur les revenus du pétrole à ces dirigeants lorsque l'approche des élections nécessitera des dépenses supplémentaires pour s'assurer du bon déroulement de la démocratie française. Dans le même temps, la France exporte à destination de l'Afrique quasiment autant qu'elle le fait vers les États-Unis (respectivement 40 et 50 milliards de francs à convertir), à des prix très peu concurrentiels, en raison des produits dérivés du franc CFA : les pays CFA souhaitant s'approvisionner hors de la zone ne peuvent le faire que dans les limites imposées par la Banque de France (Survie, 2008). La boucle est bouclée par les industriels français de l'armement qui fournissent à ces dirigeants on ne peut plus démocratiques les moyens de s'assurer un pouvoir sûr. C'est ainsi que Paul Biya cherche, après les émeutes de la faim du début de l'année 2008, à acquérir des véhicules blindés et des systèmes de missiles sol-sol auprès de la Société de services exportant du matériel aéronautique de défense et de sécurité (SOFEMA)<sup>6</sup> (Survie, 2008). Comme le note la journaliste Delphine Fouda, commentant l'augmentation constante du budget militaire du Cameroun (142 milliards de francs CFA en 2006), « un tel armement lourd n'est finalement utilisé que contre l'ennemi intérieur de Paul Biya que sont les populations camerounaises, massacrées à souhait quand elles osent revendiquer leurs droits humains » (Fouda, 2008). La rupture annoncée en la matière par le président Nicolas Sarkozy (grand ami des Bolloré, très bien implantés dans la « Françafrique », et pour qui « la France, économiquement, n'a pas besoin de l'Afrique<sup>7</sup> ») fut selon les mots du président camerounais Paul Biya « une rupture dans la forme et une continuité dans le fond » (*France 24*, 31 octobre 2007). Ce n'est par ailleurs un secret pour personne que la vague de libéralisation imposée dans les années

6. Groupe dont le président-directeur général est Guillaume Giscard d'Estaing.

7. On fera sans doute ici une nuance entre la France et les industriels français.



1990 à l’Afrique francophone a très largement profité, grâce à la « coopération française<sup>8</sup> » à la Lyonnaise des eaux (Togo notamment), Bolloré (Cameroun notamment), Thomson (Congo) et à bon nombre de compagnies françaises. Les plus importants groupes français prospèrent en effet de façon monopolistique ou presque dans le « pré carré » où sont représentés les groupes Louis Vuitton Moët Hennessy (LVMH), Bouygues, Thomson-CSF, CGE, Bolloré, Pinault, Seillière (Veritas), Péchiney, Lafarge, Total, Véolia, BNP Paribas, Crédit agricole, Alcatel, Accor, Gaz de France, Michelin, Alstom, Air France, les industriels de l’armement, etc. Dans le secteur du coton, la société française Dagrif exerce toujours un quasi monopole en masquant la perpétuation de pratiques coloniales derrière la façade ravalée du commerce équitable (Jacquiau, 2007). Un tiers du territoire du Congo appartient aujourd’hui à des compagnies minières, selon le ministre congolais des Mines Martin Kabwelulu, suite à la libéralisation débridée durant le régime de Kabila fils. Son règne a vu la réécriture du code minier par la Banque mondiale (comme en Colombie), justifiée par le remboursement de la dette contractée par le dictateur Mobutu – 800 millions de dollars par an pour les seuls intérêts – mis au pouvoir et soutenu par les États-Unis (Braeckman, 2008). Rien de neuf dans ce commerce inégal dont les modalités ont été définies par le Père Labat en 1728: « les richesses immenses qui sont renfermées dans ce pays et demeurent presque inutiles dans les mains de ses habitants » doivent être produites sur place puis exportées pour transformation, en échange de quoi la métropole introduira sur place des objets fabriqués, qui deviendront indispensables, et permettront aux compagnies gérantes du commerce de réaliser tout le bénéfice (Labat, 1728)...

Si des sondages récents montrent que la France apparaît comme le pays « le plus largement perçu comme ayant une influence positive dans le monde », tandis que les États-Unis (et la Russie) sont ceux perçus comme ayant l’influence la plus négative, la différence des pratiques entre les deux empires est de toute évidence minime, seuls jouant dès lors l’ampleur de l’action et les talents de communicateur<sup>9</sup> (Program on International Policy Attitudes (PIPA), 2005).

L’enchevêtrement des pratiques coloniales et des nouvelles formes de domination économique et spatiale sont une constante, et la région caraïbe que nous analysons dans cet ouvrage seulement un cas parmi d’autres. Les pratiques les plus récentes ont modifié structurellement ces

8. Alain Joyandet, secrétaire d’État à la coopération, a tracé la ligne de conduite dans les colonnes de *Libération* en affirmant « *On veut aider les Africains, mais il faut que ça nous rapporte* » (*Libération*, 24 juin 2008).

9. Ce sondage fut effectué peu après le « non » du gouvernement français à la dernière guerre en Irak, contribuant sans aucun doute au résultat.



espaces, autrefois façonnés autour des secteurs agricoles, en reproduisant cependant le système économique – le système de type plantation – dans les secteurs secondaire et tertiaire. Cette modification structurelle exogène est à l'origine de la création des espaces dérogatoires nombreux et variés ayant trouvé un optimum climacique sur le terreau de domination historique du Nord-Atlantique et sous le climat néolibéral, à l'abri des grandes organisations dominées par les 15 mêmes pays dont sont originaires les 4/5 des firmes transnationales (Carroué, 2002). La conséquence inévitable fut la croissance des inégalités, l'aggravation de la pauvreté, l'accroissement de la dépendance et l'affaiblissement de la souveraineté des États qui, ensemble, amplifièrent le mouvement d'informalisation du travail et de l'habitat, ainsi que, en concordance avec la géographie régionale, les problèmes liés au trafic de drogues illicites, et par ricochet à la criminalité, etc.

À la suite de la présentation par les médias de deux situations économiques totalement différentes, soit une Amérique du Nord aux rues pavées d'or d'une part, et l'extrême pauvreté gagnant progressivement les espaces caribéens, particulièrement dans les Grandes Antilles et sur la façade continentale, d'autre part, les migrations documentées et illégales explosèrent durant le quart de siècle néolibéral avec leur lot de tragédies et d'atteintes aux droits de l'homme (les migrants repoussés en mer, les réfugiés politiques refusés et rendus à leurs bourreaux en Haïti, etc.). Les plus souvent dénoncés furent d'invisibles «trafiquants d'êtres humains» répondant comme les trafiquants de drogues illicites locaux, parfois de manière cruelle, à une demande sur laquelle ils n'avaient guère de prise. Moins souvent montra-t-on les gardes-côtes des États-Unis empêchant les migrants haïtiens exténués d'atteindre le rivage en les menaçant de noyade, ceux des îles Turks et Caicos (TCI) tirant les barques bondées vers les eaux internationales pour repousser le problème, et les employeurs du secteur de la construction des Bahamas profitant allègrement de cette main-d'œuvre servile. Rares furent les caméras à pénétrer dans l'enceinte de Guantanamo comme dans la prison de Krome où l'on enferma les réfugiés politiques haïtiens reconnus (Farmer, 2006)... Si on dénonça les *Yardies* psychopathes des gangs «jaméricains», rares furent les analyses expliquant le phénomène et montrant le revers de la médaille: les dizaines de milliers de travailleurs jamaïcains jonglant entre trois emplois minables pour payer leur loyer et envoyer un baril et de l'argent à leurs enfants.

Autre fait souvent passé sous silence, ces mouvements de population comblent les manques provoqués par les coupes dans les budgets de l'éducation des pays occidentaux, États-Unis et Grande-Bretagne en tête en ce qui concerne les migrations caribéennes. Ces migrations sont donc les conséquences directes des politiques néolibérales, laissant aux pays les moins riches le soin de former leur population pour n'en tirer

que des envois d'argent de la diaspora, lourdement taxés. C'est ainsi que, selon l'OIT, le Ghana et la Jamaïque forment plus de médecins pour l'étranger que pour leur propre territoire<sup>10</sup>. Cette fuite des cervaux doit en outre être considérée comme une chaîne puisque les médecins manquant en Jamaïque, malgré l'importance de la formation, seront par exemple recrutés au Pakistan... La moitié des 86 millions de travailleurs migrants dans le monde sont des femmes – qui représentent la principale ressource financière de leurs foyers respectifs. Seulement 10 % à 15 % de ces flux seraient composés de migrants clandestins selon l'OIT. Les migrations de travailleurs, contrairement à la façon dont elles sont présentées (« invasion », compétition pour les travaux locaux, etc.), sont fortement encouragées par le système néolibéral.

Ces mouvements fournissent en 2002 plus de 80 milliards de dollars d'envois d'argent des diasporas vers leur pays d'origine. Effet de balancier: comme les multinationales ont massivement délocalisé leurs branches, versant des faibles salaires, vers les pays « du Sud », les citoyens de ces pays ont dû compenser en envoyant leurs travailleurs les plus performants (en termes d'éducation, de motivation, etc.) travailler dans les pays où sont situées ces firmes, pour la survie de leurs familles composées de travailleurs pauvres, dont la pauvreté elle-même est née de ce mouvement. Une large partie de cette migration est encouragée par le système (tirage au sort pour l'obtention d'une « carte verte » américaine, recrutement sur place, annonces dans les journaux, etc.) car ces travailleurs permettent de pourvoir des postes vacants sans avoir à augmenter les salaires ou améliorer les conditions de travail (et la formation), comme cela aurait dû être le cas s'il avait fallu répondre aux besoins en fouillant parmi la population locale. Ce mouvement rappelle donc l'appel à la population de travailleurs indurés d'Asie à l'abolition de l'esclavage pour tirer vers les bas salaires et les mauvaises conditions de travail dans les plantations. Les migrants caribéens vers les métropoles du Nord comblent désormais les postes les plus ingrats du secteur de la santé et de l'éducation, apportent aux agricultures subventionnées la main-d'œuvre nécessaire à leur survie en dépit d'avantages comparatifs défavorables, fournissent une armée de domestiques et, dans le cas particulièrement abject des États-Unis, la chair à canon nécessaire à l'expansionnisme néolibéral...

À l'opposé du régime soviétique qui créait des espaces extralégaux en rendant illégales des pratiques auparavant légales, comme le commerce artisanal (Portes, Castells, Benton, 1989), le régime néolibéral en crée en fermant les yeux, en certains lieux, sur des activités ailleurs illégales, par

---

10. [http://www.ilo.org/global/About\\_the\\_ILO/Media\\_and\\_public\\_information/Press\\_releases/lang-en/WCMS\\_005197/index.htm](http://www.ilo.org/global/About_the_ILO/Media_and_public_information/Press_releases/lang-en/WCMS_005197/index.htm).

l'informalisation massive et le droit à la dérogation pour les riches et puissants entrepreneurs. Ailleurs, le système criminalise – à l'encontre de la doctrine libérale – des pratiques répandues dans toutes les sociétés, comme la production des psychotropes, pour justifier des interventions économiques et militaires. L'action armée, la colonisation, l'intervention militaire temporaire ou le soutien financier aux armées du monde sont par ailleurs autant de subventions faites à l'industrie de l'armement dont les ventes représentent 63 % pour les firmes des États-Unis, et 29 % pour les firmes européennes, des 1 200 milliards annuels de dépenses militaires globales (Institut international de recherche pour la paix (SIPRI), 2007, Rapport annuel cité par Berber, 2007).

En outre, comme le montre l'énormité de la dette mondiale (54,6 trillions en décembre 2008 dont près d'un quart – 12,6 trillions – pour les États-Unis seulement), le régime libéral représente un « économicide » masqué par le recours artificiel à la planche à billets, et plus encore un « sociocide », caractérisé par l'aggravation des inégalités, de la production, du trafic et de la consommation de drogues illicites, de la criminalité, des taux d'incarcération et du nombre général de prisonniers, etc. – en plus d'être un « écocide » (déforestation, etc.) – non seulement dans les pays du Tiers Monde qui se plient, de gré ou de force, aux lois de ce système, mais aussi dans les centres de l'économie mondiale.

Dans le Tiers Monde, la Colombie est un exemple caricatural. Les réformes néolibérales qui ont accompagné l'« aide » imposée dans le cadre de l'Initiative andine (imposée car liée à la lutte contre le trafic de drogues illicites, lui-même lié à la certification du département d'État des États-Unis, etc.) furent, comme c'est généralement le cas, conditionnelles à « l'ouverture économique » : la Colombie fut poussée à baisser ses taxes douanières sur les importations entraînant un accroissement massif des flux en provenance des États-Unis, une forte croissance du chômage local par effet de levier (les produits autrefois achetés sur place et désormais importés produisaient des emplois) et une croissance du déficit commercial (balance entre les importations et les exportations, principalement des matières brutes comme le charbon et le pétrole dont ne restent localement qu'entre 0,4 % et 8 % de leur valeur réelle). Cet « économicide », renvoyant au génocide des populations amérindiennes perpétré par les colons européens, s'observe dans tous les pays du Tiers Monde avec pour conséquence immédiate la croissance massive des espaces extralégaux, et plus particulièrement, comme bon nombre de chercheurs n'ont pas manqué de l'observer, dans les dépendances les plus proches des grands centres de l'économie mondiale, autour des méditerranées.

## Conclusion



**C**omme on l'a vu, le processus de périphérisation caribéenne obéit à une quadruple logique : géographique, historique, économique et géopolitique.

Le positionnement géographique de la région a joué en faveur de cette périphérisation depuis que les progrès du transport maritime en Europe ont fait du bassin caribéen un prolongement de la Méditerranée (Taglioni, 1997). Les Européens façonnèrent alors au moyen du commerce triangulaire et de la théorie impériale des « avantages comparatifs » un espace répondant à leurs demandes en matières premières. La mer des Antilles est par la suite elle-même devenue une véritable méditerranée à part entière à mesure que la polarisation se déplaçait vers le nouveau centre régional des États-Unis.

Le caractère périphérique est donc partiellement lié au positionnement géographique – en périphérie proche à la fois de la vieille Europe impériale, des États-Unis, et de plus en plus de la Chine (ainsi que Hong Kong et le Japon qui se positionnent dans la région par une série de zones

franches pour accéder au marché nord-américain) –, mais celui-ci ne constitue en rien un facteur déterminant. Le poids de l'histoire de la région et l'inertie de son héritage (inertie qui se mesure facilement en termes d'inégalités liées aux ethnotypes, par exemple) sont bien plus importants dans le processus de périphérisation. Surtout, cette inertie aurait pu être menacée et mise en danger sans l'apparition et la domination du nouveau centre nord-américain à partir du XIX<sup>e</sup> siècle.

Comme on l'a vu, les États-Unis commencèrent par recoloniser les Grandes Antilles militairement, parfois après avoir aidé les insurgés locaux à se débarrasser de la tutelle européenne, avant de mettre en place un réseau de domination plus complexe relayé localement par les héritiers de la plantocratie.

Ce caractère périphérique se mesure aisément aujourd'hui lorsque l'on observe la concentration des dépendances dérogatoires dans la région : dérogation fiscale aux Caïmans, Turks et Caïkos, et à Saint-Vincent, dérogation commerciale dans les îles Vierges, dérogation industrielle en République dominicaine, dérogation à la souveraineté étatique presque partout. Symbole de la souveraineté des États-Unis : la quatrième flotte redéployée et les Marines patrouillant dans les eaux nationales des Antilles depuis les Bahamas jusqu'à Trinidad.

La région caraïbe est devenue un centre d'affaires lucratif pour les investisseurs étrangers – masque derrière lequel se cachent le plus souvent les firmes multinationales nord-américaines – qui y implantent leurs usines d'assemblages, leurs complexes hôteliers tout inclus, etc. En corollaire se développent tous les trafics du côté des naufragés de ce mal-développement : prostitution des employées de zones franches dominicaines, dans toute la région, migration massive des Haïtiens, commerce de drogues illicites, etc. Ce dernier commerce a en outre lui-même été intégré verticalement par les héritiers de la plantocratie, notamment parmi les communautés blanches et « syriennes » idéalement implantées dans tous les grands ports de l'arc antillais (Cruse, 2009 ; 2010).

La mise au jour de ce processus de périphérisation s'oppose à la vision socioévolutionniste classique qui place les pays à différents stades de développement. Nous sommes en présence d'une logique parasitaire. Le centre ne fonctionne en rien de manière épiphyte. Le centre ne souhaite aucunement le développement de la périphérie, passé un certain stade. L'exemple haïtien l'illustre au plus haut point. La colonisation par les États-Unis au début du XX<sup>e</sup> siècle y eut pour effet de réorganiser l'espace au profit des firmes multinationales de ce centre, sur place et dans le territoire voisin de République dominicaine où la main-d'œuvre dans les champs de canne et de café manquait (Farmer, 2006 ; Cruse, 2008). Comme

nous l'avons vu, la rhétorique du développement n'est qu'un prétexte à la violence nécessaire au processus de périphérisation. La violence du fort sur le faible ne peut s'appuyer que sur la force et doit être justifiée. Elle est toujours présentée comme étant de l'intérêt du faible.

Nous avons, dans cet ouvrage, présenté plusieurs processus violents de périphérisation et leur enchaînement. Le premier et le plus évident est facilement identifiable. Il s'agit de l'entreprise coloniale qui débute au XVI<sup>e</sup> siècle. Les îles sont façonnées comme des dépendances, on y importe la canne, puis des esclaves, une fois décimées les populations locales traquées comme du gibier. L'ambigu processus de l'abolition de l'esclavage lance le commencement d'une nouvelle ère. Il est capital pour le centre – les centres à différentes échelles plus précisément – d'empêcher toutes formes de recentrage/dépériphérisation (la déconnexion de Samir Amin) (Amin, 1972). Localement, dans les capitales, les héritiers de la plantocratie doivent leur train de vie à leur rôle d'intermédiaire dans la transaction inégale avec le centre de l'économie mondiale. Il est capital pour eux que ce système se perpétue. Pour ce faire, la violence sera souvent utilisée. En Dominique, par exemple, avec Patrick John, puis durant le règne de la « dame de fer » des Antilles Eugenia Charles, une loi marginalise les auto-suffisants (au point qu'on peut les abattre légalement). La police s'attaque aux camps des Marrons modernes qui vivent sur les hauteurs de l'île. En Haïti, les troupes de Toussaint Louverture et de Dessalines renvoient violemment les anciens esclaves dans les champs de canne au point qu'une résistance s'organise dès les premières heures de la Révolution noire (Bell, 2007). Partout des conflits ouverts agitent les sociétés locales. L'État contre la Nation, résume Trouillot à propos d'Haïti. Partout, dans les cercles du pouvoir, on tente de maintenir la population dans un rapport de dépendance aux centres. Partout, il y en a qui s'insurgent contre ce système.

Pour le centre de l'économie mondiale, il est primordial que cette relation commerciale inégale continue, à la fois pour l'approvisionnement en matières premières bon marché, et pour l'écoulement de produits manufacturés. L'un des moyens les plus subtils employés pour s'assurer de la perpétuation du système sera la mise en dépendance des États périphériques par la dette, comme nous l'avons vu à partir des études de Taïmoon Stewart (1993). Un moyen moins subtil et plus ouvertement violent sera assuré par l'aide militaire. L'exemple le plus flagrant est sans aucun doute ici le cas de la Colombie: sous couvert de lutte contre le narcotrafic, les États-Unis y installent des groupes militaires (l'armée nationale formée et équipée par les États-Unis) et paramilitaires destinés à protéger les firmes nord-américaines dans leur entreprise prédatrice sur le plan économique, environnemental et social (Stokes, 2005). Le cas haïtien n'est guère plus subtil. Dans les cas les plus difficiles, la périphérisation fut maintenue ou

accentuée directement par une intervention militaire. William Blum (2005) dresse une longue liste de ces interventions destinées à enrayer la progression d'un tiers-mondisme politique que les centres dissimulent derrière la propagande alarmiste du tout-communiste (et de ses variantes actualisées de la lutte pour la liberté, contre le terrorisme, contre la drogue, etc.).

Le seul pays de la région à avoir rompu héroïquement avec ce modèle est le Cuba révolutionnaire qui, un jour, dit non au pantin étasunien Fulgencio Batista. On en connaît cependant le prix : l'embargo a ruiné le pays et la déstabilisation par l'extrême-droite cubaine dirigeant Miami a rendu le régime militaire paranoïaque. Cuba n'est donc pas, loin s'en faut, un paradis socialiste. Cependant, les avancées sociales de ce pays partiellement déperiphérisé par la force des choses (et contre son gré) sont si importantes qu'elles doivent être gardées à l'esprit, que ce soit dans le domaine de la santé ou de l'éducation par exemple. L'indice de développement humain – calculé par l'ONU qu'on ne peut accuser d'empathie à l'égard du régime castriste – est par exemple le deuxième plus fort des Antilles, alors que Cuba est le deuxième pays le plus pauvre de la région.

Certes, Cuba n'est pas un modèle démocratique. Il faut cependant tempérer cette affirmation. Peut-on instaurer un régime démocratique à Cuba pendant que l'extrême-droite américano-cubaine, avec l'appui du gouvernement, tente de renverser le régime par la force depuis près d'un demi-siècle ? Par ailleurs, si on entend souvent l'écho des reporters sans frontières et autres journalistes partisans de l'ordre établi rappeler l'absence de démocratie à Cuba, bien peu semblent se soucier des démocraties jamaïcaines ou dominicaines, pour prendre les exemples les plus proches. En Jamaïque, l'oligarchie contrôle les deux partis néolibéraux limitant le débat démocratique. Ceux-ci préservent leur statut par des pratiques clientélistes poussées à leur paroxysme et en armant des gangs d'adolescents qui terrorisent le pays. En République dominicaine, les États-Unis sont intervenus militairement pour éliminer toutes les personnes opposées à l'ordre établi (par les Marines et les firmes nord-américaines) et évincer du pouvoir le premier (et dernier) gouvernement non néolibéral, au profit d'un régime brutal et impliqué jusqu'au cou dans le narcotrafic. De même, qui peut se rappeler le dernier article décriant la mascarade démocratique à Trinidad ou encore en Haïti (des rumeurs font état d'importantes réserves de pétrole dans le plateau central...), où les États-Unis, la France, et les Capos colombiens (noter la récurrence de l'association entre les États-Unis et des groupes de trafiquants en Colombie, à Trinidad, à Saint-Vincent, en République dominicaine, en Haïti, etc.), ont évincé par deux fois le président élu démocratiquement ? Qui, en dehors d'un petit cercle de spécialistes régionaux, sait que le gouvernement du Guyana envoie régulièrement sa police paramilitaire terroriser les ghettos noirs pour protéger le trafic de cocaïne ?



Sans même parler du cas le plus extrême, la Colombie, avec sa trilogie formée d'Alvaro Uribe, des paramilitaires d'extrême-droite et du trafic de drogues illicites.

Comme dans les champs de canne des planteurs, l'esclave fugitif qu'on a rattrapé est écorché vif et exhibé en haut d'un poteau. À Grenade, au Guyana, au Surinam, en Jamaïque et, plus récemment, au Venezuela, l'embargo cubain ne parvint cependant pas à repousser les aspirations populaires récupérées par des partis étiquetés de gauche à idéologie pourtant très variables. Quel grand fossé idéologique entre Hugo Chavez prônant une redistribution plus égalitaire des richesses minières, Michael Manley, opportuniste surfant sur la vague socialiste tout en acceptant les conditions du FMI, et Bouterse instaurant une dictature militaire, se prétendant socialiste. Sans même parler du pseudo-socialisme ethnique de Cheddi Jagan au Guyana...

Après un appel d'air étouffé dans les années 1970, la déperiphérisation se trouve depuis plusieurs décennies évacuée du débat politique tant la mondialisation néolibérale est acceptée jusque dans les sphères plus libérales (au sens premier) de l'échiquier politique. Il est intéressant de noter que la lutte contre le recentrage – c'est-à-dire la coupure du système-monde et une démarche plus autonome et autosuffisante – est une constante depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, y compris dans les premiers territoires indépendants. Les armées de Toussaint Louverture puis de Dessalines, une fois accomplis les actes les plus héroïques d'une révolte on ne peut plus légitime, s'empressèrent de renvoyer les Haïtiens dans les plantations, entraînant la levée d'armées de Marrons résistant à ce nouvel ordre noir (duquel découlerait assez logiquement le noirisme d'un Duvalier).

Si certains analystes caribéens ont cru observer l'effondrement de la droite dans la région, leurs observations basées sur la couleur politique du parti au pouvoir ignorent l'essentiel : il n'existe pour ainsi dire plus de gauche caribéenne (là encore, les îles sont bien souvent des métaphores qui révèlent le monde). Tous les partis sans exception sont désormais ouvertement néolibéraux, à l'image du pseudo-parti socialiste jamaïcain, le PNP, sous l'égide duquel ont été négociés les principaux accords avec le FMI (dont l'implantation des zones franches). Le cas de la Colombie est encore une fois en la matière l'exemple le plus caricatural puisque les électeurs y ont désormais le choix entre trois candidats issus du parti néolibéral colombien. Ceux qui s'y opposent le font au péril de leur vie. L'enjeu électoral de ces façades démocratiques demeure dans le choix de clans dirigeants selon des clivages clientélistes et/ou ethniques.



La dépériphérisation totale (ou le recentrage) n'est pas ici présentée comme une panacée. L'indépendance totale et l'autosuffisance complète semblent impossibles à accomplir dans l'économie mondialisée, et on peut légitimement se demander si elles sont d'ailleurs souhaitables. L'urgence est cependant à l'abandon des politiques néolibérales renforçant la périphérisation. Les agricultures caribéennes peuvent nourrir la population pour peu qu'un début de redistribution des terres s'exerce enfin (les importations de lait et de volailles ne font que plomber les balances des paiements tout en asphyxiant les producteurs locaux). Les Taïnos de la Jamaïque fabriquaient un coton d'une telle qualité que les colons les incitèrent à en développer le commerce (pour leur profit). Plus de deux décennies de zones franches textiles ont brisé le mythe du transfert de technologie. Pourquoi ne pas réorienter les usines vers une production pour le marché local (et éventuellement pour l'exportation)? Des marques de vêtements jamaïcaines se vendent par exemple désormais à l'étranger (Cooyah, Yard Beat, etc.) aux côtés de vêtements de sport nord-américains. Pourquoi ne pas réorienter les productions pour des bénéfices locaux? Surtout, lorsque des entrepreneurs locaux engrangent les bénéfices, pourquoi les laisser reproduire le schéma inégalitaire comme c'est le cas du géant Sandals de Butch Stewart? Pourquoi continuer à laisser les entreprises étrangères contrôler les secteurs lucratifs de l'économie locale? Pourquoi faire cadeau des recettes du tourisme à deux géants croisiéristes et quelques milliardaires propriétaires de compagnies aériennes? La réponse se trouve dans la façade démocratique dont nous avons présenté les contours, la formation et les objectifs dans cet ouvrage.

Pour sortir de l'impasse inhérente à la relation centre/périphérie, la coopération entre les États du Sud apparaît à l'heure actuelle comme une (des seules) possibilité prometteuse. Reste à en définir précisément les contours et surtout les objectifs. C'est à ce moment que le grand écart qui maintient les « gauches » sud-américaines dans une alliance fragile risque de montrer ses limites...

## Références



- Americas Watch (1989). *The Killings in Colombia*, New York.
- Amin, S. (1972). *Le développement inégal*, Paris, Anthropos.
- Amnesty International (2005). *2005 Report, Haïti*, <http://web.amnesty.org/report2005/hti-summary-eng>.
- Anderson, P. et M. Witter (1994). «Crisis, Adjustment and Social Change: a case study of Jamaica» dans E. Le Franc, *Consequences of Structural Adjustment: a Review of the Jamaican Experience*, Kingston, Canoe Press, p. 1-55.
- Antonius-Smits, C. et al. (1999). «Gold and Exploring the link between smale-scale gold mining and commercial sex in the rainforest of Suriname», dans K. Kempadoo (dir.), *Sun, Sex, and Gold. Tourism and Sex Work in the Caribbean*, New York, Oxford, Boulder, Rowman & Littlefield Publishers, p. 237-259.
- Askolovitch, C. et A.-L. Barret (2009). Taubira: «On frôle l'apartheid social», *Le Journal du Dimanche*, 14 février 2009, [http://www.lejdd.fr/cmc/societe/200907/taubira-on-frole-l-apartheid-social\\_187665.html](http://www.lejdd.fr/cmc/societe/200907/taubira-on-frole-l-apartheid-social_187665.html)
- Avilés, W. (2006). «Paramilitarism and Colombia's low-intensity Democracy», *Journal of Latin American Studies*, 38(2) p. 379-408.
- Bairoch, P. (1974). *Révolution industrielle et sous-développement*, Walter de Gruyter, 381 p.

- Baker, P.L. (1994). *Centring the periphery: Chaos, Order, and the Ethnohistory of Dominica, Jamaica, Barbados, Trinidad & Tobago*, University of the West Indies Press, 249 p.
- Baneth-Nouailhetas, É. (2006). «Le postcolonial: histoires de langues», *Hérodote* 120(1), p. 48-76.
- Barongo, R. (1980). «Neocolonialism and African Politics: a Survey of the Impact of Neocolonialism on Political Behavior», *Canadian Journal of African Studies*, 15(3).
- Barrow-Giles, C. et S. Joseph (2007). *General Elections and Voting in the English speaking Caribbean 1992-2005*, Kingston, Miami, Ian Randler Publishers, 193 p.
- Bayat, A. (1997). «Un-civil: the Politics of the "informal people" », *Third World Quarterly*, 18(1), p. 53-72.
- Beckford, G. (1999). *Persistent Poverty, Underdevelopment in Plantation Economies of the Third World*, Kingston, UWI Press, 308 p.
- Bégot, M., Buléon, P. et P. Roth (2000). *Émergences caraïbes, éléments de géographie politique*, Paris, L'Harmattan.
- Bell, M. S. (2007). *Toussaint Louverture, biographie*, Coll. Actes Sud, «Lettres anglo-américaines».
- Benjamin, A. (2007). *Freedom of Expression and Birth of the Stabroek News*, Georgetown, Guyana Publications Incorporated, 180 p.
- Berber, M. (2007). *Les dépenses militaires mondiales augmentent*, RFI, juin 2007.
- Bernal, R. (1992). *Debt, Drugs, and Development in the Caribbean*, *Trans Africa Forum*, 9(2), p. 83-92.
- Blum, W. (2005). *Killing hope, US military and CIA interventions since World War II*, 500 p.
- Bolan, H. I. (2004). *The Influence of Ethnicity on the Formulation and Implementation of Foreign Policy in Trinidad and Tobago and Guyana*, St Augustine, Trinidad, University of the West Indies, Institute of International Relations, 153 p.
- Bourdieu, P. (dir.) (1993). *La misère du monde*, Paris, Le Seuil.
- Boot, M. (2002). «The Caser for American Empire, the Must Realistic Response to Terrorism is for America to embrace its imperial role», *Weekly Standardt*, 15 octobre 2002.
- Böröcz, J. et M. Kovacs (dir.) (2001). «Empire's new clothes: Unveiling EU enlargement», *Central Europe Review*, Telford, Shropshire.
- Braithwaite, L. (1953). *Social stratification in Trinidad*, UWI.
- Brana-Shute, G. (1990). «The US and Suriname», dans B. Sedoc-Dahlberg, *The Dutch Caribbean, Prospect for Democracy*, Gordon and Breach, p. 191-202.
- Brana-Shute, G. (2000). *Narcocriminality in the Caribbean, Global problems in Small Places*,
- Braudel, F. (1949). *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris, A. Colin.

- Brenner, R. (1985). « The Social Basis of Economic Development », dans J. Roemer, *Analytical*, Cambridge University Press.
- Brossard, E. (1993). *The clash of the Giants, Petroleum Research and Venezuela's Intevep*, Intevep, 211 p.
- Brunet, R. (1986). *Zones franches et paradis fiscaux*, Paris, Fayard/Reclus, 79 p.
- Brunet, R et O. Dolfus (1990). *La géographie universelle, mondes nouveaux*, Paris, Hachette, 551 p.
- Brunet, R., Ferras, R. et H. Théry (1992). *Les mots de la géographie, dictionnaire critique*, Paris, Reclus, 518 p.
- Bulard, M. (2008). « Finance, puissances... le monde bascule, Washington perd l'initiative », *Le Monde diplomatique*, Novembre 2008, <http://www.monde-diplomatique.fr/2008/11/BULARD/16445#nh1>
- Buzenot, L. (2008). « Coopération commerciale et zones franches dans la Caraïbe », dans F. Taglioni et al. (dir.), *Coopération et intégration, perspectives panaméricaines*, Paris, L'Harmattan.
- Cabezas, A. L. (1998). « Discourses of Prostitution: The Case of Cuba », dans K. Kempadoo (dir.), *Global: Rights, Resistance and Redefinition*, New York, Routledge, p. 79-86.
- Caldeira, T. (2000). *City of Walls: Crime, Segregation, and Citizenship in Sao Paulo*, Berkeley, University of California Press.
- Campbell, D. (2002). « American Navy "Helped Venezuelan coup" », *The Guardian*, 29 avril 2002, <http://www.guardian.co.uk/world/2002/apr/29/venezuela.duncancampbell>
- Carré, F. et A. de Séguin (1998). *Mexique, Golfe, Caraïbes, une méditerranée américaine ?*, Paris, Presses Universitaires de France, 250 p.
- Carroué, L. (2002). *Géographie de la mondialisation*, Paris, Armand Colin, 255 p.
- Chapaux, V. (2008). *Réussite, fragilité, faillite: les états de l'État dans les discours politiques et les discours « experts »*, Association Belge de Sciences Politiques – Communauté française de Belgique, <http://www.absp-cf.be/documents/Chapaux.pdf>
- Chernomas, R. et I. Hudson (2007). *Social Murder. And Other Shortcomings of Conservative economics*, Arbeiter Ring Publishing.
- Chomsky, N. (1995). *Class warfare*, Viva Books PVT.
- Chomsky, N. (2003). *Hegemony or Survival*, Metropolitan Books, 288 p.
- Chomsky, N. (2004). « The "Noble Phase" and "Saintly glow" of US Foreign Policy » dans N. Chomsky (dir.), *Getting Haiti right this time, the US and the Coup*, Monroe, Common Courage Press, p. 1-9.
- Chomsky, N. (2006). *Failed States: the Abuse of Power and the Assault on Democracy*, Metropolitan Books, 314 p.
- Chomsky, N. (2007). « Le lavage de cerveaux en liberté », *Le Monde diplomatique*, août 2007.
- Chomsky, N., Farmer, P. et A. Goodman (dir.) (2004). *Getting Haiti Right This Time, the US and the Coup*, Monroe, Common Courage Press, 180 p.

- Chouvy, P.-A. et L. Laniel (2004). «De la géopolitique des drogues illicites», dans Y. Lacoste, *Géopolitique des drogues illicites*, Hérodote, 112.
- CIA (1965). *Annex A – Colombia Survey Team Recommendations for US Action*, cité dans Stokes D. (2005).
- Conway, D. (1998). «Misguided Directions, Mismatched Models, or Missed Paths?», dans T. Klak (dir.), *Globalization and Neoliberalism: the Caribbean Context*, Lanham, Maryland, Rowman & Littlefield, p. 29-50.
- Cooper, F. (2002). *Africa since 1940: the Past of the Present*, Cambridge, Cambridge University Press, Coll. Cambridge Africa, 232 p.
- Corbin, A. (1988). *Le territoire du vide, l'Occident et le désir du rivage (1750-1840)*, Paris, Flammarion, 400 p.
- Corbit, K. (2006). *National Lawyers Guild Calls on Haiti's Elected Government to Release Political Prisoners remaining from the Latortue Dictatorship*,
- Corbridge, S. (1993). *Debt and Development*, Oxford, Blackwell.
- Coronel, G. (1983). *The Nationalization of the Venezuelan Oil Industry, from Technocratic Success to Political Failure*, Toronto, Lexington Books, 293 p.
- Corva, D. (2008). «Neoliberal Globalization and the War on Drugs: Transnationalizing Illiberal Governance in the Americas», *Political Geography*, 27(2), p. 176-193.
- Cox, R. (1977). «Labour and Hegemony», *International Organization*, 31(3), p. 385-424.
- Croes, R. et L. Alain (1990). «Decolonization of Aruba within the Netherlands Antilles», dans B. Sedoc-Dahlberg, *The Dutch Caribbean – Prospects for Democracy*, Gordon and Breach, p. 81-102.
- Cruse, R. (2006). «Les îles de l'Antimonde», *Géographie et Culture*, 57, p. 71-86.
- Cruse, R. (2007). «Coopérations informelles au cœur de l'Antimonde Caraïbe», dans F. Taglioni et J.-M Théodat (dir.), *Coopération et intégration, perspectives panaméricaines*, Paris, L'Harmattan.
- Cruse, R. (2009). *L'Antimonde caribéen, entre les Amériques et le Monde*, Thèse de doctorat, Université d'Artois.
- Cruse, R. (2010). *Espaces politiques et ethniques du crime et du trafic de drogues illicites à Trinidad-et-Tobago*, Publibook, PUAG.
- Cruse, R. et F. Célimène (2010). *La Jamaïque, les raisons d'un naufrage*, Publibook, PUAG.
- Cruse, R. et al. (2008). «Évolutions récentes de la géopolitique de la cocaïne», *L'Espace Politique*, 4(1).
- Cuellar, F. (2005). *The Profits of Extermination, How U.S. Corporate Power is destroying Colombia*, Monroe, Maine, Common Courage Press, 142 p.
- Davis, M. (2006). *Planet of Slums*, Londres, Verso, 230 p.
- Delaigue, A. (2008). *Paul Krugman, prix Nobel d'économie 2008*, lundi 13 octobre, <http://econoclaste.org.free.fr>.
- Dew, E. (1994). *The Trouble in Suriname, 1975-1993*, Westport, Praeger Publisher, 240 p.

- Dromard, T. (2009). « Antilles, un îlot anti-concurrentiel », *Challenges*, 26 février 2009,
- D'Souza, D. (2002). « In praise of American Empire », *Christian Science Monitor*, 26 avril 2002.
- Dulles, F. (1954). *America's Rise to World power, 1898-1954*, New York, Harper Torchbooks.
- Dussouy, G. (2006). *Les théories géopolitiques*, L'Harmattan, Coll. « Pouvoirs comparés », 361 p.
- Elson, D. et N. Catagay (2000). « The Social Content of Macroeconomic Policies », *World Development*, 28(7), p. 1347-1364.
- Farmer, P. (2004). « What happened in Haiti? » dans N. Chomsky (dir.), *Getting Haiti right this time, the US and the Coup*, Monroe, Common Courage Press, p. 11-36.
- Farmer, P. (2006). *The Uses of Haiti*, Monroe, Common Courage Press, 478 p.
- Ferrier, J.-P. (1992). « La Méditerranée, un modèle du Monde! », *Colloque la Méditerranée vue de Nice*, 5 p.
- Fey, J. et G. Ranis (1964). *Development of the Labour Surplus Economy: Theory and Policy*, New Haven, CT, Yale University Press.
- Figueira, D. (2004). *Cocaine and Heroin Trafficking in the Caribbean, Vol I, Trinidad, Guyana, Jamaica*, New York, iUniverse Inc., 213 p.
- Figueira, D. (2006). *Cocaine and Heroine Trafficking in the Caribbean, Vol 2, The Case of Haiti, the Dominican Republic and Venezuela*, New York, iUniverse, 147 p.
- Figueroa, M. (1996). « Peasants, Plantation and People: Continuities in the Analysis of G. Beckford and A. W. Lewis », dans K. Levitt et M. Witter (dir.), *The Critical Tradition of Caribbean Political Economy, the Legacy of George Beckford*, Ian Randle Publishers, p. 39-55.
- Figueroa, M. (2004). « W. Arthur Lewis vs the "Lewis Model": Agricultural or Industrial Development? », *Journal of the Manchester School*, 72(6).
- Figueroa, M. (2008). *Rethinking Caribbean Agriculture, Re-Evaluating Arthur Lewis Misunderstood Perspective*, communication présentée au 40<sup>e</sup> Annual Monetary Studies Conference, « Economic Transformation in a Post-independent Caribbean: What Can We Learn from Sir Arthur Lewis? », Eastern Caribbean Central Bank (ECCB), St Kitts, 11-14 novembre 2008.
- Flutsy, S., J. Dittmer, E. Gilbert et M. Kuus (2008). « Interventions in banal neoimperialism », *Political Geography*, 27(6), août, p. 617-629.
- Foreign Affairs Division (1975). *Instances of use of US Armed Forces Abroad, 1798 – 1945*, Washington D.C., Congressional Research Service, Library of Congress, US Government Printing Office.
- Foucault, M. (2001). « Des espaces autres », dans *Dits et écrits II (1976-1988)*, Paris, Gallimard, p.1571-1575.
- Fouda, D. (2008). *La Lettre du Continent*, (542), 5 juin 2008.
- Fridell, G. (2010). « The Case Against Cheap Bananas: Lessons from the EU-Caribbean Banana Agreement », CERLAC Working paper series

- Gadrey, J. (2008). « Les États-Unis battent un record d'inégalités vieux de 80 ans », *Alternatives Economiques*
- Gage, A. (1997). *A Day for the Hunter, a Day for the Prey, Popular Music and Power in Haiti*, Chicago, The University of Chicago Press, 276 p.
- Galéano, E. (1978). *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, Paris, Pocket, 447 p.
- Gamlen, A. (2008). « The Emigration State and the Modern Geopolitical Imagination », *Political Geography*, 27(8), p. 840-856.
- Gay, J.-C. (1995). *Les discontinuités spatiales*, Paris, Economica, Coll. « Géo-poche », 112 p.
- Gibson, K. (2003). *The cycle of racial oppression in Guyana*, New York, University Press of America, 97 p.
- Gill, S. (1995). « Globalisation, Market Civilisation and Disciplinary Neoliberalism », *Millennium Journal of International Studies*, 24(3), p. 399-423.
- Girault, C. (2003). « Miami, capitale du bassin Caraïbe ? », *Mappemonde*, n° 72,
- Girvan, N. et R. Bernal (1982). « The IMF and the Foreclosure of Development Options: the case of Jamaica », *Monthly Review*, 33(9), p. 34-48.
- Godard, H. et T. Hartog (2003). « Le bassin caraïbe: des contrastes nuancés au sein du Tiers Monde le plus développé », *Mappemonde*, 2003, (72).
- Goodman, A. et J. Scahill (2004). « Haiti's Lawyer: US is arming Anti-Aristide Paramilitaries », dans P. Chin et al., *Haiti, A Slave Revolution, 200 years after 1804*, International Action Center, New York.
- Gravel, N. (2010). *Géographie de l'Amérique latine, Une culture de l'incertitude*, Les Presses de l'Université du Québec, Coll. Géographie contemporaine, 340 p.
- Greene, R. (2000). *The 48 laws of power*, Penguin Books, 448 p.
- Gregory, D. (2004). *The Colonial Present: Afghanistan, Palestine, Iraq*, Oxford, Blackwell.
- Gregory, S. (2007). *The devil behind the mirror, Globalization and politics in the Dominican Republic*, London, Los Angeles, Berkeley, University of California Press, 283 p.
- Guevara, E. (1961). *Cuba: Historical Exception or Vanguard in the Anticolonial Struggle?* Discours prononcé le 9 avril 1961, <http://www.marxists.org/archive/guevara/1961/04/09.htm>
- Guevara, E. (1965). Discours prononcé lors de la conférence afro-asiatique tenue à Alger le 24 février 1965, <http://www.marxists.org/archive/guevara/1965/02/24.htm>
- Gurrey, B. (2009). « Guadeloupe: un pré-rapport détonant sur la filière pétrolière », *Le Monde*, 9 février 2009,
- Harris, R. et M. Wahba (2002). « The Urban Geography of low-income Housing: Cairo (1946-1996) exemplifies a Model », *International Journal of Urban and Regional Research*, 26(1), mars 2002, p. 51-67.
- Harvey, D. (2000). *Spaces of Hope*, Edinburgh University Press.
- Harvey, D. (2005). *Spaces of Neoliberalization: Towards a Theory of Uneven Geographical Development*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 132 p.



- Harvey, D. (2007). *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford, Oxford University Press, 246 p.
- Hernandez, A. B. (2002). *L'Empire de la liberté*, Paris, Syllepse.
- Hindess, B. (2004). « Liberalism : What's in a Name ? », dans W. Larner (dir.), *Global Governmentality*, Routledge, Londres.
- Hobsbawm, E. (2000). *Bandits*, New York, The New Press, 225 p.
- Huntington, S. (1997) « The Erosion of American National Interest », *Foreign Affairs*, Septembre 1997, <http://www.foreignaffairs.org/19970901faessay3794/samuel-p-huntington/the-erosion-of-american-national-interests.html>
- Hurault, J.-M. (1972). *Français et Indiens en Guyane*, Paris, Union générale d'éditions, 437 p.
- Hylton, F. (2006). *Evil hour in Colombia*, London, Verso, 170 p.
- International Labour Office (ILO) (1972). *Employment, Incomes and Equality. A Strategy for increasing productive employment in Kenya*, Genève.
- Isacson, A., Olsen J. et L. Haugaard (2004). *Blurring the lines*, Latin American Working Group, Center for International Policy and Washington Office on Latin America.
- Itzigsohn, J. (2000). *Developing Poverty, the State, Labor Market deregulation, and the Informal Economy in Costa Rica and the Dominican Republic*, Pennsylvania State University Press, 197 p.
- Jacquiau, C. (2007). « Max Havelaar ou les ambiguïtés du commerce équitable », *Le Monde diplomatique*, Septembre 2007,
- Jaffe, R., Rhiney, K. et C. Francis (2008). *Contested Spaces, Contesting Identities? Graffiti, Space and Power in Kingston, Jamaica*, Communication présentée à la réunion de l'Association of American Geographers, Boston, Massachusetts, 15-19 avril 2008.
- Jagan, C. (1966). *The West on Trial*, Londres.
- Kagan, R. (1986). « The Benevolent Empire », *Foreign Policy*, Washington, DC, été 1998, cité dans Blum, W., 2005.
- Kaldor, M. ([1999]2007). *New and Old Wars: Organized Violence in a Global Era*, Stanford, Stanford University Press, 256 p.
- Kapoor, I. (2008). *The Postcolonial Politics of Development*, Londres, Routledge.
- Kinlocke, R. (2008). *Fear of Crime, Demographic Identity and Gated Communities in the Kingston Metropolitan Area*, Communication présentée à l'assemblée annuelle de l'Association of American Geographers, Boston, Massachusetts, 15-19 avril 2008.
- Klak, T. (1998a.). « Is the Neoliberal Industrial Export Model Working? An Assessment from the Eastern Caribbean », *European Review of Latin American and Caribbean Studies*, 65.
- Klak, T. (dir.) (1998b.). *Globalization and Neoliberalism: the Caribbean Context*, Lanham, Maryland, Rowman & Littlefield.
- Klak, T. et G. Myers (1998). « How States Sell their Countries and their People », dans T. Klak, *Globalization and Neoliberalism: the Caribbean Context*, p. 87-109.



- Klein, J.-L. et Lasserre (dir.) (2007). *Le monde dans tous ses états, une approche géographique*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- Krugman, P. et M. Obstfeld (2000). *International Economics – Theory & Policy*, 5<sup>e</sup> édition.
- Kuhn, T. (1962). *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion.
- Labat, J.-B. (1728, Réédition de 2001). *Nouvelle relation de l'Afrique occidentale*, Adamant Media Corporation, 420 p.
- Labrousse, A. (2003). *Dictionnaire géopolitique des drogues, La drogue dans 134 pays*. Bruxelles, De Boeck, 745 p.
- Labrousse, A. et F.-X. Verschave (2002). *Les pillards de la forêt, exploitations criminelles en Afrique*, Marseille, Agone.
- Lacoste, Y. (2001). *Géopolitique de la Méditerranée*, Paris, La Découverte/Revue Hérodote, 203 p.
- Lacoste, Y. (2003). *De La géopolitique aux paysages, dictionnaire de la géographie*, Paris, Armand Colin, 413 p.
- LaFeber, W. (1993). *Inevitable Revolutions*, Norton & Company, 452 p.
- Lamrani, S. (2003). *Le lobby cubain aux États-Unis de 1959 à nos jours*, Mémoire de DEA, Université Sorbonne Nouvelle, 89 p.
- Latin America Bureau (1984). *Guyana Fraudulent Revolution*, Nottingham, Russel Press, 106 p.
- Latouche, S. (1984). *Faut-il refuser le développement ?*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Latouche, S. (1989). *L'occidentalisation du monde: essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire*, Paris, La Découverte.
- Latouche, S. (1991). *La planète des naufragés*, Paris, La Découverte.
- Le Franc, E. (dir.) (1994). *Consequences of Structural Adjustment: A Review of the Jamaican Experience*, Kingston, Jamaica, Canoe Press, 202 p.
- Lemoine, M. (2004). «Haiti: Titide's Downfall, from Prophet of the Slums to Controlling Ruler», *Le Monde diplomatique*, English Edition,
- Lévi-Strauss, C. (1952). *Le racisme devant la science*, Paris, Unesco.
- Levitt, K. (1996). *From Decolonization to Neo liberalism, What Have we Learned about Development ?*, Kingston, Georges Beckford Foundation, 28 p.
- Lévy, J. et M. Lussault (dir.) (2003). *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 1032 p.
- Lewis, A. (1950). «The Industrialization of the British West Indies», *Caribbean Economic Review*, 2, p. 1-39.
- Leymarie, P. (2009). «Comment les armées se préparent au combat urbain», *Le Monde Diplomatique*, mars 2009,
- Lines, T. (2008). *Making Poverty: a History*, Londres, Zed Books.
- Lloyd-Evans, S. et R. B. Potter (1992). «The informal sector of the economy in the Commonwealth Caribbean», *Bulletin of Eastern Caribbean Affairs*, 17, p. 26-40.
- Lloyd-Evans, S. et R. B. Potter (2002). *Gender, Ethnicity and the informal sector in Trinidad*, Ashgate, Aldershot.

- Lobe, J. (2003). « Pentagon moving swiftly to become “Globocop” », *Foreign Policy in focus*, 12 Juin 2003, <http://www.fpfif.org/commentary/2003/0306globocop.html>
- Losson, C. (2007). « La diplomatie française en pleine hypocrisie », *Libération*, 28 septembre 2007.
- Low, S. M. (2001). « The Edge and the Center: Gated Communities and the Discourse of Urban Fear », *American Anthropologist*, 103(1), p. 45-58.
- Lumpe, L. (2002). « US Foreign Military Training: Global Reach, Global Power, and Oversight Issues », May 2002, [http://www.foreignpolicy-infocus.org-papers-miltrain-index\\_body.html](http://www.foreignpolicy-infocus.org-papers-miltrain-index_body.html)
- MacFarquhar, N., 2008, « Upheaval on Wall Street stirs Anger in UN », *International Herald Tribune*, Paris, 24 septembre 2008.
- Majeed, H. (2005). *Forbes Burnham, National Reconciliation and National Unity 1984-1985*, New York, Global Communities Publishing, 150 p.
- Mallaby, S. (2002). « The reluctant imperialist: Terrorism, Failed States and the case of the American Empire », *Foreign Affairs*, 81(2), p. 2-7.
- Marshall, D. (2003). « Governance and Re-regulation of Offshore Financial Centres: (re)framing the Confines of Legitimate Debate and protest », dans C. Barrow-Giles, *Living on the Borderlines: Issues in Caribbean Sovereignty and Development*, Kingston, Ian Randle Publishers, 554 p.
- Mayorga, L. et P. Velasquez (1999) « Bleak Past, Bleak future, Life paths of thirteen young prostitutes in Cartagena, Colombia », dans K. Kempadoo (dir.), *Sun, Sex, and Gold. Tourism and Sex Work in the Caribbean*, New York, Oxford, Boulder, Rowman & Littlefield Publishers, 356 p.
- McCoy, A. (2003). *The Politics of Heroin: CIA Complicity in the Global Drug Trade*, Lawrence Hill & Co, 734 p.
- McCullough, D. (1977). *The Path between the seas: the Creation of the Panama Canal 1870-1914*, New York, Simon and Schuster.
- McKinley, W. (1892). *Speech in Boston*, the 4th of October 1892, MA William McKinley Papers, Library of Congress.
- McNally, D. (2002). *Another World is possible. Globalisation and anti-capitalism*, Arbeiter Ring Publishing.
- Meyzonnier, P. (2000). *Trafics et crimes en Amérique centrale et dans les Caraïbes*, Paris, Presses Universitaires de France, Criminalités internationales, 144 p.
- Mill, C. (1997). « Smadditizin », *Caribbean Quarterly*, 43(2), juin 1997, p. 54-55.
- Monga, C. (2001). « 1 FCFA = 0,00154 euro, macroéconomie du masochisme », dans H. Ben Hammouda, *L'avenir de la zone franc: perspectives africaines*, Paris, Karthala.
- Mullings, B. (1999). « Globalization, Tourism, and the International Sex Trade », in K. Kempadoo (dir.), *Sun, Sex, and Gold. Tourism and Sex Work in the Caribbean*, New York, Oxford, Boulder, Rowman & Littlefield Publishers, p. 55-80.
- Mycos, M. (2006). « The Retreat of the Upper and Middle Classes to Gated Communities in the Poststructural Adjustment Era: the Case of Trinidad », *Environment and Planning*, 38(1), p. 131-148.

- Navaro, J.-C. (1995). «In search of the Lost Past: Consensus Lost in the 1980's and 1990's», dans J. McCoy *et al.* (dir.), *Venezuelan Democracy under stress*, North South Center, p. 13-32.
- Nelson-Pallmayer, J. (1997). *School of Assassins*, New York, Orbis Book.
- Neptune, Harvey, R. (2007). *Caliban and the Yankees, Trinidad and Tobago and the US Occupation*, University of North Carolina Press, 259 p.
- Nettlford, R. (1993). «Inward Stretch outward Reach: a Voice from the Caribbean», dans C. Barrow-Giles, *Living at the Borderlines: Issues in Caribbean Sovereignty and Development*, Kingston, Ian Randle Publishers, 554 p.
- Nkrumah, K. (1965). *Neo-colonialism, the Last Stage of Imperialism*, London, Thomas Nelson & Sons.
- NSA Archives (2004). *US Intelligence listed colombian president Uribe among «important Colombian narco-traffickers» in 1991*, Georges Washington University online archives.
- O'Connell, J. et J. Taylor (1999). «Fantasy Island, Exploring the Demand for Sex Tourism», dans K. Kempadoo (dir.), *Sun, Sex, and Gold. Tourism and Sex Work in the Caribbean*, New York, Oxford, Boulder, Rowman & Littlefield Publishers, p. 37-54.
- Ong, A. (1991). «The Gender and Labor Politics of Postmodernity», *Annual Review of Anthropology*, 20, p. 279-309.
- O'Shaughnessy, H. (1984). *Grenada: Revolution, Invasion and Aftermath*, Londres, The Observer.
- Ospina, H. (2007). «Les relents narco-paramilitaires du président Uribe», *RISAL*, <http://risal.collectifs.net/>.
- Pantin, D. (1989). «The Colombian Nightmare: Drugs and structural adjustment», *Caribbean Affairs*, octobre-novembre, p. 141-145.
- Pattullo, P. (2005). *The Last Resorts, the Cost of Tourism in the Caribbean*, Londres, Latin America Bureau, 274 p.
- Perkins, J. (2004). *Confessions of an economic hit man*, Berrett-Koehler Publisher, 250 p.
- Pichot, A. (2008). *Aux origines des théories raciales, de la Bible à Darwin*, Paris, Flammarion.
- Plummer, B. (1988). *Haiti and the great powers, 1902-1915*, Baton Rouge, Louisiana State University Press.
- Portes, A., Castello, M. et L. Benton (1989). *The Informal Economy, Studies in advanced and less developed Countries*, John Hopkins University Press, 325 p.
- Potter, R., J. Binns et D. Smith (2004). *Geographies of Development*, 2<sup>e</sup> éd., Toronto, Pearson, 510 p.
- Powell, C. (2002). *Testimony before the Senate Foreign Relations Committee*, 5 février 2002.
- Rabe, S. (1982). *The Road to OPEC: US Relations with Venezuela, 1919-1976*, Texas Pan American Series.

- Red Thread Women's Development Programme (RTWDP) (1999). «Givin'Lil'Bit fuh Lil'Bit', Women and Sex Work in Guyana», dans K. Kempadoo (dir.), *Sun, Sex, and Gold. Tourism and Sex Work in the Caribbean*, New York, Oxford, Boulder, Rowman & Littlefield Publishers, p. 263-289
- Reifer, T. et J. Sudler (1996). « The interstate system », dans T. Hopkins et I. Wallerstein (dir.), *The Age of transition : Trajectory of the World-System 1945-2025*, London, Atlantic Highlandss.
- Reynaud, A. (1981). *Société, espace et justice*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Ricardo, D. (1817, 1999), *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, Paris, Flammarion, 508 p.
- Rist, G. (1996). *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, Les Presses de Sciences Po, 426 p.
- Roberts, B. (1989). « Employment structure, life cycle, and life chances : Forma land informal sectors in Guadalajara », dans A. Portes, M. Castells et L. Benton, *The Informal Economy*, Baltimore, John Hopkins University Press, p. 41-55.
- Rosière, S. et al. (2008). *Dictionnaire de l'espace politique : géographie politique et géopolitique*, A. Colin, 319 p.
- Ruffin, F. (2008). « Partage des richesses, la question taboue », *Le Monde diplomatique*, Janvier 2008,
- Rutledge, I. (2005). *Addicted to Oil*, Tauris, 288 p.
- Safa, H. (1999). « Free Markets and the Marriage Market: Structural Adjustment, Gender Relations and Working Conditions among Dominican Women Workers », *Environment and planning*, 31(2), p. 291-304.
- Samuelson, P. (2004). « Where Ricardo and Mill Rebut and Confirm Arguments of Mainstream Economists Supporting Globalization », *Journal of Economic Perspectives*, 18(3), p. 135-146.
- Samuelson, P. et W. Stolper (1941). « Protection and Real Wages », *Review of Economic Studies*, 9(1), p. 58-73.
- Sanguin, A.-L. (2007). « Périphicité et ultrapériphicité insulaires dans l'Union Européenne », *L'Espace Politique*, n°2, <http://www.espacepolitique.org/numero2.php>.
- Sassen-Koob, S. (1989). « New York City's Informal Economy », dans A. Portes et al., *The Informal Economy*, Baltimore, John Hopkins University Press, p. 60-74.
- Say, J.-B. (1843). *Cours complet d'économie politique pratique*, Paris, Guillaumin Libraires.
- Searle, C. (1983). *Grenada, the Struggle against Destabilization*, Londres, Writers & Readers Publishing.
- Seecharan, C. (2005). *Sweetening bitter Sugar, Jock Campbell, the Booker Reformer in British Guyana*, Kingston, Miami, Ian Randle Publishers, 673 p.
- Sévilla, J. (2003). *Historiquement correct. Pour en finir avec le passé unique*, Paris, Perrin.
- Simons, G. (2004). *Colombia, a Brutal History*, London, SAQI, 384 p.
- Smith, A. (1776, 2000). *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Paris, Economica, Livres I et II.

- Sri Aurobindo (rééd. 1999). *The Human Cycle, The Psychology of Social Development*, Lotus Press, 280 p.
- Sri Aurobindo (rééd. 2006), *The Life Divine*, Pondichery, Sri Aurobindo Ashram, 1130 p.
- Standing, G. (1989). «The "British Experiment", Adjustment or Accelerated Decline?», dans Portes et al., *The Informal Economy*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, p. 279-297.
- Stokes, D. (2005). *America's other war, terrorizing Colombia*, Zed Books.
- Stratfor, (2002). *The American Empire*, 27 juin 2002.
- Sumesar-Rai, K. (2005). *Relationship and the Creation and Sustenance of a Just Society in multi-ethnic States: Trinidad and Tobago, Guyana and Suriname*, St Augustin Campus, Trinidad, University of the West Indies Thesis, Faculty of Social Sciences, 560 p.
- Survie (2008). *Démocratie, business et dictatures, l'Afrique prise au piège françafricain*, 33 p.
- Taïmoon-Stewart, S. (1993). *Debt Crisis in the Periphery as Continuity of the Imperialist Thesis: the Specificity of the Industrializing Commonwealth Caribbean*, St Augustine, PHD Thesis, Institute of international relations, University of the West Indies (UWI), 433 p.
- Taglioni, F. (1997). «Géopolitique et insularité: l'exemple des Petites Antilles» dans A.-L. Sanguin (dir.). *Vivre dans une île. Une géopolitique des insularités*, Paris, L'Harmattan, coll. «Géographie et Cultures».
- Taglioni, F. (2000). «Les méditerranées eurafricaine et américaine: essai de comparaison», dans A.-L. Sanguin (dir.), *Mare Nostrum, dynamiques et mutations géopolitiques de la Méditerranée*, Paris, L'Harmattan, Coll. «Géographie et Cultures», p. 73-88.
- Tarrier, M. (2009). «Vos ancêtres les Gaulois: petite anthologie de la pensée raciste en France», *La revue des ressources*, <http://www.larevuedesressources.org/spip.php?article1208>
- Taylor, M. (2009). «Displacing Insecurity in a Divided World, Global Security, International Development and the Endless Accumulation of Capital», *Third World Quarterly*, 30(1).
- Thomas, C. (1988). «The Poor and the Powerless: Economic policy and Change in the Caribbean», *Monthly Review Press*,
- Tocqueville, A. de (1986 Rééd.), *De la démocratie en Amérique*, Paris, Laffont.
- Trouillot, M.-R. (1986). *Les Racines historiques de L'état Duvaliérien*, Port-au-Prince, Deschamps.
- UNODC (2007). *Crime, Violence and Development: Trends, Costs and Policy Options in the Caribbean*, UNODC publication, 228 p.
- Vernon, R. (1966). «International Investment and international Trade in the Product Cycle», *Quarterly Journal of Economics*, 80, p. 190-297.
- Victor, G. (2003). *À l'angle des rues parallèles*, Vents d'Ailleurs, 190 p.
- Vulliamy, E. (2002). «Venezuela Coup linked to Bush Team», *The Observer*, 21 avril 2002, <http://www.guardian.co.uk/world/2002/apr/21/usa.venezuela>

- Wallerstein, I. (2008). «Le capitalisme touche à sa fin», *Le Monde*, 12 novembre 2008.
- Watson, N. (1988). *Evaluating the Net Economic Benefits of Free Trade Zone in Theory and Practice: applied to the Kingston Export Free Zone in Jamaica*, Thèse de doctorat, Département d'économie, Simon Fraser University.
- Weber, M. (1921). *Économie et société*, Paris, Pocket.
- Weeks, W. (1996). *Building the Continental Empire*, Chicago, Ivan Dee.
- Weisbrot, M. et al. (2005). *The Scorecard on Development: 25 Years of Diminished Progress*, Washington, DC, Center for Economic and Policy Research.
- Williams, E. (1970). *From Columbus to Castro: the History of the Caribbean*, New York. Random House.
- Williamson, J. (1990). «What Washington means by policy reform», dans J. Williamson (dir.), *Latin American Readjustment: How Much Has Happened*, Washington, Institute for International Economics, <http://www.iese.com/publications/papers/paper.cfm?researchid=486>
- Wood, E. (1995). *Democracy Against Capitalism: Renewing Historical Materialism*, Cambridge University Press.
- Yarborough, W. (1962). *Headquarters United States Army Special Warfare Center, Subject: Visit to Colombia, South America, by a Team from Special Warfare Center, Fort Bragg, Supplement Colombian Survey Report*, février 1962.
- Youngers, C. et E. Rosin (dir.) (2005). *Drugs and Democracy in Latin America*, Washington Office on Latin America, Lynne Rienner.
- Zaharna, R. et J. Villabos (2000). «A Public Relations Tour of Embassy Row: The Latin Diplomatic Experience», *Public Relations Quarterly*, 45, p. 33-37.
- Zinn, H. (2006). *L'impossible neutralité. Autobiographie d'un historien et militant*, Agone, coll. «Mémoires sociales», 374 p.



**Le monde dans tous ses États –  
2<sup>e</sup> édition**

**Une approche géographique**

*Sous la direction de Juan-Luis Klein  
et Frédéric Lasserre*

2011, ISBN 2-7605-3206-9, 666 pages

**Eaux et territoires – 3<sup>e</sup> édition**

**Tension, coopérations  
et géopolitique de l'eau**

*Frédéric Lasserre et Luc Descroix*

2011, ISBN 978-2-7605-2602-0, 520 pages

**Penser les territoires**

**En hommage à Georges Benko**

*Sous la direction de Paul Cary et André Joyal*

2010, ISBN 978-2-7605-2591-7, 384 pages

**Passages et mers arctiques**

**Géopolitique d'une région en mutation**

*Sous la direction de Frédéric Lasserre*

2010, ISBN 978-2-7605-2561-0, 516 pages

**La classe créative selon**

**Richard Florida**

**Un paradigme urbain plausible ?**

*Sous la direction de Rémy Tremblay*

*et Diane-Gabrielle Tremblay*

2010, ISBN 978-2-7605-2509-2, 258 pages

**Géographie de l'Amérique latine**

**Une culture de l'incertitude**

*Nathalie Gravel*

2009, ISBN 978-2-7605-2409-5, 372 pages

**Une seule terre à cultiver**

**Les défis agricoles et alimentaires  
mondiaux**

*Sous la direction de Jean-François Rousseau*

*et Olivier Durand*

2009, ISBN 978-2-7605-2434-7, 166 pages

**Le paysage**

**Un projet politique**

*Mario Bédard*

2009, ISBN 978-2-7605-2361-6, 372 pages

**La logique sociale**

**du développement territorial**

*Frank Moulaert et Jacques Nussbaumer*

2008, ISBN 978-2-7605-1373-0, 174 pages

**Politiques de l'eau**

**Grands principes et réalités locales**

*Sous la direction de*

*Alexandre Brun et Frédéric Lasserre*

2006, ISBN 2-7605-1457-9, 436 pages

**Le monde dans tous ses États**

**Une approche géographique**

*Sous la direction de Juan-Luis Klein  
et Frédéric Lasserre*

2006, ISBN 2-7605-1453-6, 586 pages

**Les poids du monde**

**Évolution des hégémonies planétaires**

*Rodolphe De Koninck*

*et Jean-François Rousseau*

2006, ISBN 2-7605-1436-6, 240 pages

**Des flux et des territoires**

**Vers un monde sans États ?**

*Sous la direction de*

*Bernard Jouve et Yann Roche*

2006, ISBN 2-7605-1410-2, 402 pages

**Transferts massifs d'eau**

**Outils de développement  
ou instruments de pouvoir ?**

*Sous la direction de Frédéric Lasserre*

2005, ISBN 2-7605-1379-3, 610 pages

**La ville autrement**

*Sous la direction de Pierre Delorme*

2005, ISBN 2-7605-1342-4, 300 pages

**Mouvements sociaux**

**et changements institutionnels**

**L'action collective à l'ère**

**de la mondialisation**

*Sous la direction de Louis Guay,*

*Pierre Hamel et Jean-Guy Vaillancourt*

2005, ISBN 2-7605-1341-6, 438 pages

**Démocraties métropolitaines**

**Transformations de l'État et politiques  
urbaines au Canada, en France**

**et en Grande-Bretagne**

*Sous la direction de*

*Bernard Jouve et Philip Booth*

2004, ISBN 2-7605-1236-3, 356 pages

**Reconversion économique**

**et développement territorial**

*Sous la direction de Jean-Marc Fontan,*

*Juan-Luis Klein et Benoît Lévesque*

2003, ISBN 2-7605-1244-4, 360 pages

**Le territoire pensé**

**Géographie des**

**représentations territoriales**

*Sous la direction de Frédéric Lasserre*

*et Aline Lechaume*

2003, ISBN 2-7605-1224-X, 346 pages





**Sports et villes****Enjeux économiques et socioculturels**

*Sous la direction de Sylvain Lefebvre*  
2003, ISBN 2-7605-1210-X, 254 pages

**Grands projets urbains  
et requalification**

*Sous la direction de Gilles Sénécal,  
Jacques Malézieux et Claude Manzagol*  
2002, ISBN 2-7605-1184-7, 280 pages

**Géographie et société****Vers une géographie citoyenne**

*Sous la direction de Suzanne Laurin,  
Juan-Luis Klein et Carole Tardif*  
2001, ISBN 2-7605-1090-5, 334 pages

**L'espace économique mondial****Les économies avancées****et la mondialisation**

*Jean-Paul Rodrigue*  
2000, ISBN 2-7605-1037-9, 534 pages

**Les espaces dégradés****Contraintes et conquêtes**

*Sous la direction de Gilles Sénécal  
et Diane Saint-Laurent*  
2000, ISBN 2-7605-1071-9, 292 pages

**Le Québec en changement****Entre l'exclusion et l'espérance**

*Sous la direction de Pierre Bruneau*  
2000, ISBN 2-7605-1058-1, 242 pages

**L'éducation géographique –  
2<sup>e</sup> édition****Formation du citoyen  
et conscience territoriale**

*Sous la direction de  
Juan-Luis Klein et Suzanne Laurin*  
1999, ISBN 2-7605-1052-2, 270 pages





**L**a Caraïbe ressemble à s'y méprendre à un visage maquillé. Une couche superficielle d'exotisme fait ressortir ses traits les plus attrayants, à l'image des photographies de ces brochures touristiques sur lesquelles on force le bleu de la mer et le blanc du sable, tout en cadrant au plus serré sur les hôtels, les plages et les parties entretenues des centres-villes. Derrière cette parure cependant, se dévoile, à qui prend la peine d'observer, un visage profondément marqué par les inégalités, des carrières à ciel ouvertes des Cockpit Mountains (Jamaïque) jusqu'aux bidonvilles des marécages de Beetham à Port-of-Spain (Trinidad).

Romain Cruse est de ceux qui ont pris la peine d'observer. Il s'intéresse au processus de mise en dépendance – ou périphérisation – du bassin caribéen du XVI<sup>e</sup> siècle à nos jours. Il prend en compte ce processus à la fois dans sa dynamique physique (le méditerranéanisme), sa dynamique économique-historique (le colonialisme) et dans sa dynamique géopolitique contemporaine (domination économique). Le principal intérêt de cet ouvrage est de ne pas présenter l'histoire de la Caraïbe comme celle d'un colonialisme dont n'arriveraient pas à se défaire les territoires. Si le poids du passé est important, ces espaces principalement insulaires ont tout de même connu de deux siècles (Haïti) à un demi-siècle (Jamaïque, Dominique, etc.) d'« indépendance » officielle. Le contexte géopolitique actuel, soit le glissement de la domination européenne vers celle américaine, ne saurait non plus être ignoré.

*ROMAIN CRUSE enseigne à l'Université des Antilles et de la Guyane (UAG) à Schoelcher, en Martinique. Il est rattaché au laboratoire CEREGRMIA et poursuit des recherches sur de nombreux pays caribéens (Jamaïque, Trinidad, Haïti, Suriname, etc.) et sur les problèmes liés à l'insertion de ces territoires dans l'économie globale.*

